

alternatives

non violentes



BD 16

la gauche nucléaire



*Comment le P.C. et P.S.
se sont ralliés à l'arme atomique*

46

8° 61/2

revue trimestrielle 18 F

POUR UNE AUTRE DEFENSE

La course aux armements, loin de garantir la sécurité des peuples et la paix du monde, met en danger la survie même de l'humanité. L'ONU, les assemblées d'experts, les Eglises, les organisations internationales ne cessent de le rappeler.

Entretenu par les pays riches, cette course aux armements nourrit les conflits du Tiers-Monde et agrave le sous-développement. La décision du gouvernement français de moderniser l'arsenal nucléaire, notamment par la construction d'un septième sous-marin nucléaire et la poursuite des recherches sur la bombe à neutrons, montre clairement que notre pays participe lui aussi à cette fuite en avant.

Mais comment sortir de la course aux armements sans se mettre à la merci d'un éventuel agresseur ? Comment concilier l'impératif du désarmement avec la nécessaire défense des droits de l'Homme et des libertés démocratiques contre un coup d'Etat ou une invasion étrangère ?

Nous estimons qu'il est urgent d'ouvrir en France une recherche approfondie sur les moyens de défense qui ne supposent pas l'usage des armes : la « défense populaire non-violente », qui vise à dissuader et à mettre en échec un éventuel agresseur grâce à l'organisation collective de la non-collaboration, de la désobéissance civile et de tous les moyens de l'action non-violente, doit trouver droit de cité dans notre pays.

Nous demandons au gouvernement :

- de financer la mise en place d'un institut national et de centres régionaux chargés d'étudier les possibilités offertes par la défense populaire non-violente,
- de créer une commission au Plan chargée d'établir un programme cohérent de reconversion des industries d'armement vers la production de biens socialement utiles.

*Faire signer ce texte et le renvoyer
au secrétariat du MOUVEMENT POUR
UNE ALTERNATIVE NON-VIOLENTE
20, rue du Dévidet, MONTARGIS 45200*

Editorial

Beyrouth, Varsovie, Amérique Centrale... Au moment où l'actualité ne cesse de nous imposer des images de violence, au moment où certains d'entre nous viennent de vivre dans la proximité des bombes et des massacres au Liban (1), voilà que nous publions un numéro tout entier consacré à des événements passés. Nos lecteurs — surtout ceux qui ne connaissent pas ANV depuis longtemps — sont en droit de se poser des questions !

Cette revue — qui fêtera à l'automne 1983 son dixième anniversaire — n'a malheureusement pas les moyens d'employer ne serait-ce qu'un seul rédacteur permanent ou semi-permanent. Le travail étant réparti, tant bien que mal, entre des gens qui sont tous très occupés par ailleurs, il est pratiquement impossible de dégager du temps pour improviser rapidement un numéro, même quand l'actualité semblerait

(1) Christian Delorme a passé plusieurs jours au Liban en septembre. Voir son témoignage dans *Informations Catholiques Internationales* (15 octobre).

Voir aussi, dans *Non-violence politique*, n° 52, le récit de Marie-Hélène BUNOZ, témoin des massacres de Sabra-Chatila à Beyrouth.

l'exiger. Nous sommes, pour ainsi dire, condamnés aux réactions lentes ! Lorsque l'on sait d'avance qu'il s'écoulera au moins six mois (et plus généralement un an) entre le moment où l'idée d'un thème de numéro est lancée et le moment de la publication, il est difficile de réagir à l'événement ! Malgré cela, nos lecteurs auront pu constater notre souci de choisir nos thèmes, même avec du recul et du retard, en fonction de ce qui se passe autour de nous : la grève de la faim de Christian Delorme en avril 1981, l'émergence du nouveau mouvement de paix européen, la session de l'ONU sur le désarmement, la récente vague de terrorisme. Quant aux événements du Proche-Orient, nous allons faire notre possible pour qu'ils fassent l'objet d'un prochain numéro. Tant il est vrai que, pour nous, même la réflexion fondamentale ne saurait être coupée de l'action dans le monde tel qu'il est.

Pourquoi, alors, revenir sur le ralliement de la Gauche française à l'arme nucléaire ? Ne sont-ce pas là événements d'un passé qu'il vaudrait mieux oublier pour se concentrer sur les tâches d'aujourd'hui ? En fait, ce dossier répond à plusieurs besoins :

- **Comprendre.** Ceux d'entre nous qui ont l'occasion de rencontrer des étrangers actifs dans les mouvements pour le désarmement nucléaire savent par expérience combien la particularité de la situation française est difficile à faire comprendre. Que les partis socialiste et communiste français aient décidé non seulement de garder mais de moderniser l'arsenal nucléaire, voilà qui les plonge dans des abîmes de perplexité. Or il est important, pour l'avenir même de la collaboration entre mouvements de paix de pays différents, que chacun puisse comprendre comment les problèmes de défense se posent différemment dans

chaque pays : à cet égard, le cas de la France est le plus particulier et le plus étrange dans l'ensemble des mouvements européens et américains, car dans tous les autres pays on constate généralement que plus on est à gauche et plus on est opposé aux armes nucléaires¹! Le phénomène de la « gauche nucléaire » en France méritait donc une étude spécifique.

Il n'est jamais bon de simplifier ou de caricaturer les positions que l'on désire combattre : si nous voulons nous opposer efficacement à la politique de défense menée par les hommes au pouvoir aujourd'hui, il est très important de **comprendre** les raisons et les motivations qui les ont poussés à se rallier à la doctrine gaulliste. Ce dossier met en lumière, d'ailleurs, des différences notables entre les diverses motivations : Chevènement et Mitterrand, par exemple, ne se sont pas ralliés pour les mêmes raisons. Cela aussi est utile à connaître pour nos débats et nos luttes d'aujourd'hui...

• **Tirer les leçons.** On pourra épiloguer sans fin sur ce qu'il aurait fallu faire pour empêcher ce ralliement. Une chose en tous cas ressort avec netteté des diverses interviews rassemblées ici, et notamment du récit de Patrick Viveret : l'absence de réflexion sérieuse sur des **alternatives** à la dissuasion nucléaire a constitué une faiblesse majeure des opposants. Les choix ne se font jamais dans l'abstrait, surtout dans un parti qui se prépare à exercer le pouvoir : les choix se font nécessairement entre plusieurs dossiers. Lorsque, sur un problème donné, il n'y a qu'un seul dossier préparé, il n'y a pratiquement plus de choix... Nous ne savons pas dans combien de temps l'occasion se présentera d'avoir en France un sérieux débat politique sur la politique de défense. Mais une chose est certaine : ce jour-là, il faudra que les

opposants à l'arme nucléaire puissent présenter, outre leurs objections morales, politiques ou stratégiques contre la présente politique, un bon dossier, bien argumenté, sur une ou plusieurs alternatives possibles.

S'il y a quelque chose de réconfortant, c'est que cette exigence de recherche d'alternatives est maintenant largement reconnue par la très grande majorité de ceux qui ne veulent pas se résigner au nucléaire perpétuel. Il y a quelques années, ce n'était pas le cas... Certes, l'accord est loin d'être fait sur le type d'alternatives qu'il convient de mettre en avant et l'on peut prévoir encore de nombreux débats à ce sujet. Mais les divergences n'empêchent pas de faire un bon bout de chemin ensemble, comme en témoigne le récent rapport de la Convention britannique pour une autre défense (2).

En ce qui concerne la recherche sur celle de ces alternatives qui a notre préférence, la défense par résistance civile, des efforts très importants restent à faire. Si l'idée a pu être diffusée et discutée depuis une dizaine d'années au niveau des « militants » (notamment grâce au travail du MAN, du MIR, du Cun du Larzac et de notre propre revue) force est de constater qu'elle ne peut plus guère progresser beaucoup à ce niveau. Un saut qualitatif s'impose. Demander que le Gouvernement finance des programmes de recherche, de publication et de formation sur les possibilités de la résistance civile non-violente c'est précisément se donner les moyens d'effectuer ce saut. Les mouvements non-violents n'ont malheureusement ni le temps, ni les moyens financiers, ni

(2) Ce rapport vient d'être publié à Londres. Une présentation de ses hypothèses de travail a été publiée dans ANV 43 par Michael RANDLE.

l'accès aux sources d'information, ni toutes les compétences voulues pour faire avancer les recherches jusqu'à un niveau tel qu'elles puissent être prises en compte comme alternatives crédibles. C'est dans cette perspective que le M.A.N. a lancé la pétition « Pour une autre défense » dont on trouvera le texte dans ce numéro. Nous espérons que nos lecteurs seront nombreux à la signer et à la diffuser autour d'eux. Il n'est pas besoin, pour la signer, d'être déjà convaincu du bien-fondé des positions non-violentes, mais simplement d'estimer qu'il serait souhaitable d'ouvrir sans tarder une recherche approfondie à leur sujet.

Au fond, même des pro-nucléaires convaincus devraient soutenir une telle proposition. Car comment peuvent-ils être certains que la politique qu'ils soutiennent sera encore viable — même d'après leurs propres critères — dans dix ou vingt ans ? Comment peuvent-ils écarter a priori l'hypothèse que des événements imprévis pourraient **contraindre** la France (indépendamment même de tout choix éthique ou politique) à renoncer à la politique de dissuasion nucléaire ? N'est-il pas de la plus élémentaire prudence, pour un homme politique « responsable », de prévoir des solutions à mettre en œuvre en cas de situation imprévue ? Jouons un moment au jeu de la « politique-fiction ». On nous dit qu'il y a un « consensus » de la population française en faveur de la présente politique de défense (ce consensus est d'ailleurs moins large qu'on le prétend). Mais que deviendrait ce consensus si, par exemple, une ou plusieurs armes nucléaires venaient à éclater sur quelques millions de personnes, même loin de la France, dans une « guerre nucléaire limitée » ou par accident ? Ou encore si, à la suite d'évolutions malheureusement peu vraisemblables à ce jour, les deux Grands parvenaient à un accord sur la dénucléarisation totale de

l'Europe « du Portugal à la Pologne » : les Français supporterait-ils qu'un tel accord échoue à cause de « leur » arsenal nucléaire ? Sans compter que des évolutions purement techniques pourraient aussi mettre un terme à la dissuasion nucléaire française indépendamment de tout changement dans l'opinion : si par exemple des progrès décisifs étaient réalisés dans le domaine de la détection sous-marine, la force océanique stratégique de la France, devenant vulnérable à une « première frappe » désarmante, perdirait du même coup toute valeur dissuasive (3).

Il faut donc récuser l'idée que la recherche d'alternatives de défense, armées ou non-violentes, serait réservée aux seuls opposants à la présente politique. Elle devrait intéresser tout le monde, quitte à ce que les clivages réapparaissent quant à l'évaluation de ses résultats et quant aux priorités à donner à telle ou telle ligne de recherche. Elle devrait notamment intéresser un bon nombre de militants socialistes, puisque, comme le rappelle le présent dossier, nombre d'entre eux ne se sont ralliés que du bout des lèvres à la politique de dissuasion nucléaire et justement parce qu'ils ne voyaient pas d'alternatives. Même si les dirigeants du parti sont passés en cinq ans du « ralliement faute de mieux » à l'adhésion sans réserve, on peut supposer que bien des militants ont gardé des réticences à l'égard d'un choix qu'on leur a présenté comme le seul possible. Ceux-là devraient, en toute logique, être les premiers à soutenir l'idée d'une recherche approfondie sur des alternatives non nucléaires.

(3) Dire cela ce n'est pas reconnaître que cette force ait aujourd'hui une valeur dissuasive, c'est simplement affirmer que même ceux qui croient en cette valeur dissuasive ne pourraient plus continuer à y croire.

Le présent numéro est loin de répondre à toutes les questions que nous nous posons en commençant cette recherche historique. Si les raisons de l'évolution du parti socialiste sont relativement claires, il n'en est pas de même du côté du parti communiste. Il aurait fallu, par ailleurs, dépasser l'approche historique et proposer quelques éléments de réflexion plus fondamentale, touchant par exemple la relation entre l'Etat moderne et la maîtrise des armes de destruction massive. Pour certains, c'est la logique même de l'Etat qui le pousse inexorablement — quelle que soit sa couleur politique — à se doter de tous les moyens de violence qui sont techniquement à sa portée. La lutte contre les armes de destruction massive doit donc aller de pair avec une critique radicale de l'Etat et avec de profonds changements dans la manière même de concevoir et d'exercer le pouvoir. Pour d'autres, le lien n'est pas si évident : l'exemple de la Suède, qui aurait politiquement et techniquement la possibilité de se doter d'un arsenal nucléaire et qui s'y est refusé, ne montre-t-il pas que la pente n'est pas fatale ?

Un autre débat intéressant concernerait l'importance respective des facteurs proprement politiques et des pressions militaro-industrielles dans des choix de ce genre. L'argumentation

donnée par Pierre-Luc Séguillon, par exemple, laisse entendre que c'est le politique qui prime : on a un « projet politique » (en l'occurrence le socialisme dans l'indépendance nationale) et l'on « se donne les moyens » militaires de le réaliser. Ne serait-il pas plus exact d'inverser les facteurs ? On arrive au pouvoir avec un arsenal existant, de fortes pressions pour le garder et le développer ; on trouve alors les justifications politiques nécessaires... Cela mériterait au moins un débat.

Décidément, ANV n'est pas près de manquer de thèmes de numéros ! Le risque, pour sa survie, viendrait plutôt du manque de temps libre de ses rédacteurs : pour terminer cet éditorial comme il a commencé, c'est là un problème qui va devoir appeler très vite des solutions. Il faudra sans doute envisager de dégager bientôt un demi-salaire sur le budget de la revue. Si nos lecteurs pouvaient, en acceptant de bonne grâce notre nouvelle augmentation de tarifs, en généralisant le choix du tarif « de soutien » et en redoublant d'efforts pour diffuser ANV, nous permettre de réaliser cet objectif, ce serait un beau cadeau pour notre dixième anniversaire !

A.N.V.

naissance d'une opposition : 1945 - 1965

par Bernard Boudouresques

Après la Libération de la France, j'ai été profondément marqué, comme beaucoup d'hommes de ma génération, par les bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki en août 1945. Scientifique, croyant naïvement à la pureté de la recherche et au progrès par la science et la technique, j'étais passionné par la possibilité de construire un monde de paix après la fin du nazisme : j'ai été profondément choqué par l'utilisation de cette nouvelle arme contre des êtres humains. Chrétien, me préparant à être prêtre, je découvrais que ma foi n'avait de sens que dans le respect de la vie et de l'homme, que la paix ne pouvait se construire que par l'amour entre les hommes. Cette destruction massive de

deux villes, les possibilités de mort à long terme du fait des conséquences générées, le détournement de la science à des fins militaires, tout cela m'a poussé à mettre au premier rang de mes préoccupations la construction de la paix par le désarmement.

Je sentais viscéralement qu'un saut « qualitatif » était opéré, que la bombe atomique avait une autre dimension que la bombe au napalm. Je désirais que la France s'oriente vers une politique de paix, refuse de se lancer dans la construction de cet armement. A défaut d'en empêcher les deux Grands, la France ne pouvait-elle au moins jouer un rôle important dans la construction de la paix ?

En mars 1939, Joliot Curie, assisté de Halban et Kowarski, découvre la fission des noyaux d'uranium. En mai de la même année, cette équipe dépose les premiers brevets au monde permettant d'utiliser la réaction en chaîne issue de la fission, soit en la contrôlant dans une « pile », soit en l'accélérant dans une

explosion. Aussi, dès la Libération, la France, un des cinq grands, membre permanent du conseil de sécurité des Nations Unies, se lance dans la recherche atomique, en tentant de rattraper son retard sur les USA, l'URSS, le Canada.

Autour de moi, beaucoup étaient sensibles à ce changement qualitatif, à cette discontinuité dans la nature de l'arme. Un pressentiment commençait à prendre corps : si on continue à fabriquer ces bombes, l'humanité pourra se détruire. C'est la raison pour laquelle, en 1950, l'appel de Stockholm recueillit tant de signatures. Il fallait mettre « hors la loi » la guerre nucléaire.

Je vais essayer ici de rappeler les étapes de la naissance et du développement de l'arsenal nucléaire français, ainsi que les oppositions qui ont tenté d'y faire obstacle. Ce n'est pas un travail d'historien, mais de militant qui exprime ce qu'il a ressenti.

Le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) est créé le 18 octobre 1945 avec la mission de préparer le pays à l'utilisation de l'énergie nucléaire dans les divers domaines de la science, de l'industrie et de la défense nationale. Les premières années sont marquées par des recherches de base dans tous les secteurs : physique, thermique, neutronique, métallurgie. L'uranium étant un matériau stratégique, les publications sont rares et confidentielles. Il n'est nullement question de fabriquer une bombe atomique : le premier milligramme de plutonium ne fut isolé qu'en 1949. En juin 1946, le représentant du gouvernement à l'ONU, Parodi, parlant de l'effort atomique français, s'exprimait en ces termes : « Un trait essentiel marque ces études, ces projets et ces réalisations : c'est qu'ils sont entièrement orientés vers la paix, vers les œuvres de la paix, vers les activités dont l'objet essentiel est le bien de l'humanité. Je suis autorisé à dire que les buts que le gouvernement français a assigné aux recherches de ces savants et de ces techniciens sont purement pacifiques. Notre vœu est que les nations du monde fassent de même le plus tôt possible, et c'est avec empressement qu'à cette fin la France se soumettra aux règles qui seront jugées les meilleures dès qu'elles seront adoptées par les Nations Unies, pour assurer dans le monde entier le contrôle de l'énergie atomique. C'est de toutes ses forces intellectuelles et matérielles qu'elle contribuera aux applications non dangereuses mais utiles et bienfaisantes de cette énergie dans le cadre de l'organisation internationale que notre commission est chargée d'instituer. » (1)

(1) Troisième séance de la Commission de l'Energie Atomique de l'ONU.

1952

Cette année est marquée par d'importantes décisions. En janvier, le colonel Ailleret est nommé directeur des Armes Spéciales. Son autobiographie (2) éclaire bien l'importance du rôle qui allait être le sien pour amener l'armée, les parlementaires et les hommes politiques à reconnaître le bien fondé d'une « force de frappe » comme base de notre défense nationale. En juillet, Félix Gaillard (radical) étant ministre chargé des questions atomiques, le premier plan quinquennal est voté : les deux premiers réacteurs G1 et G2 sont mis en chantier à Marcoule dans le but d'approfondir la connaissance du fonctionnement d'un réacteur, mais surtout de produire du Plutonium. Au sujet de ce plan, B. Goldschmidt souligne à juste titre que « le but clairement précisé était la production de Plutonium destiné à être utilisé dans des réacteurs ultérieurement construits : centrales et moteurs... Le plan quinquennal de 1952 ne mentionnait aucune utilisation éventuelle du Plutonium pour des buts militaires, une décision à ce sujet n'ayant pas à être prise avant plusieurs années. Mais il est certain que cet aspect du problème atomique était présent et, sans doute, prédominant dans l'esprit des responsables et des inspirateurs du plan... » (3).

Au cours de la discussion du Plan à l'Assemblée nationale, le P.C. présente un amendement précisant que le Plutonium ne devra pas être employé dans une bombe (4). L'amendement est rejeté à une grande majorité avec

(2) Général Ailleret, *L'aventure atomique française : comment naquit la force de frappe*, Grasset, 1968.

(3) B. Goldschmidt, *L'aventure atomique*, pp. 98-99.

(4) Ailleret, op. cit., p. 109.

l'appui des voix socialistes, ceux-ci ne voulant pas priver la France d'une arme que l'URSS et les USA commencent à développer.

Cette année 1952 est riche d'enseignements. La gauche non communiste, par le vote de ses parlementaires, ne veut pas engager l'avenir par des décisions prématurées. Dans un contexte d'instabilité gouvernementale, notamment à propos des positions différentes sur la Communauté Européenne de Défense (C.E.D.), aucun gouvernement ne veut annoncer publiquement une décision pourtant déjà prise en pratique. Le scénario est simple : les ingénieurs et techniciens cherchent, trouvent de nouvelles armes, les mettent au point, les essaient, font des prototypes... mais les ministres répètent qu'aucune décision n'est prise !

Cette attitude ambiguë se répète souvent dans l'histoire de la fabrication de nouvelles armes. On la retrouvera plus tard à propos des armes tactiques et maintenant au sujet de la bombe à neutrons. Récemment, M. Mauroy, devant les auditeurs de l'I.H.E.D.N., a indiqué : « Les réflexions concernant l'arme à rayonnement renforcé sont poursuivies... Il est donc concevable qu'elles prennent place dans notre potentiel dissuasif. Mais aucune décision n'est encore arrêtée. Nous n'en sommes qu'à la période de mise au point de cette arme... » (5) Cette attitude a pour effet de démobiliser l'opinion publique ; elle feint d'ignorer la logique interne de la course aux armements et la pression des militaires pour la possession d'une panoplie d'armes de plus en plus sophistiquées.

Affirmer en 1952 que le Plutonium devait être uniquement utilisé comme combustible des réacteurs nucléaires (Phénix et la suite), alors que ceux-ci ne devaient voir le jour que vingt

ans après, permettait de cacher aux scientifiques l'utilisation militaire de leurs travaux. En insistant préférentiellement sur l'aspect civil d'une technologie ambivalente, le pouvoir politique donnait de bonnes raisons aux scientifiques de poursuivre leurs recherches. Ne fait-on pas de même aujourd'hui, lorsque l'on tait ou nie le caractère « proliférant » de certains types de réacteurs ?

Le pouvoir de la caste militaire est caché mais déterminant. Elle cherche bien naturellement à maîtriser les armes les plus modernes. Quelle que soit l'époque, les commandements militaires veulent mener « leur guerre ». Le général De Gaulle, militaire et homme d'Etat, a cru que seules les armes nucléaires permettraient à la France de mener « sa guerre » : « Il faut que la défense de la France soit française, déclarait-il. Un pays comme la France, s'il lui arrive de faire la guerre, il faut que ce soit sa guerre... Naturellement, la défense de la France serait le cas échéant conjuguée avec celle d'un autre pays. Mais il est indispensable qu'elle nous soit propre, que la France se défende par elle-même, pour elle-même et à sa façon... La conséquence, c'est qu'il faut, évidemment, que nous sachions nous pourvoir d'une force capable d'agir pour notre propre compte, de ce qu'on est convenu d'appeler « une force de frappe » susceptible de se développer à tout moment et n'importe où. Il va de soi qu'à la base de cette force sera un armement atomique — que nous le fabriquions ou que nous l'achetions — mais qui doit nous appartenir, et puisqu'on peut détruire la France, éventuellement, à partir de n'importe quel point du monde, il faut que notre force soit faite pour agir où que ce soit sur la terre... » (6).

(5) *Le Monde*, 21 septembre 1982.

(6) Discours au centre des Hautes Etudes Militaires, 3 novembre 1959.

De 1954 à 1960.

Le 17 mars 1954, M. Pleven, ministre de la Défense nationale, déclare lors de la discussion du budget : « Dans nos prévisions, je le dis franchement, il y a des insuffisances que je déplore plus que d'autres. En premier lieu, nos recherches militaires — je répète : militaires — sur le plan atomique, ne peuvent pas encore être dotées de moyens aussi importants qu'il serait souhaitable. J'estime que dans les quelques mois qui viennent, et en tout état de cause avant la préparation du budget de 1955, le gouvernement devra examiner au fond l'ensemble du problème que pose la fabrication d'armes nucléaires par un pays de l'importance de la France... En ce qui concerne la matière première, les études et constructions du Commissariat à l'Energie Atomique ne seront pas en mesure d'en fournir en quantité suffisante avant un certain délai et c'est pourquoi j'ai indiqué que c'est à partir du budget de 1955 — je souligne « à partir » — que le problème pourra être traité au fond et qu'on pourra évaluer en connaissance de cause les crédits qui seraient indispensables, soit directement pour la Défense nationale, soit à titre de complément aux ressources du commissariat à l'Energie Atomique. » Cette déclaration (une des premières qui soit aussi claire à ma connaissance) éveille la conscience des chercheurs. Un comité « B » est créé au centre de Saclay, regroupant la majorité des ingénieurs et des techniciens. Il entend s'opposer à la construction de la bombe. Dans le pays, la protestation s'organise : scientifiques, normaliens, chrétiens, publient des articles d'information. Des rencontres ont lieu avec des parlementaires de gauche.

A posteriori, les arguments techniques invoqués alors pour s'opposer à la fabrication de la bombe semblent assez peu percutants et,

finalement, peu convaincants. On disait par exemple que le nucléaire militaire, par son coût exorbitant et la mobilisation des chercheurs, nuirait au développement de l'énergie atomique. Ainsi, Leprince-Ringuet affirmait : « Nous pouvons d'ici dix ans avoir rattrapé sur certains points les grandes nations atomiques parce que nos recherches sont jusqu'ici uniquement orientées vers un but pacifique : il ne faut donc qu'à aucun prix nous consacrer nos savants, notre argent, nos recherches, à la fabrication de bombes atomiques » (7). Or, on sait que la France est aujourd'hui un des premiers pays au monde pour son parc de centrales nucléaires ! On disait aussi que la bombe A était démodée et que les Américains en étaient déjà à la bombe de l'avenir, la bombe H. On sait aujourd'hui que la course à la puissance destructrice n'a été qu'une étape de la course aux armes nucléaires, les progrès les plus récents étant davantage dans la miniaturisation des charges et la précision des vecteurs. Ces arguments n'avaient donc pas grande valeur... On aurait dû mettre en avant dès cette époque l'argument du « refus de l'engrenage » : en refusant de se doter de l'arme atomique, la France pouvait donner l'exemple et contribuer à casser l'engrenage de la course aux armements nucléaires.

Au cours de ces décennies, des scientifiques comme Jean Rostand et Alfred Kastler ont toujours pris des positions très claires contre la bombe française. Mais la grande majorité et, parmi eux, un grand nombre d'hommes de gauche, se sont tus ; c'est la même chose pour les universitaires qui ont pourtant, traditionnellement, une plus grande liberté de parole. Quelques-uns cependant, bravant les

(7) *La Croix*, 20 octobre 1955.

risques de sanctions, se sont opposés publiquement et sans relâche aux projets gouvernementaux. Le mouvement « PUGWASH », regroupant des scientifiques éminents de tous les pays, est intervenu auprès des gouvernements de l'URSS et des USA afin de leur soumettre des propositions concrètes de désarmement. Mais la section française, club fermé, a toujours refusé d'exprimer des positions publiques contre la force de frappe française. L'opposition des scientifiques est donc restée marginale : ils préfèrent laisser aux politiques le soin de décider, se sentant peu concernés par la finalité de leurs recherches. La déclaration de dix-huit scientifiques allemands, en 1957, n'a pas eu son équivalent en France : « Nous ne nous sentons pas compétents pour faire des propositions concrètes en ce qui concerne la politique des grandes puissances. Pour un petit pays comme la République Fédérale, nous croyons qu'aujourd'hui la meilleure façon de se protéger et de servir la paix mondiale est de renoncer expressément et volontairement à la possession des armes atomiques. En tout cas, aucun des soussignés ne serait prêt à participer à la fabrication, à l'expérimentation et à l'utilisation des armes atomiques, de quelque manière que ce soit. En même temps, nous tenons à confirmer qu'il est extrêmement important de pousser tous les moyens à l'utilisation pacifique de l'énergie atomique ; et à cette tâche nous voulons participer comme nous l'avons fait jusqu'ici » (8).

A partir de la fin de l'année 1954, des déclarations contradictoires se succèdent. En décembre, le gouvernement Mendès-France annonce qu'après consultations, il prendra prochainement la décision de lancer le programme

(8) Déclaration de Göttingen, 13 avril 1957.

d'armement atomique. Sa démission, en février 1955, retarde cette décision. Peu après, Edgar Faure, premier ministre, remet du baume au cœur des opposants à la force de frappe en déclarant : « ...Dans le même temps où la France prend la résolution de progresser dans la voie de la puissance atomique, nous avons décidé d'éliminer les recherches consacrées aux utilisations de caractère spécifiquement militaire. Nous nous limiterons donc à des utilisations civiles... C'est après une longue réflexion que nous avons pris la décision de nous orienter dans ce sens et je pense que ce choix n'interdira pas à la France de maintenir sa place en tant que grande puissance » (9). Mais cette prise de position ne l'empêche pas, au mois de mai, de lancer, à Marcoule, la mise en chantier de G3 (du même type que G2) réacteur uniquement plutonigène, ainsi qu'une usine de retraitement pour extraire le Plutonium des combustibles irradiés. Etait-il de bonne foi ?

Au début de l'année 1956, le gouvernement de Front Républicain, sous la présidence de Guy Mollet, est mis en place avec l'espoir de mettre fin à la guerre d'Algérie. Dans le secteur de la Défense Nationale, les crédits pour la mise au point de la première bombe sont augmentés. En même temps, on annonce que, jusqu'en 1961, la France décide un moratoire. Quelle audace et quel courage alors que, techniquement, la bombe ne pouvait guère être opérationnelle avant cette date ! Au cours d'un débat sur l'Euratom, Guy Mollet déclare : « Quelle est la formule arrêtée par le gouvernement ? Elle peut se résumer à ceci : que la France s'engage à ne procéder avant 1961 à aucune explosion d'une bombe prototype, du

(9) Cité par Marc Lacoste Lareymondie, **Images et réalités**, p. 24.

type A... Compte tenu des détails de recherche et de fabrication, ce moratoire ne peut — j'insiste là-dessus — entraîner aucun retard dans le lancement de fabrications significatives d'armes au cas où une telle décision devrait intervenir... Pendant la durée du moratoire, la France peut continuer ses recherches sur les utilisations militaires... » (10). La lecture des journaux de cette époque montre des déclarations de tous genres. Charles Hernu, alors député radical de la Seine, déclarait : « Attaché à la paix, je considère qu'il serait préférable que tous les pays s'avancent tous ensemble dans la voie du désarmement. Mais les temps étant ce qu'ils sont, j'estime du moins que les armes qu'il faut bien fabriquer doivent être des armes modernes. Je ne suis donc pas hostile à la fabrication de la bombe atomique française; mais je ne puis me dissimuler que celle dont la réalisation est en cours est d'un type déjà périmé et, lorsqu'elle sera fabriquée, elle sera, aux engins thermonucléaires les plus récents, ce qu'était le fusil Lebel à la mitrailleuse... A supposer cependant que nous parvenions à fabriquer des engins thermonucléaires dignes de ce nom, je ne suis pas hostile à leur utilisation dans le cadre de l'OTAN, sous la réserve, là encore, que leur emploi soit soumis à la décision du pouvoir politique français... » (11).

13 février 1960

C'est en pleine guerre d'Algérie, le 13 février 1960, qu'explose la première bombe A française. Sur toutes les ondes de radio retentit cet hommage de De Gaulle : « Hourrah ! pour

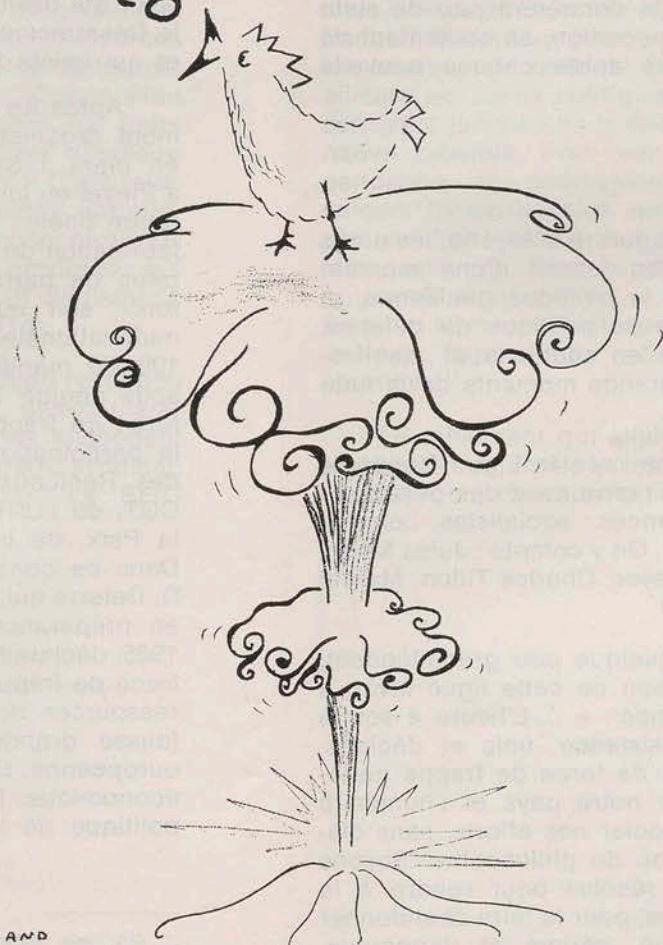
la France ! Depuis ce matin elle est plus forte et plus fière. Du fond du cœur, merci à tous et à ceux qui ont pour elle remporté ce magnifique succès. » La lecture de l'**Humanité** du 14 février 1960 est très intéressante. Elle rassemble les déclarations des partis d'opposition et de quelques hommes politiques de gauche. Par exemple, le Bureau Politique du PCF affirme : « ... Sans profit réel pour la science, ni pour la défense nationale, plus de 200 milliards de F sont partis en fumée, au détriment des crédits de la culture, de l'école, de la santé, de la politique sociale... Cette explosion doit être la dernière. L'intérêt de la France, la garantie de son indépendance et de sa sécurité résident dans une politique de paix comportant l'interdiction absolue des essais nucléaires, la destruction des stocks existants d'armes atomiques et thermonucléaires, le désarmement et la coexistence pacifique des peuples. C'est dans ce sens que s'exerce l'action unie des forces nationales et pacifiques dans le pays tout entier... » Quant au Parti Socialiste Autonome, il déclare : « Au moment où les trois puissances possédant des bombes nucléaires et des fusées intercontinentales discutent de l'interdiction des explosions atomiques, de la limitation et de la destruction de cette arme, il est encore moins opportun de se livrer à une expérience aussi coûteuse, aussi dangereuse et aussi inutile... »

Si des scientifiques comme Hélène Langevin, Joliot et Biquard insistent sur l'orientation purement pacifique que devraient prendre les recherches atomiques, la Fédération Française Contre l'Armement Atomique, avec notamment Kastler, J. Rostand, Pablo Casals, Gabriel Marcel, F. Mauriac, A. Chatelet appelle tous les Français à se rassembler sur le texte suivant : « La France est aujourd'hui en mesure de se donner un armement atomique. Nous demandons que notre pays, en renonçant de plein gré

(10) Id., p. 28.

(11) *Carrefour*, novembre 1957.

COCORICO



F. MARCHAND

aux armes de la terreur, donne aux autres peuples l'exemple d'une volonté de coopération confiante et généreuse, et rende l'espérance d'une paix humaine qui rendra seule possible le désarmement mondial. »

Mais à cause, notamment, de la guerre d'Algérie, les militants donnèrent peu de suite à ce mouvement d'opposition, se contentant de quelques déclarations après chaque nouvelle explosion au Sahara.

1963 - 1964.

Après la fin de la guerre d'Algérie, les partis politiques d'opposition luttent d'une manière plus efficace contre la politique gaullienne, et en particulier contre sa politique de défense. Cette période, riche en réunions et manifestations, est un des grands moments de la lutte anti-force de frappe.

En mars 1963, se crée la Ligue Nationale Contre la Force de Frappe avec des personnalités de toutes tendances : socialistes, communistes, radicaux, PSU. On y compte : Jules Moch, Pierre Cot, Daniel Mayer, Charles Tillon, Marcel Paul, Tanguy-Prigent.

Dans un style quelque peu grandiloquent, l'appel pour la création de cette ligue invite à une nouvelle résistance : « ... L'heure a sonné de reprendre la Résistance, unis et décidés. Contre une politique de force de frappe nationale, périlleuse pour notre pays et l'humanité entière, sachons associer nos efforts, sans distinction d'idéologie ou de philosophie. Soyons assez nombreux et résolus pour rendre à la France son vrai visage, pour la faire abandonner un chauvinisme étroit, périmé et dangereux, pour lui restituer une place qui pourrait être

décisive dans les négociations sur le désarmement, renoncer à une vaine et ruineuse force de frappe et proposer au monde le patriotisme de l'espèce humaine... » (12).

C'est également en 1963 qu'est créé le Mouvement contre l'Armement Atomique (M.C.A.A.) qui deviendra en 1968 le Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté (M.D.P.L.) et qui existe toujours aujourd'hui.

Après les Etats Généraux pour le désarmement organisés par le Mouvement de la Paix en mars 1963, ce dernier réunit un congrès à Pleyel en juin 1964 et demande dans la déclaration finale : « ... que la France renonce à la fabrication de la force de frappe et affirme son refus de participer à l'organisation de cette force soit européenne, soit multilatérale ou multinationale... » (13). En avril 1964, plus de 100 000 manifestants se réunissent à Sceaux, sous l'égide du Comité temporaire contre la force de frappe et pour le Désarmement avec la participation de la SFIO, du PCF, du PSU, des Radicaux et Radicaux socialistes, de la CGT, de l'UNEF, du MCAA, du Mouvement de la Paix, de la Ligue des Droits de l'Homme. Dans ce concert d'opposition on trouve aussi G. Deferre qui, dans une tournée de conférences en préparation de l'élection présidentielle de 1965, déclarait d'une manière éloquente : « ... La force de frappe détourne l'intérêt, l'énergie, les ressources des Français vers le mirage d'une fausse grandeur. Elle arrête la construction européenne. Elle pèse sur notre développement économique. Elle va bloquer notre avenir... La politique de la force de frappe n'est pas un

(12) Texte intégral dans J. Moch, *Non à la force de frappe*, Laffont 1963.

(13) *Combat pour la paix*, n° 177-178.

choix militaire seulement : c'est un choix moral, un choix diplomatique, un choix politique au sens large. Pour ces raisons, après étude du dossier stratégique, du dossier technique et scientifique et des conséquences économiques, je déclare solennellement ici, en réponse au Général De Gaulle et à M. Pompidou, que notre objectif est l'arrêt, pur et simple, du gaspillage ruineux et absurde en hommes et en ressources qui s'appelle pompeusement la force de frappe. On nous a dit que, désormais, la France était trop engagée pour pouvoir s'arrêter sur cette voie. On nous a dit que l'armement nucléaire français était désormais irréversible. C'est faux. Du jour au lendemain nous pouvons parfaitement arrêter cette tentative pour concentrer nos ressources sur des secteurs plus productifs qui assureront notre développement et finalement, notre véritable indépendance. » (14)

Ce large mouvement d'opposition resta peu de temps unitaire. Des réunions, des déclarations contre la force de frappe se succèdent mais sans coordination. Chaque parti, syndicat, organisation reprend ses activités. La SFIO

refuse d'agir en union avec le PC. Les théories stratégiques de dissuasion insistent davantage sur la **menace** que sur l'**utilisation** de la force de frappe. L'arsenal nucléaire qui se met en place (avec les Mirage IV, puis les fusées du plateau d'Albion et les sous-marins à propulsion nucléaire) n'est plus appelé « force de frappe » mais « force de dissuasion ». Pourquoi le peuple français aurait-il eu peur puisqu'on lui disait que les bombes ne seraient jamais utilisées ? Par ailleurs les partis politiques de gauche ne présentèrent jamais une politique de défense alternative crédible. Pour eux, la sécurité, l'indépendance, la souveraineté, le respect des valeurs fondamentales devaient être défendus par une force armée qui, même baptisée populaire, resterait équipée de moyens militaires puissants et modernes. En raisonnant uniquement en termes de défense armée, ne devaient-ils pas logiquement accéder à l'armement atomique ?

Le ralliement qui allait les porter, en 1977, à accepter les armes et les stratégies nucléaires était au bout de cette logique.

(14) *Le Monde*, 13 octobre 1964.

Histoire du ralliement : 1972-1981

par Christian Mellon

Après le 10 mai 1981, beaucoup ont manifesté leur surprise, en France mais surtout à l'étranger, de voir la gauche au pouvoir pour suivre la politique de défense des gouvernements précédents. Ils en étaient restés au souvenir des campagnes anti-bombes du parti communiste dans les années cinquante, aux déclarations de François Mitterrand dans sa campagne de 1965, au soutien qu'il avait publiquement apporté en 1973 au général de Bollardière et à ses compagnons du « Commando de la paix » dans les eaux de Mururoa. Lointains souvenirs déjà, malheureusement. En poursuivant la politique de défense de ses prédécesseurs, en se faisant même une gloire de sa « continuité » dans ce domaine, le gouvernement socialiste n'a trahi aucun engagement électoral : il y a déjà plusieurs années que les partis de gauche se sont ralliés à la politique de défense de la droite et c'est à ce moment-là, non en 1981, que fut perdue l'espérance d'un

changement radical de politique. Les anciens lecteurs d'ANV le savent d'ailleurs bien, puisque divers articles de nos numéros 20-21 (janvier 1977), 23 (juin 1977) et 27 (février 1978) ont été consacrés à ce ralliement. Le recul du temps permet aujourd'hui de revenir sur la manière dont les choses se sont passées, afin de tenter de comprendre.

Le virage du Parti Communiste

Un autre article de ce numéro rappelle combien le parti communiste fut, soit directement soit à travers le **Mouvement de la Paix**, de toutes les premières campagnes contre la force de frappe. Son revirement constitua donc une énorme surprise pour tous ceux qui n'avaient pas perçu les petits signes avant-coureurs qui le laissaient prévoir. C'est ainsi que, dès avril 1976, Louis Baillot, député communiste chargé

des questions militaires, reconnaissait publiquement que la force nucléaire française était un fait dont il serait impossible de ne pas tenir compte. La commission de défense du parti avait dès ce moment mis en route un travail de réflexion en vue de définir une nouvelle position des communistes français. Le rapport de cette commission, présenté le 11 mai 1977 par Jean Kanapa devant le Comité Central, est intitulé « **Défense nationale, indépendance, paix et désarmement** ». Il est aujourd'hui certain qu'il ne fut pas discuté dans les cellules du parti, et que son adoption par le Comité central surprit la plupart des militants communistes eux-mêmes : c'est en ouvrant leur journal qu'ils apprirent qu'ils devaient désormais défendre ce qu'ils avaient combattu depuis longtemps. Au même moment, un sondage SOFRES publié dans **Le Pèlerin** révélait que 66 % des électeurs du PC estimaient que la France devait abandonner la construction de la force de dissuasion nucléaire ; 15 % d'entre eux seulement étaient pour une poursuite de cet effort.

Les responsables communistes étaient bien conscients de cette opinion dominante dans leurs troupes. Ils multiplièrent donc les articles dans **L'Humanité** pour expliquer leur nouvelle position. Ils insistèrent sur les points du rapport Kanapa qui tentaient de minimiser les aspects les plus rebutants de la politique nucléaire ; ainsi, on mit en avant l'abandon de « l'actuelle stratégie anti-cités, qui équivaut à prendre les populations de grandes villes comme otages nucléaires ». Malheureusement, cet argument dut rapidement être mis de côté, dans la mesure où toute personne tant soit peu informée sur les performances techniques des armes nucléaires françaises savait pertinemment que la stratégie anti-cités était (et reste) la seule possible. Un an plus tard, en mars 1978, Louis Baillot reviendra sur cette question, précisant que

l'abandon de la stratégie anti-cités ne signifiait pas l'adoption d'une stratégie anti-forces, mais qu'il fallait viser « les centres scientifiques et industriels » de l'adversaire.

Une autre suggestion du rapport Kanapa était, elle aussi, destinée à faire avaler la pilule amère : l'élargissement du pouvoir de décision du président de la République, en matière d'utilisation des armes nucléaires, à un petit conseil de six ou sept. On n'a plus entendu parler de cette suggestion... Là encore, la « logique nucléaire » s'y oppose totalement.

On lira ailleurs, dans ce numéro, le témoignage d'Yvonne Quilès, alors membre du parti, sur la manière dont le revirement y fut accueilli. On sait qu'il y eut des désaccords, tant sur le fond que sur la manière ; Henri Fiszbin, alors député communiste de Paris, l'a reconnu publiquement. Au sein du **Mouvement de la Paix**, le débat fut encore plus âpre. En octobre 1977, son conseil national se borna à constater les divergences : « certains souhaitent voir l'abandon sans délai de l'armement nucléaire français servir d'exemple aux autres nations, tandis que d'autres pensent que cet abandon, impossible aujourd'hui, ne peut s'inscrire que dans le cadre de négociations et d'accords internationaux. » L'attitude actuelle du Mouvement de la Paix donne à penser que, par la suite, les anti-nucléaires y ont été mis en minorité par les « ralliés ».

Dès l'automne 1977, le virage du parti communiste se traduisait dans les sondages : la proportion des électeurs communistes hostiles à la force de frappe était tombée de 66 % en mai à 52 % en septembre, tandis que la proportion des « pour » passait de 15 % à 37 %. On lira dans les « documents » annexés à ce dossier des passages significatifs du rapport

Kanapa. On y verra que l'argument essentiel qu'il met en avant est celui du « fait accompli » : nous ne serions pas pour la bombe si elle était encore à faire, dit en substance Kanapa, mais du moment que la France a consacré des sommes considérables à la construction de cet arsenal, il constitue **de fait** le seul moyen de garantir notre indépendance. Le parti communiste étant un parti « responsable », il ne peut envisager de dépouiller la France du seul système qui garantisse sa sécurité et son indépendance, pendant tout le temps qu'il faudra pour rebâtir une défense non-nucléaire. On voit comme l'argument est habile, et en même temps, trompeur : si l'on suit la logique de ce raisonnement, on ne peut en effet justifier qu'un ralliement **provisoire**, le temps de bâtir des forces conventionnelles efficaces. Le rapport Kanapa se garde bien de tirer cette conclusion...

Les vraies raisons pour lesquelles le parti communiste s'est rallié à la force de dissuasion nucléaire ne sont pas claires, aujourd'hui encore. On peut sans doute éliminer assez facilement les motifs immédiatement « électoralistes » : les chiffres des sondages cités montrent que le Parti n'aurait pas perdu de voix en restant sur son ancienne position, au contraire. Il faut donc chercher ailleurs. Il peut y avoir une raison tactique : le parti savait que les socialistes allaient eux-mêmes opérer sous peu le même ralliement. En les devançant de quelques mois, il se donnait à bon compte le rôle de donneur de leçons : c'est le PS qui se rallierait à sa position et non l'inverse. De plus, cela lui permettait d'opérer le ralliement sur la base de sa propre doctrine politique et stratégique : il ne faut en effet pas oublier que le rapport Kanapa, dont on a retenu surtout les positions sur la force nucléaire, est avant tout un réquisitoire contre les déviations atlantistes de Giscard d'Estaing et un vigoureux plaidoyer pour

un retour à des positions proches du gaullisme : indépendance, orientation « tous azimuts », refus de toute défense européenne intégrée. A cet égard, le ralliement des communistes à la force de frappe serait le prix qu'ils devaient payer pour constituer, avec les gaullistes de gauche et le CERES, une force de résistance aux dérives atlantistes qui les inquiétaient chez Giscard et qu'ils dénonçaient d'avance chez les socialistes.

Mentionnons également une hypothèse qui a été exprimée ça et là : le ralliement du PC à la force de dissuasion, loin de constituer un signe de durcissement et de re-stalinisation, serait au contraire une des dernières manifestations de la courte période « euro-communiste ». Cela peut sembler paradoxal, mais il faut bien reconnaître que certains représentants de la tendance eurocommuniste — aujourd'hui exclus — furent parmi les avocats du ralliement à la bombe ; ainsi Jean Ellenstein. Inversement, la « vieille garde » pro-stalinienne, incarnée par Mme Thorez-Vermeersch, n'a cessé de protester contre ce ralliement, qui constitue à ses yeux une trahison du même ordre que l'abandon de la « dictature du prolétariat ». On sait par ailleurs que Jean Kanapa, dans les dernières années de sa vie, usa de son influence pour tenter de sauvegarder une certaine indépendance du parti communiste français vis-à-vis de Moscou. Il se peut que la force de frappe lui ait paru un bon moyen de fonder cette volonté d'indépendance, un peu comme le CERES plaidant au sein du parti socialiste pour la force de frappe comme moyen d'indépendance à l'égard... des USA !

La longue marche du parti socialiste

Au sein du vieux parti socialiste, l'opposition à la force de frappe allait de soi ; c'est

peut-être une cause de sa faiblesse ultérieure : là où il aurait fallu des arguments, on opposait des sentiments, des idées ; au lieu de poser ouvertement la question de la défense d'une France socialiste, on s'en tenait à une critique facile de la « bombinette » gaulliste. Résultat : quand la bombinette fut devenue un véritable arsenal opérationnel, il n'y avait plus qu'à se rallier au fait accompli. Sans vouloir pousser le paradoxe trop loin, on pourrait dire que le ralliement du parti socialiste à l'arme nucléaire est moins le fruit des efforts pro-nucléaires que de l'indigence de la réflexion sur la défense au sein d'une tradition qui a trop souvent confondu aspiration à la paix et désintérêt pour les problèmes de défense.

Au moment où le parti renaît de ses cendres, en 1971, il hérite de plusieurs « sensibilités » sur les questions de défense : une tradition de méfiance vis-à-vis de l'armée, voire d'anti-militarisme, entretenue notamment par la guerre d'Algérie ; pour les plus anciens, des souvenirs du « pacifisme » d'avant-guerre ; pour beaucoup une hostilité instinctive à l'armement nucléaire, laquelle s'accommode, chez certains, d'une tacite acceptation du parapluie nucléaire américain. Personne, en tous cas, n'est motivé pour entreprendre une réflexion et une recherche sérieuses sur cette question. Personne, excepté précisément les partisans de l'arme nucléaire, et notamment Charles Hernu et Jean-Pierre Chevènement. Veillant à ne pas heurter de front les sensibilités anti-nucléaires du parti, ils mènent pendant plusieurs années un patient travail de « conversion » à leurs vues de l'appareil du parti. N'étant véritablement contrés par personne, se présentant comme les porte-paroles du « réalisme » contre des idées et des sentiments mal argumentés, ils parviennent assez vite à faire prévaloir leurs thèses.

Premier indice d'un léger fléchissement : lors de la rédaction du « Programme Commun » de 1972, les communistes ayant proposé l'expression « destruction de la force de frappe », les socialistes imposent le mot moins contrariant de « renonciation ». En 1974, François Mitterrand laisse entendre dans sa campagne électorale qu'il n'allait pas « noyer les sous-marins nucléaires comme des petits chiens ». En 1976, lorsque la question de la défense est posée pour la première fois devant le Comité directeur (6 et 7 novembre), on s'aperçoit que les pro-nucléaires ont déjà gagné l'appareil : les trois rapports présentés par Hernu, Chevènement et Pontillon argumentent tous les trois en faveur de la dissuasion nucléaire, quoique à partir de présupposés politiques différents. Ainsi, la tonalité atlantiste d'un Pontillon s'oppose à la rigueur nationaliste d'un Chevènement. Le débat public n'a pas encore commencé que déjà Gilles Martinet peut écrire dans *Le Nouvel Observateur* que le Oui du Parti socialiste à la bombe peut « déjà être considéré comme définitif ».

Reste à le faire entériner par le parti. Cela s'avèrera en fin de compte plus long que prévu.

Au sein du parti socialiste, les opposants au ralliement se regroupent autour de Patrick Vivet, rédacteur en chef de la revue *Faire*. Son appartenance à ce qu'on appelait le « courant rocardien » ne doit pas faire oublier que le débat divisa tous les courants du PS de l'intérieur, y compris le CERES. La première bataille fut sur la forme : il fallait éviter un ralliement à la sauvette, effectué après un débat bâclé au Congrès de Nantes. Les anti-nucléaires obtiennent satisfaction sur ce point : une « Convention nationale » sera réunie spécialement en décembre. La deuxième bataille fut sur le fond ; il fallait présenter des arguments politiques, stratégi-

ques, allant au-delà des arguments « traditionnels » contre la « bombinette » gaulliste. Quant on relit les textes de ce débat, on s'aperçoit en effet que les arguments sur le « coût », le « danger » ou l'« inefficacité » de l'arsenal nucléaire sont relativement rares. Ce qui apparaît le plus clairement, c'est un argument politique : l'incompatibilité entre la défense nucléaire et le projet de société socialiste. Ainsi Patrick Viveret écrit-il dans **Le Matin** du 26 mai 1977 :

« Le choix d'un certain type de technologie n'est pas neutre. A l'heure où l'on commence à comprendre que l'option du développement nucléaire à outrance sur le plan civil entraîne un renforcement de la centralisation et du contrôle social, il serait contradictoire que la gauche accepte sans broncher un système de défense qui **par nature** est aux antipodes de toute décentralisation et de toute démocratisation possible. »

Questions à la gauche sur la défense nucléaire

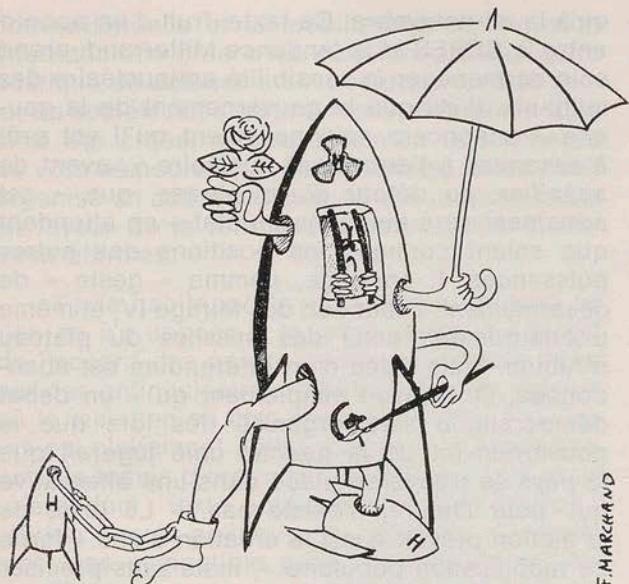
Cet argument est aussi celui qui sous-tend toute la campagne menée à l'extérieur du Parti socialiste, contre le ralliement. Dès la fin de 1976, sentant venir le débat, le MAN, le MIR et le MDPL ont pris l'initiative d'une campagne contre le virage qui s'esquisse. Un texte est rédigé et diffusé sous le titre « Questions à la gauche sur la défense nucléaire » (1). Signé par

(1) Voir des extraits en Annexe, et le texte complet dans ANV no 23. Ce texte fut signé, entre autres, par Simone de Beauvoir, Jacques de Bollardière, Michel Bosquet / André Gorz, Claude Bourdet, Bernard Clavel, René Dumont, Roger Garaudy, Claude Gault, Paul Guimard, Alain Joxe, Henri Laborit, Brice Lalonde, Alexandre Minkowski, Théodore Monod, Georges Montaron, Serge Moscovici, Jean-Marie Muller, Georges Richard-Molard, Pierre et Laurent Samuel, Jean-Paul Sartre, Jean Toulat, Vercors, Paul Virilio, Claude Manceron, Bernard Boudouresques, Paul Chauchard, des paysans du Larzac, des Lip.

des « personnalités », il est diffusé à des dizaines de milliers d'exemplaires. Son argumentation repose, comme celle de Viveret, sur l'incompatibilité entre autogestion et armement nucléaire, sur la nécessité de poser **politiquement** le problème des moyens de la défense. Illustrant la même idée, le MAN diffuse largement une affiche qui se contente de poser une question : « Est-on encore socialiste quand on accepte l'arme nucléaire ? » La presse accorde de temps à autre une place aux protagonistes du débat. C'est ainsi que, dans le **Monde** du 23 juin, Jean-Marie Muller dénonce « L'imposture nucléaire de la gauche », c'est-à-dire sa « reddition » sans combat aux arguments de la droite et au « fait accompli » qu'elle reçoit en héritage (2). Ce faisant, la gauche passe à côté d'une chance historique unique, celle de mettre un frein à une course aux armements qui est devenu folle « comme on dit d'un camion qu'il est devenu fou », c'est-à-dire échappant à tout contrôle politique. Dans **Le Monde** de la veille, 22 juin, Alain Joxe avait rappelé le nécessaire primat du politique sur le militaire et l'incompatibilité de la dissuasion nucléaire avec la dissuasion populaire. A la même époque, des dossiers sur la question sont publiés dans divers hebdomadaires.

Quand on relit l'ensemble de ces textes cinq ans après, et à la lumière de ce qui s'est passé en Europe depuis deux ans, on est frappé par l'absence à peu près totale, dans le débat, de deux types d'arguments qui sont au contraire utilisés massivement par les nouveaux mouvements européens : la peur et l'éthique.

(2) **L'Héritage**, c'est d'ailleurs le titre d'une petite brochure qu'il écrit à ce moment-là, résumant l'ensemble des arguments que l'on peut opposer au ralliement de la gauche. Elle sera diffusée très largement.



La bombe de gauche ...

Pas de plans de ville avec les cercles concentriques indiquant les millions de victimes de Lyon, de Brest ou de Paris ; pas de débats sur la « théologie de la guerre juste » ou sur la moralité d'une « stratégie anti-cités » ; pas d'appels aux médecins expliquant les « conséquences médicales d'une guerre nucléaire »... Il n'est d'ailleurs pas certain que de tels arguments auraient été plus efficaces, étant donné l'objet du débat français de 1977 : il ne s'agissait pas, comme dans l'Europe de 1980-82, de créer un « mouvement de masse » contre l'implantation de nouveaux missiles, mais de participer à un débat politique interne à la gauche et de s'appuyer sur ses propres présupposés pour l'empêcher de se rallier à la bombe. On

peut néanmoins s'interroger, en vue des débats à venir, sur la réticence des militants français à utiliser des arguments non politiques capables pourtant de remuer les masses. A cet égard le faible impact de la campagne de 1977 dans le public peut servir d'enseignement pour l'avenir.

La désunion de la gauche vient tout brouiller

Il est vrai que, durant cette même période, d'autres événements accaparaient l'attention du monde politique : la renégociation du « Programme Commun » provoquant en septembre la rupture de l'union de la gauche. Le parti communiste ayant adopté dès le mois de mai, comme on sait, la position pro-nucléaire, le débat de fond au sein du parti socialiste ne pouvait pas ne pas interférer avec la question plus immédiate de l'unité avec les communistes.

Le Programme commun de 1972, rappelons-le, engageait clairement la gauche à la « renonciation à la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit » ainsi qu'aux mesures de « reconversion » nécessaires. L'actualisation de ce programme, au cours de l'été 1977, devait nécessairement toucher ce point délicat. Les quinze négociateurs (5 communistes, 5 socialistes et 5 radicaux de gauche) aboutirent à un compromis en quatre points :

- la renonciation à la force de frappe était réaffirmée comme **principe** d'orientation ;
- il faudrait prendre des initiatives en vue d'un désarmement international ;
- en attendant, la force de frappe française serait maintenue **en état** ;
- la décision finale appartiendrait aux Français.

Ces formules de ce qu'on a appelé l' « accord des Quinze » étaient assez vagues pour susciter maintes interprétations divergentes ; ainsi, pour les communistes, laisser aux Français la décision finale ne signifiait nullement qu'un référendum serait organisé, comme le préconisait à l'époque François Mitterrand et la plupart des socialistes. Cela signifiait simplement que les Français, en votant pour les candidats de gauche aux législatives, approuveraient la force de frappe désormais incluse dans leur programme. De même la formule « maintien en état » fut la source de bien des débats : certains l'interprétaient « en état de fonctionner » (ce qui justifiait les améliorations techniques), d'autres, notamment dans les courants antinucléaires du P.S., l'interprétaient « dans l'état où elle est aujourd'hui »...

De toutes manières, la rupture de l'union de la gauche, en septembre, allait rendre cet accord sans objet. Le parti socialiste allait-il reprendre son autonomie de décision ? Pas vraiment. Les formules de l'accord des quinze allaient peser dans le débat interne du P.S., dans la mesure où même les anti-nucléaires allaient se croire obligés pour des raisons tactiques de formuler leurs propositions d'une manière qui permette éventuellement un accord avec le P.C., au cas où ce dernier accepterait de revenir à la politique d'union.

La convention nationale du parti socialiste

C'est donc dans ce contexte, on le voit peu favorable aux débats de fond, que se déroula le débat préparatoire à la convention nationale du parti socialiste, prévue pour décembre. Préparation hâtive puisque le texte de la motion soumise au vote des fédérations ne fut rédigé

qu'à la mi-novembre. Ce texte, fruit d'un accord entre le CERES et la tendance Mitterrand, prend soin de ménager la sensibilité antinucléaire des militants. Il dit que le gouvernement de la gauche « annoncera solennellement qu'il est prêt à renoncer à l'armement nucléaire », avant de spécifier, au détour d'une phrase, que « cet armement sera maintenu en état » en attendant que soient connues les positions des autres puissances. Il envisage, comme « geste » de désarmement, l'abandon des Mirage IV, et même ultérieurement, celui des missiles du plateau d'Albion. Mais l'idée d'un référendum est abandonnée. On prévoit simplement qu' « un débat démocratique sera organisé dès lors que le gouvernement de la gauche unie jugerait que le pays se trouverait placé dans une alternative qui, pour l'heure, n'existe pas. » Le texte de la motion prévoit aussi la création d'une « force de mobilisation populaire », mais sans préciser en quoi elle pourrait bien consister.

Face à cette motion, les anti-nucléaires regroupés autour de Patrick Viveret, Louis Besson (député de Savoie), Charles Josselin (député des Côtes-du-Nord) font un choix tactique que certains leur reprocheront : au lieu de proposer une contre-motion sur des positions clairement anti-nucléaires, ils décident de soutenir la motion majoritaire mais de proposer au vote un **amendement** qui essaierait simplement de limiter les dégâts. Cet amendement en effet préconise l'abandon des Mirage IV et des missiles du plateau d'Albion, mais accepte de conserver les sous-marins nucléaires en attendant que le peuple Français se prononce : « Le troisième élément de la force nucléaire stratégique (les sous-marins nucléaires) sera maintenu en état pendant une période de transition. Au cours de cette période, le Gouvernement de la gauche, par la constitution d'une force de mobilisation populaire, la réorientation de notre armée

conventionnelle et la mobilisation de l'opinion internationale créera les conditions d'une autre politique de défense enfin conforme à notre projet de société. Dès qu'une réelle alternative aura ainsi été créée, le gouvernement la soumettra au vote démocratique des Français, après avoir organisé un débat national où ses propres choix en faveur de la renonciation auront été clairement affirmés. »

Texte habile, on le voit, dans la mesure où rien ne s'y oppose à la lettre (sinon à l'esprit) de l'accord des quinze ; texte acceptable aussi par des antinucléaires radicaux, dans la mesure où le maintien en état des sous-marins nucléaires est clairement défini comme très provisoire, juste le temps d'organiser un débat public et un référendum ; texte politiquement clair, puisqu'il affirme que la politique de défense nucléaire n'est **pas** compatible avec le projet de société socialiste et que, par conséquent, le gouvernement de la gauche, dans le débat précédent le référendum promis, prendrait clairement position **contre** l'armement nucléaire.

Texte réaliste enfin, car posant nettement le problème d'une **alternative** à la défense nucléaire. Au lieu de proposer un référendum pour ou contre la dissuasion nucléaire, il engage le gouvernement à **créer une alternative** pour que les Français puissent se prononcer sur un choix entre deux systèmes de défense, l'un nucléaire et l'autre pas. Cette manière de poser la question n'a rien perdu aujourd'hui de sa validité. Elle a sûrement contribué, en tous cas, au relatif succès de l'amendement. C'est un point sur lequel la contribution des forces anti-nucléaires extérieures au parti socialiste fut très importante. Dès le début, en effet, les promoteurs de la campagne « Questions à la Gauche » (MAN, MIR, MDPL) auxquels s'étaient joints le PSU et diverses personnalités, avaient mis en avant la

problématique d'une **alternative**. Contre une force de frappe en cours de construction, on peut en effet se contenter de protestations et d'arguments théoriques ; mais contre une force de frappe opérationnelle, il faut proposer une alternative.

A la fin du mois de novembre 1977, fut donc organisé à Paris un Forum pour « une défense populaire non nucléaire » : membres du PSU, du MAN, du MDPL, mais aussi du PS et du mouvement de la Paix, s'y rencontrèrent pour débattre des différentes alternatives envisageables. Malheureusement, si les débats furent intéressants, rien de concret n'en sortit qui puisse être utilisé à court terme par les antinucléaires socialistes dans leur lutte interne. Il y avait trop de divergences sur la nature de l'alternative à proposer, et pas assez de recherches sérieuses effectuées à ce sujet. La vérité oblige à dire que, sur ce point, la situation n'a guère évolué depuis...

Le succès rencontré par l'amendement antinucléaire dans les fédérations inquiéta les responsables du parti socialiste. Certains prévoyaient même qu'il allait obtenir la majorité des mandats. Pour mettre au point quelques mesures de contre-offensive, ils commencèrent par repousser d'un mois la convention prévue pour les 10-11 décembre, invoquant une grève des trains. Puis François Mitterrand publia dans **Le Monde** deux longs articles (14 et 15 décembre) sur le désarmement, allant aussi loin qu'il le pouvait dans le sens des antinucléaires, mais affirmant au passage qu'il était irresponsable de proposer plus que ce que prévoyait la motion : implicite condamnation du contenu de l'amendement. Enfin, juste avant la réunion de la convention (8 janvier 1978), le parti socialiste publia sa version du programme commun. Or, sur la défense, ce texte préjugeait des décisions

qu'allait prendre la convention nationale, puisqu'il reprenait simplement les propositions de « l'accord des quinze » de l'été 1977.

La motion présentée par le bureau exécutif et soutenue par les auteurs de l'amendement recueillit 68,20 % des mandats. L'amendement lui-même n'en recueillit que 29,06 %. Quatre mois plus tôt, en septembre, un sondage réalisé pour **Le Matin** par Louis-Harris-France avait pourtant établi que 45 % des électeurs socialistes étaient « très ou assez opposés » à la force de frappe et 42 % « très ou assez favorables ».

Malgré cet échec de l'amendement, la convention aboutit à une position finalement assez éloignée du ralliement total et sans réticence que désiraient les pro-nucléaires. Outre l'abandon des Mirage IV, le texte final intègre quelques idées de l'amendement : ainsi constate-t-il « la crise de la dissuasion », ce qui suscite la vive protestation de J.P. Chevènement pour qui « on ne peut pas maintenir en état l'arme nucléaire et parler d'une crise de la dissuasion ». Le CERES a d'ailleurs senti que ses thèses étaient loin d'être majoritaires et a préféré déposer une « contribution au débat » non soumise au vote. Cette contribution est vigoureusement attaquée par Jean-Pierre Cot pour son « nationalisme étroit », son « état d'esprit militariste » et son « exaltation de la force de frappe ». Un autre amendement, déclarant la défense nucléaire incompatible avec un projet de société socialiste autogestionnaire n'est repoussé que de justesse, par 55 % des mandats.

Pour comprendre les débats de cette convention, il ne faut pas oublier qu'ils ne portaient pas seulement sur la question de l'arme nucléaire, mais plus généralement sur l'ensemble de la politique de défense que le parti socialiste entendait se donner. Les partisans du

ralliement à l'arme nucléaire étaient donc eux-mêmes fortement divisés sur les orientations politiques et stratégiques globales, divisions qui n'ont d'ailleurs pas cessé à ce jour. Les tenants de l'indépendance nationale néo-gaullienne s'opposaient aux atlantistes tout aussi vigoureusement que les pronucléaires aux anti. On vit même les antinucléaires s'unir au courant Mitterrand contre le CERES pour mettre en échec un amendement qui incluait le missile tactique Pluton dans la liste des armes auxquelles on pouvait envisager de renoncer ! On sait en effet que l'opposition au nucléaire **tactique**, qui cadre mal avec la « pure » doctrine de dissuasion, est une constante des courants néo-gaulliens de la gauche (gaullistes de gauche, CERES, parti communiste).

C'est donc surtout la « confusion », le flou, le brouillard que les commentateurs politiques relèveront dans cette convention nationale. L'ambiguïté de la position socialiste fait que chacun peut encore y voir ce qu'il veut. L'opération ralliement, en tous cas, n'a réussi qu'à moitié. Le MAN peut publier un communiqué affirmant que « la mobilisation de bon nombre de militants socialistes a conduit à mettre en échec les thèses pro-nucléaires » mais dénonçant « la regrettable ambiguïté » entretenue par la décision de « maintien en état ».

Du oui-non au oui-oui

Mais réticences et ambiguïtés seront vites oubliées. Tous ceux qui, au lendemain de la convention de janvier 1978, se désolaient du ralliement du parti socialiste à l'arme nucléaire seraient aujourd'hui bien heureux si cette position de janvier 1978, si peu satisfaisante qu'elle soit, était restée la position du parti aujourd'hui

au gouvernement ! En fait, le texte de la convention nationale, fruit d'une relative défaite politique du CERES, tomba dans les oubliettes après la victoire politique de ce même CERES revenant dans la « majorité » du parti au congrès de Metz (1979). Au début de 1980 fut publié le nouveau programme du parti, le fameux « projet socialiste » dont la rédaction avait été confiée à J.P. Chevènement. Inutile de dire que les pages sur la défense ne font nulle mention de la convention de 1978 : il n'est plus question d'abandonner les Mirage IV, ni de s'engager à laisser aux Français le dernier mot. Pas question non plus de « crise de la dissuasion ». Si la formule du « maintien en état » apparaît, c'est pour être immédiatement suivie d'un plaidoyer pour la « modernisation » de la force nucléaire.

Il est vrai que François Mitterrand, dans sa campagne présidentielle de 1981, marquera ses distances vis-à-vis du « projet socialiste », décidément bien jacobin et nationaliste. Mais ce ne sera pas pour revenir aux propositions de janvier 1978, pourtant les seules à avoir été démocratiquement votées dans une instance de son parti. On sait que Pierre Mauroy, à peine entré en charge, s'empressera d'annoncer la **continuité** la plus totale avec ses prédécesseurs dans la politique de défense. Et ce furent le 7^e sous-marin, la mise en route des programmes Hadès, missile mobile, la poursuite des études sur la bombe à neutrons. On connaît la suite...

Il est un peu facile aujourd'hui, au vu de ces résultats, d'ironiser sur les efforts déployés par quelques militants, tant dans le parti socialiste que dans la campagne « Questions à la gauche », pour s'opposer au ralliement. A partir du moment où les instances du parti avaient décidé de se rallier à la stratégie nucléaire, il était effectivement illusoire d'imaginer qu'on pourrait les en empêcher avec une petite campagne, qui ne mordit jamais sur le grand public, improvisée hâtivement. En fait, c'est bien plus tôt que fut perdue cette bataille : lorsque les tenants de l'arme nucléaire ne rencontrèrent aucune opposition sérieuse au développement de leurs thèses parmi les responsables du parti. Ce n'était plus alors qu'une question de patience pour eux : l'approche des « responsabilités du pouvoir » ferait le reste...

Les débats de 1977 n'auront cependant pas été inutiles pour la réflexion sur la défense. Ce n'est pas l'actuelle fuite en avant du gouvernement socialiste dans le nucléaire militaire qui lui permettra d'éviter indéfiniment les questions qui furent posées à ce moment-là : la crise de la dissuasion est un fait, qu'il le reconnaîsse ou non ; elle devient même une évidence. Quant à l'incompatibilité entre défense nucléaire et socialisme autogestionnaire, elle est, hélas, démontrée tous les jours depuis l'arrivée au pouvoir des socialistes... Combien de temps vont durer les illusions ?

Comment nous avons résisté

le témoignage de Patrick Viveret

Patrick VIVERET, membre du Parti socialiste depuis 1974 (après avoir été membre du PSU et l'avoir quitté en même temps que Michel Rocard), a été le principal coordinateur de la résistance au ralliement du PS à la force de dissuasion nucléaire. Son témoignage était donc tout particulièrement éclairant sur les débats internes du parti socialiste.

Patrick Viveret a été longtemps Rédacteur en Chef de la revue FAIRE, qui vient de transformer son titre et sa formule pour devenir INTERVENTIONS. Il n'est pas un inconnu pour les lecteurs d'ANV : l'ouvrage qu'il a écrit en 1977, avec Pierre Rosanvallon, Pour une nouvelle culture politique (éd. Seuil), a été présenté et longuement analysé dans un article de notre numéro 28.

Patrick Viveret fait partie du Comité d'Orientation de notre revue.

A.N.V. - Tu as été de ceux qui, à l'intérieur du parti socialiste, ont mené la résistance contre le ralliement aux armes nucléaires. Pourrais-tu d'abord nous rappeler comment s'est opéré ce ralliement ?

P.V. - Il y a eu d'abord une évolution dans certains secteurs du parti socialiste. Au début, les positions de Charles Hernu et de Jean-Pierre Chevènement étaient minoritaires ; cependant, ils avaient derrière eux des groupes de personnes dont l'influence était grande dans l'appareil du parti, voire même, dans le cas de Charles Hernu, auprès de François Mitterrand lui-même.

A.N.V. - Peux-tu préciser la position personnelle de François Mitterrand à cette époque-là ?

P.V. - C'est un point difficile à préciser. Je ne peux donner que ma conviction personnelle : je crois que François Mitterrand s'est « rallié » à la force nucléaire, au sens exact de ce mot. « Rallié » signifie qu'il ne s'agissait pas pour lui d'une conviction, mais d'une résignation au « fait accompli », faute d'alternative. Sur le fond, je crois qu'il ne croyait pas — et qu'il ne croit toujours pas — à ce qu'on pourrait appeler la « théologie de la dissuasion ». Lorsque, en 1974, il a donné le premier

signe de son ralliement à la force nucléaire, il l'a fait en utilisant une métaphore que je trouve significative : « On ne noiera pas les sous-marins nucléaires comme des petits chiens ». Ce n'est pas là l'expression de quelqu'un qui voudrait fonder la défense de la France sur le nucléaire. C'est plutôt l'expression d'une difficulté à se débarrasser d'un arsenal dans lequel la France a investi énormément. Il s'en est d'ailleurs récemment expliqué au Danemark, lorsqu'il a été fortement contesté sur sa politique de défense nucléaire. Il a expliqué à ses contradicteurs qu'il avait été contre ce type d'armes, et qu'il avait changé d'avis pour trois raisons :

- le système de défense français reposait depuis bientôt vingt ans sur les armes nucléaires ;
- les Français semblaient l'avoir accepté, sinon positivement, du moins en ne manifestant pas d'hostilité ;
- l'absence d'alternative immédiatement opérationnelle.

Autre signe de cette attitude de « ralliement » : c'est lui qui a imposé l'expression « maintien en état ». Les vrais partisans de la force nucléaire, eux, voulaient bien davantage. Ils n'ont repris l'expression « maintien en état » que comme moyen tactique pour faire avaler la pilule au parti. En fait, ils visaient la modernisation de l'arsenal nucléaire, conformément à la logique de la dissuasion à laquelle ils croient.

On avait peu réfléchi aux problèmes de défense.

A.N.V. - *Quelles étaient, dans le débat de 1977, les positions en présence ?*

P.V. - Les militants et, d'une manière générale, l'opinion de gauche n'avaient jamais sérieusement débattu de ce problème. Cela explique d'ailleurs la difficulté rencontrée par les opposants au ralliement pour faire entendre leur voix : les dossiers alternatifs n'étaient vraiment pas au point. De l'autre côté, il y avait à partir de 1971 une minorité socialiste pronucléaire qui avait une véritable pensée sur la défense, pensée contestable à mon avis, mais capable de présenter un dossier « réaliste » à de futurs gouvernants.

Les choses se sont donc passées assez classiquement : au fur et à mesure que la perspective d'une arrivée au pouvoir devenait crédible, une sorte de tri automatique s'effectuait sur toutes les grandes questions : on retenait les dossiers qui paraissaient solides parce qu'il fallait bien se préparer à gouverner. Les argumentations uniquement négatives, elles, ne tenaient pas. Or, sur la force de frappe, la gauche n'avait guère qu'un répertoire de critiques déjà anciennes contre la « bombinette » gaulliste : trop chère, inutile, dangereuse, etc. Et on s'apercevait que ces arguments étaient devenus caduques. Ainsi, on pouvait soutenir que, si l'arsenal nucléaire coûtait cher, il coûtait cependant moins cher que la mise en place d'une véritable force conventionnelle. On pouvait montrer que la « bombinette » était en état, technologiquement, de faire des dégâts très sérieux chez un agresseur : Toute une argumentation traditionnelle tombait, et il n'existe aucun proposition positive de politique alternative.

Dans ces conditions, les hommes qui se voyaient au pouvoir dans quelques mois ou quelques années se sont tout naturellement tournés vers les seuls qui présentaient une politique immédiatement applicable.

Au moment où le débat devint public, on peut dire que les militants des partis socialiste et communiste restaient sentimentalement attachés à la position traditionnelle anti-nucléaire, alors que tous ceux qui avaient du poids dans les appareils étaient déjà ralliés au nucléaire. Ceux-ci voulaient simplement mettre en accord les textes officiels de leurs partis respectifs avec les choix qu'ils avaient déjà implicitement faits. Cela fut assez facile au parti communiste, étant donné l'absence de procédure démocratique dans ce parti ; il a suffi d'une déclaration de la direction.

Il faillit en aller de même, d'ailleurs, au parti socialiste. La première tâche des opposants au ralliement fut d'obtenir qu'un vrai débat ait lieu à ce sujet. Nous avions demandé d'abord un Congrès extraordinaire, et nous avons obtenu une Convention nationale. Il faut d'ailleurs reconnaître que plusieurs partisans du ralliement ont été d'accord avec nous

pour demander un débat démocratique et une procédure de vote. A eux aussi la question semblait trop importante pour pouvoir être réglée à la sauvette. Ce fut vraiment un réflexe de « santé démocratique ».

Au début, la plupart de ceux qui ont mené la bataille contre le ralliement, il faut bien le réaliser, ne connaissaient pas grand chose au problème. Nous avions simplement deux idées directrices :

— l'armement nucléaire nous paraissait contradictoire, non seulement avec le projet autogestionnaire, mais même avec tout projet d'élargissement de la démocratie dans notre pays ;

— la gauche allait se rallier à un système de défense qui commençait à se fissurer de toutes parts : on allait adopter la stratégie de dissuasion par représailles civiles massives au moment même où tout indiquait que ce système était entré en crise.

Pendant deux mois, nous avons vraiment travaillé la question, consultant des « spécialistes » (quoique je n'aime guère ce mot !), travaillant les dossiers, creusant les doctrines des uns et des autres. Au fur et à mesure que notre travail avançait, nous nous apercevions non seulement que nos intuitions de départ étaient fondées, mais qu'elles l'étaient encore plus que nous ne le pensions au départ ! La crise de la dissuasion, notamment, nous apparut beaucoup plus avancée que nous ne l'avions perçue. L'évolution des systèmes d'armes et des doctrines nucléaires faisait apparaître de plus en plus comme « théologique » la doctrine française de dissuasion. A supposer même qu'elle ait eu quelque validité dans les années soixante, elle était de toute évidence vouée à l'éclatement en raison des mutations technologiques en cours : miniaturisation des charges, développement du nucléaire tactique, précision des vecteurs, etc.

Nous avons ainsi découvert que les partisans du ralliement, dans le parti, s'appuyaient sur une argumentation déjà périmée. Ils reprenaient exactement l'argumentation originelle du gaullisme (dissuasion du faible au fort et théorie du « sanctuaire ») alors qu'elle n'était déjà plus valable, y compris en

France ! Nous nous trouvions devant un parfait agencement de concepts abstraits, dans le ciel de la théologie nucléaire, qui n'avait plus rien à voir avec la réalité.

Il y avait cependant, contre nous, une argumentation assez différente de celle-là, celle que j'ai évoquée à propos de la position personnelle de François Mitterrand : non pas une théologie, mais un pragmatisme. C'était la thèse du « gardons-les puisqu'on les a »... A mon sens, ce n'était pas une politique. On ne peut pas ériger en principe politique l'acceptation de tout ce qui existe sous prétexte qu'on ne sait pas comment faire autrement ! Il y a une quantité d'autres dossiers sur lesquels, si la gauche avait eu une attitude de ce genre, on aurait crié à la trahison. Par rapport à ce pragmatisme, notre argumentation était la suivante : « Admettons que nous ne puissions pas, immédiatement après l'arrivée au pouvoir, abandonner l'arsenal nucléaire, à cause des délais nécessaires pour mettre en œuvre un autre système de défense. Mais prenons au moins la décision et l'engagement de mettre en route cette transition vers un autre système. Si on ne travaille pas tout de suite à une telle transition, on va rapidement glisser du « maintien en état » (solution d'attente) à la « modernisation » et au total ralliement aux thèses pro-nucléaires ». Et c'est en effet ce qui s'est produit...

Une opposition vivace

A.N.V. - *En somme, il n'y avait pas deux positions mais trois : les « croyants » au nucléaire, les « résignés » et les opposants comme toi. Comment s'est déroulé le débat ?*

P.V. - La direction du parti socialiste a été très étonnée de trouver en face d'elle une opposition qui avait manifestement étudié son dossier. Nous l'avions même si bien étudié que c'est nous qui avons pratiquement imposé la problématique de la « motion » principale soumise au vote des militants. La direction était en effet gênée aux entournures. Elle ne pouvait tout de même pas dire : « la force nucléaire étant dans le droit fil du véritable socialisme, nous nous y rallions avec enthousiasme ! » Elle percevait bien, malgré tout, que nous avions

raison de voir une certaine contradiction entre la position socialiste sur le désarmement et la politique de défense à laquelle elle voulait se rallier par pragmatisme. Nous avons donc pu imposer que, même dans le ralliement voulu par la direction, on fasse une part à des « gestes significatifs » de désarmement : nous suggérions notamment l'abandon des Mirage IV stratégiques et même des fusées du plateau d'Albion. Effectivement, la motion accepta idéologiquement notre problématique tout en récusant, concrètement, les suggestions que nous faisions. Nous avons pu alors, au lieu de rédiger une contre-motion, proposer simplement un amendement à la motion principale, car nous pouvions prendre à notre compte la problématique générale de la motion. Notre amendement proposait simplement d'aller plus loin que la motion dans le désarmement, et surtout de placer clairement le « maintien en état » dans une logique de transition vers l'abandon du nucléaire, alors que les pro-nucléaires voyaient dans le « maintien en état » une transition vers la pleine acceptation...

A.N.V. - Certains vous ont reproché, précisément, cette logique de transition. Ils auraient préféré une condamnation nette, au niveau des principes, de tout armement nucléaire, même pour un temps...

P.V. - On peut certes poser le problème au niveau des principes éthiques ; et d'ailleurs nous nous sommes battus sur ce plan, soulignant que les aspects éthiques de la question étaient fondamentaux. Cela dit, il me paraît difficile de prétendre gouverner un pays si l'on dit simplement : on est contre ce système de défense ; on n'en a pas d'autre ; mais comme il est moralement mauvais, on va tout arrêter et on verra ensuite... Nous avons choisi une logique politique, celle de la transition, disant en gros ceci : il faut préparer un autre système de défense ; pour cela, il faut malheureusement du temps ; nous ne pourrons pas passer du jour au lendemain à ce système ; nous sommes donc obligés de garder, pendant un certain temps, des armes nucléaires ; mais nous pouvons au moins manifester par des signes clairs de désarmement nucléaire partiel que nous sommes bien dans une logique de transition.

Notre amendement a rencontré, dans les fédérations, un succès considérable par rapport aux moyens dérisoires qui étaient les nôtres. Je suis même en mesure d'affirmer, sans vouloir d'ailleurs ouvrir une polémique à ce sujet, que le score réel de notre amendement a été de l'ordre de 50 % des militants de base du parti. Certains membres du Bureau exécutif m'ont même confié que, lors d'une réunion de ce Bureau, il a été dit publiquement que notre amendement, au train où allaient les choses, risquait d'être majoritaire. Du coup, nous devions des gêneurs : nous perturbions une loi non écrite selon laquelle les voix divergentes par rapport aux positions de l'appareil ne peuvent s'exprimer qu'à condition de rester très minoritaires !

Dans une « convention nationale » — à la différence d'un Congrès — les structures de représentation sont telles qu'il est relativement facile de mettre en œuvre des tactiques pour mettre en échec telle ou telle position. Notre amendement ne recueillit, au moment du vote décisif à la convention, que 25 à 30 % des mandats, au lieu des 45 ou 50 % qu'il avait, d'après nos estimations, recueilli chez les militants. C'était déjà tout à fait considérable, vu les mécanismes internes du parti socialiste.

Je raconte ceci pour montrer que le sentiment réel d'un grand nombre de militants socialistes restait hostile au ralliement ; mais je n'en tire pas cependant une conclusion décisive, car si la base du parti socialiste avait été vraiment, dans sa majorité, scandalisée par le ralliement, il ne se serait pas fait. La vérité c'est que beaucoup de militants hostiles au ralliement étaient eux-mêmes gagnés par un processus de résignation. Ils voulaient bien protester par un vote, mais n'étaient pas prêts à faire plus.

Pendant la convention elle-même, nous avons présenté deux amendements essentiels. Le premier, sur la crise de la dissuasion, a été accepté. Le deuxième, affirmant l'incompatibilité de la force nucléaire avec le projet socialiste, a échoué de fort peu ; en fait, le rapporteur du projet de la direction, Jean-Pierre Cot, l'avait accepté en commission. Malheureusement, en séance plénière, pour des rai-

sons de pure politique interne (querelles de tendances) qui n'avaient rien à voir avec le fond du débat, Pierre Mauroy s'y est opposé.

Le « projet socialiste » entérine le ralliement.

A.N.V. - *Cette convention nationale de janvier 1978 représente donc l'aboutissement du débat interne au P.S. Que dit finalement ce texte, au bout du compte ?*

P.V. - C'est un texte très curieux. Il contient d'une part le ralliement à l'arsenal nucléaire sous la forme, un peu fumeuse, du « maintien en état » ; et, en même temps, il dit que la dissuasion est entrée dans une crise profonde ! Ce texte, à mon avis, laissait donc ouvertes un certain nombre de portes. Ces portes ne se sont vraiment fermées qu'au moment du débat sur le « projet socialiste » en 1979. Ce n'est pas seulement, d'ailleurs, sur la question de la défense, mais aussi sur nombre de sujets abordés par le « projet socialiste » qu'il y avait matière à débat de fond : sur la croissance, sur la politique internationale, sur la conception assez étatiste du changement social, sur le nucléaire civil. Tous ces débats ont été complètement télescopés par un débat politique normal, mais d'une autre nature, celui des rapports entre François Mitterrand et Michel Rocard à l'approche des présidentielles. Le « projet socialiste » a donc été utilisé comme un instrument tactique pour piéger Michel Rocard : ou bien il acceptait ce texte et semblait contredire la plupart des idées qu'il avait exprimées, ou bien il le refusait et faisait apparaître qu'il était minoritaire dans le parti et qu'il ne pouvait donc pas être candidat aux présidentielles... Rocard a décidé, d'accord avec un certain nombre de ses amis, de refuser le débat sur ce texte, pour éviter de tomber dans ce piège. Personnellement, je n'étais pas d'accord avec cette attitude. J'estimais que la rédaction d'un « projet socialiste » était une affaire trop importante pour qu'on s'en désintéresse et qu'il valait mieux courir le risque d'apparaître minoritaire que le risque de se taire sur des points fondamentaux.



Patrick VIVERET

Le « projet socialiste » a donc traité la force nucléaire, comme tous les autres points, dans une perspective totalement étrangère à la sensibilité politique qui s'était exprimée dans le débat de 1977. Il contient donc un ralliement total et sans réticences, non seulement au « maintien en état », mais aussi à la « modernisation » de l'arsenal nucléaire. Je me souviens avoir essayé d'intervenir au moment du débat sur ce point ; je n'ai même pas eu le droit à la parole ! Le contexte était tel que, dans les appareils qui s'affrontaient à cette époque-là, on

se préoccupait de moins en moins des problèmes de fond. C'est d'ailleurs à cause de cette absence de débat véritable sur le contenu du « projet socialiste » que nous avons été si légers sur la question du nucléaire civil. Je me souviens très bien, par exemple, d'une commission de travail sur le nucléaire civil dans laquelle les partisans d'un programme nucléaire fort, se voyant minoritaires dans la commission, avaient préféré ne pas ouvrir le débat, sachant bien, en leur for intérieur, qu'une fois au pouvoir le parti ferait — selon la formule de l'un d'entre eux — « ce que De Gaulle avait fait sur l'Algérie » : une politique contraire à celle sur laquelle on aurait été élu.

Je considère que, pour la santé d'une démocratie, il est toujours grave que des gens convaincus d'une option ne la défendent pas. Moi qui suis hostile à un fort programme nucléaire civil, j'estime qu'il aurait été beaucoup plus sain, pour le parti socialiste, que les arguments des pro-nucléaires convaincus s'expriment et soient débattus. Je reconnais tout à fait l'importance des arguments, notamment économiques, qui sont avancés par les tenants d'une forte politique nucléaire. Et j'aurais préféré de beaucoup que ces arguments soient présentés, avant l'arrivée de la gauche au pouvoir, afin que l'on décide en connaissance de cause.

A.N.V. - Peut-on dire que l'adoption du « projet socialiste » a rendu sans valeur le texte de la convention de janvier 1978 sur la défense ? Fait-il encore autorité pour orienter la politique du parti ?

P.V. - A mon avis, on peut encore y faire référence. En effet, la convention nationale traitait spécifiquement du problème de la défense et elle a produit un texte d'une dizaine de pages sur cette question. Dans le projet socialiste, la question de la défense est traitée beaucoup plus rapidement. Par ailleurs, il est évident que l'évolution d'un texte à l'autre ne correspond pas à une évolution dans le débat : c'est simplement une occasion qu'ont su saisir certains rédacteurs du « projet socialiste » pour faire passer leurs idées sur l'arme nucléaire dans un texte officiel du parti. Mais il n'y a pas eu de débat nouveau spécifiquement sur cette question.

Reprendre le débat

A.N.V. - Comment interprètes-tu les décisions prises par le gouvernement socialiste en matière d'armement nucléaire ?

P.V. - Ces décisions montrent bien les aspects contradictoires qui étaient en germe dans l'ambiguïté des positions du parti. Les mesures de caractère spectaculaire, et en particulier la décision de lancer un septième sous-marin nucléaire, correspondent à la version que j'appelle « théologique » de la dissuasion gaulliste. Et les socialistes en rajoutent sur ce point-là, puisqu'ils manifestent leur désir de revenir, après l'intermède giscardien, à la pureté de la doctrine. Mais, par ailleurs, on a entendu Pierre Mauroy, devant les auditeurs de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale, reprendre, versant gauche, une problématique très proche de celle du Général Méry (1) sur l'impossibilité de penser un système de défense français en dehors du contexte européen. D'autre part il est certain que les liens avec l'OTAN se sont plutôt resserrés depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir. Je crois que la gauche, si elle ne rouvre pas un vrai débat sur la Défense, est condamnée à juxtaposer plusieurs politiques : elle va d'une part garder la politique de dissuasion, augmentant sa force sous-marine, développant un missile terrestre mobile, etc. Mais, en même temps, elle va poursuivre une politique internationale qui ne correspond pas à ce système de défense : à la fois plus européenne, plus tiers-mondiste et plus atlantiste ! Notre système de défense, basé sur la logique du « splendide isolement » est en contradiction avec notre politique étrangère. De plus, c'est un système de défense qui, si par malheur il devait être mis en œuvre, consisterait à massacer les populations d'Europe de l'Est, c'est-à-dire celles précisément dont on prétend souhaiter la libération. C'est un système qui paraît parfait en période calme. Mais dès qu'arrivent les

(1) Le Général Méry, Chef d'Etat-Major du temps de Giscard d'Estaing avait préconisé, en 1976, la « sanctuarisation élargie » et l'acceptation de la « bataille de l'avant ».

tensions, ses contradictions éclatent. Comme le disait un membre de la CFDT, la dissuasion nucléaire, c'est comme le caramel : quand il fait froid, il est dur ; quand ça chauffe, il fond.

Je persiste à croire, aujourd'hui encore, que le système de défense nucléaire n'est pas cohérent avec ce que François Mitterrand veut faire en politique internationale.

A.N.V. - Avec quel type de politique internationale la dissuasion nucléaire pourrait-elle être cohérente ?

P.V. - Je crois que si l'on prend les positions d'un Jean-Pierre Chevénement, on peut trouver une cohérence de ce type. C'est une politique internationale fondée sur une méfiance prioritaire à l'égard de l'Allemagne. Elle renoue avec une tradition d'ailleurs ancienne de la politique française : l'alliance russe contre l'ennemi principal allemand. Bien sûr, cela ne s'exprime plus dans les mêmes termes aujourd'hui. L'Allemagne ne constitue pas un danger militaire, mais économique et culturel ; et surtout elle est pour ces camarades le relai en Europe de l'impérialisme américain. Une neutralité bienveillante à l'égard de l'URSS est donc une garantie d'équilibre... Dans cette conception, qui s'accompagne de tendances volontaristes et protectionnistes en économie, la stratégie de dissuasion correspond assez bien à un projet où il s'agit avant tout de garantir une autonomie de décision vis-à-vis des Américains.

Cela dit, c'est une « cohérence » toute relative ; en effet, tous les arguments que l'on peut opposer à la force nucléaire restent valables. Tout ce que je disais tout à l'heure sur l'effondrement de la dissuasion en situation de crise reste vrai.

Nous avons été trop timides

A.N.V. - Dans quelle mesure peut-on expliquer l'attitude pro-nucléaire de certaines parties de la gauche à partir, non plus de leur politique étrangère, mais de leur « philosophie politique » : méfiance pour les idées de « mai 68 », confiance dans la technique, refus des idées prônant l'expérimentation sociale et la décentralisation, etc ?

P.V. - C'est un argument que je manierais avec précaution. Il y a du vrai bien sûr, mais il faut se méfier des globalisations rapides. Le débat public oblige à simplifier le trait, mais c'est parfois aux dépens de l'exactitude. Dans le débat sur le nucléaire civil, les anti-nucléaires ont établi des relations automatiques du genre : nucléaire = centralisation = société policière. Je ne nie pas que ces relations puissent exister. Mais je connais des gens qui sont partisans, sans enthousiasme, de l'armement nucléaire et qui sont par ailleurs des « décentralisateurs » convaincus et de sincères autogestionnaires. Ma conviction personnelle est qu'un système de défense nucléaire est profondément contradictoire avec un projet politique démocratique ; je n'en tire pourtant pas la conclusion que tous les « ralliés » du parti socialiste sont des anti-démocrates.

A.N.V. - Pourrais-tu nous dire, avec le recul du temps, comment tu juges aujourd'hui ce que vous avez fait contre le ralliement en 1977-1978 ?

P.V. - Je ne suis pas sûr que nous aurions pu, en agissant autrement, réussir notre opération anti-ralliement. Mais je pense maintenant que nous aurions dû aller plus loin. Nous avons été trop timides. Nous avions le sentiment que le rapport de force ne nous autorisait pas de grands espoirs : le PC s'était déjà rallié, la quasi-totalité de l'appareil du PS et François Mitterrand lui-même s'étaient ralliés aussi. Bref, nos chances de succès nous paraissaient faibles. Aussi, plutôt que de contrer la mécanique, nous avons estimé plus sage de chercher à laisser ouvertes les portes de nouveaux débats.

Je crois que nous aurions pu faire quelque chose de plus musclé, de plus radical ; cela nous aurait fourni des bases plus solides pour maintenir le débat ouvert par la suite. Je ne pense pas que nous aurions gagné la majorité sur un texte plus radical, mais nous aurions ainsi constitué un vrai courant sur cette question précise, lequel aurait pu se faire entendre à nouveau lors du débat sur le « projet socialiste » ou sur la bombe à neutrons. Notre opération « transversale », c'est-à-dire traver-

Le témoignage d'un lecteur :

Jean-Paul Girod, membre du Parti socialiste, ex-conseiller général du Jura, fidèle lecteur de notre revue et membre du M.A.N., nous écrit ceci :

« J'ai dû faire un effort de mémoire important pour me rappeler comment la décision de se rallier à la force de frappe a été prise et entérinée par l'ensemble du parti. C'est dire l'absence de débat sur le sujet.

Tout d'abord, chacun sait que ce virage à 180° sur la défense est à peu près la seule décision sur laquelle PS et PC soient arrivés à un accord lors de la réactualisation du Programme Commun. Les représentants du PS à ces discussions étaient mandatés par la direction du Parti mais la base n'avait pas été consultée.

Ensuite chacun se souvient également de la rupture des discussions entre PS et PC, des violentes attaques du PC à l'approche des Législatives du printemps 1978. Ces violentes attaques ont eu une influence directe sur la Convention qui était chargée d'entériner les nouvelles positions du PS sur l'armement atomique. En effet, devant les attaques insensées du PC, l'ensemble du PS était sur la défensive en permanence ; les débats à l'intérieur du parti étaient exclusivement tournés sur l'objet des attaques du PC. Quand arriva la Convention, aucun débat sérieux sur l'armement atomique n'avait été organisé.

Dans la Fédération à laquelle j'appartiens, il n'y a eu aucun débat. La plupart des militants pensaient qu'il fallait serrer les rangs face au PC, et que ce n'était pas le moment de risquer d'affaiblir le parti en refusant de le suivre sur le seul point qui ne faisait pas de difficultés avec le PC. Le vote pour la Convention ne fut donc qu'une formalité avec très peu de voix contre, et beaucoup d'absents le jour du vote. »

sant tous les courants du parti (y compris le CERES, ne l'oublions pas : une bonne moitié de ses militants de base était plutôt contre le ralliement) ne se serait pas arrêtée avec la convention nationale de janvier 1978.

Proposer une stratégie de transarmement

A.N.V. - Peux-tu nous dire, pour terminer, comment tu vois la situation actuelle et les perspectives d'un mouvement d'opposition aux armes nucléaires en France ?

P.V. - Par certains aspects, la situation est meilleure qu'en 1977 : les débats sur les problèmes de défense sont revenus au cœur de l'actualité dans les pays européens ; ils vont donc nécessairement arriver en France, même avec un certain retard. On en sent déjà les signes. Des gens sont prêts à se mobiliser sur les questions touchant les armements. Par contre, je suis très inquiet de la formidable capacité d'auto-illusion que draine le mouvement pacifiste européen, notamment à l'égard des réalités soviétiques. Je ne parle pas seulement des « menaces » mais des actes de l'URSS, en Pologne notamment. L'indifférence des pacifistes allemands au coup d'Etat polonais m'inquiète fort. De même le spectacle de « pacifistes » français défilant avec un Georges Marchais qui a soutenu ouvertement un coup d'Etat contre des millions de travailleurs syndiqués me choque.

Je considère qu'il y a donc une vraie bataille politique à mener sur le terrain même du mouvement anti-guerre. Il ne s'agit pas de le ramener à des sentiments moins anti-américains, car je n'ai aucune complaisance pour la politique irresponsable de Reagan ; je ne crois absolument pas à la politique de réarmement comme système de défense réel des démocraties contre le totalitarisme. Mais, contrairement à beaucoup de pacifistes aujourd'hui, je crois à la réalité d'une menace soviétique, à cause notamment de son double caractère impérialiste et totalitaire ; je crois que les démocraties doivent poser le problème de leur défense face à

ce danger et se donner les moyens d'aider les peuples qui cherchent à se libérer du totalitarisme partout dans le monde.

Notre monde est menacé par une crise dont l'ampleur semble échapper à ceux qui ont le pouvoir de prendre de grandes décisions pour le bien et pour le mal. La puissance déchaînée de l'atome a tout changé, sauf nos modes de pensée, et nous glissons ainsi vers une catastrophe sans précédent. Une nouvelle façon de penser est essentielle si l'humanité doit survivre. Détourner cette menace est devenu le problème le plus urgent de notre temps.

EINSTEIN - avril 1954.

Pour moi, il importe donc de faire émerger au sein même du mouvement anti-guerre une force qui soit clairement anti-totalitaire et anti-impérialiste. Une telle force doit poser la question de la défense dans ses vraies dimensions actuelles : de quel système de défense avons-nous besoin pour répondre à des menaces sur la démocratie ? Menaces qui sont d'une autre nature que les menaces territoriales classiques. Tout ceci nécessite un travail considérable, et notamment la proposition de stratégies que vous appelez, selon un mot qui me paraît excellent, de « transarmement », plutôt que de

« désarmement ». La question en effet n'est pas de « désarmer » face à des Etats sur-militarisés. En revanche, il faut se demander quelles formes de mobilisation civile et militaire sont adéquates pour défendre la démocratie. Je suis persuadé que les formes actuelles, les techniques militaires actuelles ne le sont pas. Et en tous cas certainement pas les armes de destruction civile massive...

A.N.V. - *Crois-tu que le parti socialiste au pouvoir est prêt, sinon à modifier sa politique de défense, du moins à accepter de rouvrir le débat sur d'autres défenses possibles, voire de financer des recherches à leur sujet ?*

P.V. - Je crois que tôt ou tard, le parti socialiste sera obligé de rouvrir le débat. Mais il ne le fera que si la pression externe est forte. Les blocages internes sont trop forts pour que, de lui-même, le parti remette sur le tapis cette question. Mais si un vrai mouvement anti-guerre se met à peser dans l'opinion publique, et si ce mouvement apparaît comme authentiquement démocratique — ce qui n'est pas le cas du « Mouvement de la Paix » français, simple paravent de la politique du PC —, alors je crois que le parti socialiste sera obligé d'en tenir compte. Les militants qui, à l'intérieur du parti socialiste, voudront poser à nouveau la question de la défense le pourront alors plus facilement. Mais je ne crois pas que nous puissions seuls rouvrir ce débat. Cela dépend aussi en grande partie de l'émergence d'un fort mouvement anti-guerre autonome, inventif, posant clairement et simultanément la question du totalitarisme et celle des menaces de guerre nucléaire.

Propos recueillis
par Christian Mellon,
le 26 juin 1982.

du côté du parti communiste

Yvonne Quilès se souvient

Yvonne Quilès fait partie de ces nombreux communistes que le Parti a exclus en déclarant qu'ils s'étaient « mis d'eux-mêmes en dehors du Parti ». Membre de la Rédaction en chef de France Nouvelle, elle donna sa démission en mars 1979 et participa à la fondation de « Rencontres Communistes ». Elle était membre du Parti depuis 1953. Aujourd'hui au chômage.

A.N.V. - Au moment où le parti communiste s'est rallié à la force nucléaire, tu étais l'une des responsables de France Nouvelle, l'hebdomadaire central du PCF. Peux-tu nous dire les réactions que ce ralliement a suscité dans le parti ?

Yvonne Quilès. - Quand Georges Marchais a annoncé, au cours d'une émission télévisée que les communistes étaient désormais pour la bombe, cette déclaration a évidemment suscité des remous au sein du Parti. Depuis le début, le P.C. s'était déclaré contre l'arme nucléaire, organisant d'ailleurs, avec le Mouvement de la Paix ou sous sa couverture, de grandes manifestations contre l'armement atomique de la France. La force de frappe était jugée « rui-

neuse, inutile et dangereuse » : c'était ces trois termes que l'on retrouvait dans tous les textes officiel du parti sur cette question. Or, voilà que du jour au lendemain, il change de position ! Comment voulez-vous que ce qu'on a appelé un « virage à 180° » ne suscite pas de réactions ?

Il faut dire que ce genre de changement brutal est caractéristique du fonctionnement du parti. Voyez par exemple l'abandon de la notion de « dictature du prolétariat » : les membres du parti l'ont appris un beau matin à la télé en même temps que toute la France ! Dans de tels cas, le parti est d'abord coupé en deux par la décision et par la manière dont elle a été prise : certains protestent parce qu'ils ne sont pas

d'accord sur le fond, et d'autres (ou les mêmes) parce qu'ils jugent le procédé inacceptable. Et puis il y a ceux qui sont d'accord immédiatement ou qui finissent par trouver une explication valable à l'attitude de la direction. Quelle que soit la décision prise et la façon, pour le moins cavalière, dont elle a été prise, ceux-là se rangeront toujours du côté des dirigeants. Personnellement, j'ai connu des communistes qui faisaient des déclarations enflammées contre la force de frappe et qui, après le rapport Kanapa de mai 1977, se sont mis à faire des discours tout aussi enflammés en faveur de notre bombe !

ANV. - Ce sont surtout les permanents du parti ?

Y.Q. - Pas seulement. A l'époque, j'étais à **France Nouvelle** et je me rappelle que les journalistes eux-mêmes étaient divisés. Lorsqu'une crise de ce genre se déclenche, je pense que les clivages passent autant à travers l'électorat communiste qu'à l'intérieur du Parti proprement dit. A **France Nouvelle** nous avons eu des discussions très vives sur le sujet ; la direction du parti a été mise en cause. Certains d'entre nous ont refusé d'écrire des articles justifiant la nouvelle orientation. D'autres, dont j'étais, ont surtout mis en question la manière dont la décision avait été prise : une nouvelle fois on prenait les adhérents de la base pour des zéros. Je me souviens avoir discuté avec Francette Lazare, qui était directrice adjointe de **France Nouvelle** et qui est aujourd'hui membre du Comité Central et du Bureau Politique : elle m'a presque donné raison ! Elle admettait que, puisque la Commission « Défense Nationale » du parti travaillait la question depuis plus d'un an, on aurait au moins pu ouvrir un débat dans les colonnes de **France Nouvelle**.

Dans ma cellule, j'ai retrouvé la même situation : d'un côté ceux qui ont été très choqués par cette adhésion brutale à la force de frappe ou par la méthode suivie, et, de l'autre, ceux qui ont suivi la direction après quelques hésitations et... après avoir lu les explications données dans **L'Humanité** ! Il ne faut pas sous-estimer ce phénomène : quand les communistes reçoivent le choc d'une décision à laquelle ils ne s'attendent pas, ils sont un moment complètement désorientés, ne sachant que penser ; jusqu'au moment où ils lisent une argumentation apparemment rationnelle dans **L'Humanité**. Alors ils reprennent à leur compte l'explication donnée, et ils sont rassurés.

On a donc discuté de cette question dans les cellules, tout comme celle de l'abandon de la dictature du prolétariat. Mais, comme toujours, il s'est dégagé un consensus en faveur de la décision prise — ou plutôt en faveur de la direction. On fait appel à l'intérêt du parti, à l'intérêt de la classe ouvrière, à l'intérêt du mouvement communiste internationaliste... Et, au nom de ces intérêts, les communistes se taisent ou finissent par se taire. La direction sait cela d'avance parfaitement. Les militants de base gardent un moment leurs rancœurs, puis les oublient et passent à d'autres choses : la vie politique est si prenante et agitée que d'autres thèmes de débats ou d'autres combats ont vite fait de faire oublier la petite crise précédente...

ANV. - Outre l'hostilité de certains communistes quant à la manière dont la décision fut prise, y a-t-il eu aussi un débat sur le fond ?

Y.Q. - Le débat de fond, portant sur les problèmes que pose la défense nationale, a été très peu abordé. Quelques-uns ont repris les arguments « classiques » du parti, à savoir que la force nucléaire était trop chère, inutile, dan-



Yvonne Quilès a écrit plusieurs ouvrages :

Sous le PC, les Communistes, avec Jean Tornikian, Seuil, 1980.

Sous le marteau, la plume, avec Maurice Goldring, Megrelis, 1982.

La fête noire, Seuil, 1982.

gereeuse, etc. Mais cette argumentation était un peu courte... Il y avait une méconnaissance du dossier nucléaire, des problèmes de défense dans leur ensemble. C'est d'ailleurs précisément parce que les militants sont sous-informés sur ce sujet comme sur d'autres que la direction peut si facilement faire admettre ses changements de ligne ! Plus une position politique est privée de base théorique, plus elle ressemble à une auberge espagnole.

ANV. - As-tu, personnellement, une idée sur les raisons de ce revirement ?

Y.Q. - L'explication est difficile. On ne peut faire que des hypothèses. Etais-ce pour battre le parti socialiste sur son propre terrain ? Le devancer dans une décision dont on savait bien qu'il allait la prendre lui aussi ? Peut-être... mais c'est une réponse insuffisante. Etais-ce pour faire plaisir à Moscou ? Certainement non : le Kremlin ne pouvait nullement se réjouir de cette évolution du Parti français.

En 1977, les communistes se posaient vraiment la question d'une éventuelle accession au pouvoir. Certains dirigeants étaient décidés à tenter l'expérience. Se déclarer pour la bombe, c'était permettre à un futur parti de gouvernement d'apparaître plus crédible, plus sérieux, compte tenu de l'environnement international, de la place de la France dans le monde, etc.

Il faut savoir, par ailleurs, que Jean Kanapa, durant les dernières années de sa vie, a fait un travail considérable auprès de Georges Marchais et de son état-major pour entraîner le PC à se démarquer des positions soviétiques. Pour lui, le ralliement à la force de frappe faisait partie, semble-t-il, d'un plan d'ensemble visant à développer l'indépendance du Parti Commu-

niste Français à l'égard de l'URSS. Il en était venu à penser, en effet, que le meilleur moyen de sortir le parti de son isolement était de prendre des distances vis-à-vis de Moscou. L'avenir n'allait pas tarder à montrer qu'il s'agissait moins d'une « nouvelle ligne » que du souci de maintenir deux fers au feu !

ANV. - En somme, le virage du PC serait l'une des dernières manifestations de sa timide tentative « eurocommuniste » ?

Y.Q. - En quelque sorte, oui, bien qu'il n'ait jamais été « eurocommuniste » qu'avec des pincettes ! Je sais que, chez certains communistes, ce ralliement a été effectivement vécu de cette façon. Il s'agissait plus de tactique interne au parti que d'option stratégique pour la défense du pays à long terme...

ANV. - Ce virage a-t-il provoqué des démissions du Parti ?

Y.Q. - A ma connaissance, presque pas. Par exemple, le courant des communistes critiques qui se regroupe aujourd'hui dans **Rencontres Communistes** avec Henri Fiszbin ne s'est créé que l'année suivante, à la suite de l'échec de la gauche aux élections législatives de 1978. Le problème essentiel a été celui de la démocratie interne dans le parti. Moi-même, par exemple, si j'ai démissionné du journal **France Nouvelle** en mars 1979, c'est parce qu'on a voulu y interdire désormais tout débat.

Cependant il faut dire que, du côté du Mouvement de la Paix, certains dirigeants communistes ont été très en colère lors de la décision de 1977. Dans cette période, en effet, le PC s'est pratiquement désintéressé de la lutte pour la paix et le désarmement. Si l'on prend un peu de recul historique, il est intéres-

sant de constater que le parti tend toujours à revenir vers les grands thèmes de la « paix » et du « désarmement » chaque fois qu'il connaît des difficultés internes. C'est ce qui se passe aujourd'hui. Quand, à propos de l'arme à neutrons par exemple, les ministres communistes disent une chose et les dirigeants le contraire, comment voulez-vous que les militants de base s'y retrouvent ? Eh bien, malgré ses difficultés à se situer comme parti de gouvernement, le PC a tout de même réussi à organiser une grande manifestation pour la paix, le 20 juin dernier, à Paris.

A ce propos, je m'étonne de la naïveté de certaines personnalités non communistes qui ne se sont pas rendues compte qu'elles cautionnaient une opération téléguidée par le Bureau politique qui cherche à redorer son blason, à faire oublier les problèmes internes du parti, et à redonner un gage de fidélité à l'Union soviétique. Certes, le combat pour la paix et le désarmement est un combat généreux. Mais cela signifie que les principes de ce combat doivent être élaborés solidement. Or, quand j'entends l'URSS, l'un des deux « Grands » nucléaires, applaudir bruyamment cette manifestation, je me dis qu'il y a quelque part un vice de forme ! Quand les gens pourront défiler à Moscou contre la suprématie nucléaire des USA et de l'URSS, tout deviendra plus clair. En attendant, je ne peux m'empêcher de penser que le P.C. a voulu, avant tout, redonner des gages de fidélité à l'URSS. Le fil que l'on croyait coupé ne l'est pas.

Propos recueillis à Paris
par Jacques Sémerin et Christian Mellon,
le 6 juillet 1982.

Défendre le socialisme français



Le plaidoyer de Pierre-Luc Séguillon

Pierre-Luc SEGUILLON est rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Témoignage Chrétien*. Militant au CERES depuis longtemps il est de ceux qui ont changé d'opinion sur la force de frappe au cours des années et c'est pourquoi son témoignage nous a semblé particulièrement intéressant. Pierre-Luc Seguillon est également actif au Mouvement de la Paix. C'est lui, notamment, qui a prononcé le discours principal lors de la manifestation de Pantin en octobre 1981.

A.N.V. - Pourriez-vous rappeler comment le parti socialiste a changé de position sur la force de frappe ?

Pierre-Luc Séguillon. - Permettez-moi de préférer le terme « force de dissuasion stratégique » à celui de « force de frappe ». Il définit beaucoup plus justement le choix stratégique adopté par le parti socialiste.

Quant au cheminement qui a abouti à ce choix en matière de défense nationale, je ne pense pas qu'il faille parler d'un changement de position mais plutôt d'une lente évolution qu'il convient de restituer dans un contexte politique d'ensemble. Il ne s'agit pas, en effet, d'une option coupée du reste des réalités auxquelles était et est affronté le PS.

Lorsqu'ils se mettent d'accord sur un programme commun de gouvernement, en 1972, le PS et le PCF sont, l'un et l'autre, encore marqués par la conception de l'ordre international héritée des années de guerre froide. Dans ce contexte, les communistes étaient alors tournés vers l'URSS qui incarnait à leurs yeux le modèle du socialisme. La SFIO, de son côté, regardait vers les Etats-Unis dont la seule protection nucléaire devait assurer la sécurité de l'Europe occidentale. Aussi, le chapitre du programme commun de gouvernement signé en 1972, consacré aux problèmes de défense et de sécurité, est-il particulièrement court : il a presque des allures d'appendice obligé. Il stipule « une renonciation à la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit et l'arrêt immédiat de la fabrication de la force de frappe française ».

Mais, au fil des années, la réflexion sur ce sujet s'est approfondie au sein du parti socialiste ; dans sa commission de défense, d'abord, puis, plus tard, dans sa commission de politique étrangère. On y cherche à accorder les choix en matière de défense à la cohérence d'ensemble d'un programme commun de gouvernement dont l'objectif est d'ouvrir en France la voie au socialisme. Et ouvrir la voie au socialisme — long et difficile cheminement dont nous faisons aujourd'hui l'expérience — n'est possible que si ce pays est maître de son destin et préserve son indépendance de décision intérieure et extérieure. C'est dans cette perspective que la force nucléaire stratégique de dissuasion s'est peu à peu imposée aux socialistes ; non comme l'instrument miracle de l'indépendance, mais comme étant, pour le temps présent, l'un des éléments précieux d'une politique qui refuserait de faire de notre pays l'otage de l'un ou l'autre des blocs. Voir des deux à la fois en ce qu'ils entendent gérer le monde en tête à tête. Renoncer à la force de dissuasion, en revanche, signifiait aliéner la liberté d'action de

notre pays et en réduire la marge de manœuvre sur la scène internationale. En somme, entre deux mauvaises solutions, le réalisme (j'entends par là le refus de l'acquiescement devant la force des choses) commandait que les socialistes choisissent la moins mauvaise.

Le rôle du CERES

ANV. - Le CERES a particulièrement milité dans cette direction ?

P.-L. S. - Je crois que ce courant de pensée qu'est le CERES a joué un rôle déterminant dans cette évolution. Très tôt, en effet, il s'est attaché à poser ce problème de la dissuasion, non en termes seulement techniques, mais en termes politiques. Ce qui est, soit dit en passant, la meilleure manière de prendre en compte la dimension éthique d'un choix collectif.

Je résumerai ainsi l'argumentation politique du CERES. Que veut la gauche ? Le passage de notre pays au socialisme, à plus ou moins long terme, seule réponse adéquate à la crise profonde et longue qu'il traverse à l'instar des autres nations occidentales. Comment réaliser ce passage, sinon sur la base de l'indépendance nationale ? Or, au nombre des instruments de l'indépendance, il y a la force de dissuasion, autour de laquelle est construite notre défense nationale : Peut-on imaginer, en effet, notamment en ce temps de crise, que la gauche puisse mettre en œuvre son ambitieux projet sous la protection nucléaire américaine ? Le croire, c'est déjà renoncer à la réalisation de ce projet.

Bien entendu, la force nucléaire ne résout ni ne résume, à elle seule, le problème de la défense. Elle n'a de crédibilité qu'appuyée sur une volonté populaire d'assumer un héritage national commun et d'inventer un avenir sans ingérence extérieure. Aussi ne prend-elle tout son sens que s'il existe une mobilisation populaire dont la traduction peut être une force de défense populaire.

Bien entendu aussi, ce choix n'a sa raison d'être que parce que les deux grandes puissances sont engagées dans une course aux armements incessante et accumulent en Europe des milliers d'ogives nucléaires. Une course qui constitue une réelle menace de guerre, mais aussi une menace qui est politiquement exploitée par les deux blocs pour assurer leur hégémonie interne.

C'est dire que cette force de dissuasion, arme de non-guerre, arme de non-bataille, ne peut être que tous azimuts.

C'est dire aussi que la renonciation à la force de dissuasion demeure l'objectif à long terme et que, parallèlement à son maintien, pour l'heure, en état, notre pays doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour transformer un contexte international qui, aujourd'hui, justifie son existence. La même logique qui interdit à la France un désarmement unilatéral lui commande de jouer un rôle moteur dans le sens d'un désarmement nucléaire généralisé qui permettrait d'assurer et de garantir la sécurité collective de l'Europe autrement que par l'équilibre de la terreur et qui irait dans le sens d'une dissolution des blocs militaires.

Je veux insister particulièrement sur ce point. Il est capital. C'est parce que sa vision de politique étrangère est commandée par la préoccupation de désenclaver la France de la logique des blocs que le CERES, tout à la fois, a milité pour le choix de la force de dissuasion et pour le développement d'une politique active en matière de désarmement. Ces deux démarches ne sont nullement contradictoires. Elles relèvent d'une même volonté de cohérence.

Un débat long et difficile

ANV. - A quelle époque le CERES a-t-il fait cette analyse ?

P.-L. S. - A la vérité, je crois qu'elle a toujours été celle des animateurs du CERES. Mais, en 1972, pour les raisons que j'ai déjà mentionnées, il eût

été maladroit de chercher à l'imposer à un parti socialiste qui n'était pas prêt à entendre ce discours. Les militants du CERES, eux-mêmes, étaient divisés sur ce sujet. Bon nombre, notamment beaucoup de ceux qui étaient de sensibilité chrétienne, opposaient au choix de l'arme nucléaire un principe de conscience hautement respectable et qui excède la frontière de la discussion politique ou technique. D'autres s'attachaient à démontrer la non-crédibilité de cette arme, ou encore son caractère non autogestionnaire. Le débat a été long et parfois difficile. Il a eu le grand mérite de contribuer à affiner les positions du CERES. Il a notamment conduit à montrer que la crédibilité de cette force de dissuasion, instrument militaire mais aussi politique, était directement liée au consensus politique d'une nation et à sa mobilisation autour d'un projet. De montrer aussi qu'une visée autogestionnaire dans notre pays n'allait pas sans le maintien d'une capacité autonome de décision de la France.

Mais, en 1976, lors du colloque du CERES intitulé « Le compromis géographique », la cause est entendue. Et ce choix stratégique est désormais porté par l'ensemble du CERES.

L'idée allait faire son chemin dans l'ensemble du parti socialiste. Là aussi, non sans de sérieux débats. En décembre 1977, François Mitterrand publie deux longs articles dans « **Le Monde** ». Il y développe à la fois la nécessité pour la France d'une défense nucléaire indépendante et la nécessité du désarmement au plan mondial. La convention du PS sur la défense, en 1978, franchit le pas : la force de dissuasion, si les socialistes viennent au pouvoir, sera « maintenue en état ».

ANV. - En quoi les arguments du CERES se distinguaient-ils de ceux de Charles Hernu ou de Robert Pontillon ? N'allaient-ils pas dans le même sens ?

P.-L. S. - Je crois que Charles Hernu, comme l'ensemble de la commission de défense du PS, a ratifié très tôt le choix de la force de dissuasion. Peut-être, chez lui, y avait-il aussi une préoccupation tactique : la gauche ayant des chances d'accéder

au pouvoir, remettre en cause le choix militaire de De Gaulle était courir le risque de s'aliéner l'armée. Quant à Robert Pontillon, héritier de la tradition de politique étrangère de la SFIO, sans doute était-il sensible aux arguments de ceux qui voient dans le parapluie américain le meilleur garant de la sécurité de l'Europe occidentale. Mais à son tour, plus tard, la commission de politique étrangère du PS a ratifié le choix de l'arme nucléaire.

Il est vrai que ce ralliement, selon qu'il était seulement tactique ou reposait sur un choix stratégique, ne conduisait pas aux mêmes conclusions. D'où le débat fameux : faut-il laisser la force de dissuasion en « l'état » ou en « état » ? On le comprend, il ne s'agissait pas d'une discussion grammaticale anecdotique mais d'une option fondamentale. Laisser la force de dissuasion en l'état, c'était l'abandonner, de fait, sans oser l'affirmer de crainte de s'aliéner ses partisans. La maintenir en état c'est vouloir qu'elle joue sa fonction : celle de la dissuasion.

Que s'est-il passé après la convention de 1978 ?

ANV. - Il y a cependant un « gouffre » entre la motion de 1978 et le texte du « Projet Socialiste ». Il y était dit en particulier que la décision finale appartiendrait aux Français, que sitôt arrivée au pouvoir, la gauche, tout en gardant la force de frappe, mettrait en œuvre les moyens d'offrir une alternative ; on y parlait de « Force de Mobilisation Populaire ». Or, un an après, alors que le débat était donc normalement clos par cette convention, le « Projet Socialiste » affirme que le PS est pour la bombe sans aucune réticence. Que s'est-il passé entre temps en ce qui concerne, d'une part, la force de frappe et, d'autre part, la Force de Mobilisation Populaire ?

P.-L. S. - Je voudrais vous faire remarquer que la Force de Mobilisation populaire n'a pas été conçue comme une alternative à la Force de dissu-

sion. Je le disais tout à l'heure, celle-ci, pour être crédible, implique précisément une mobilisation populaire. Ce n'est pas l'une ou l'autre mais l'une et l'autre.

Vous me dites : entre 1978 et 1979, il y a un gouffre et vous me demandez : que s'est-il passé ? D'abord, je ne crois pas qu'il y ait un gouffre. Seulement, le parti socialiste, poursuivant son évolution, peut plus clairement encore en 1979 qu'en 1978 affirmer ses positions en matière de défense dans un texte qui assume une réflexion d'une décennie : le projet socialiste. Que s'est-il donc passé entre ces deux dates ? Comme vous le savez, il y a eu le congrès de Metz...

ANV. - ... qui n'a pas du tout abordé les problèmes de défense...

P.-L. S. - ... mais où les socialistes se sont donnés une nouvelle majorité (courant mitterrandiste et CERES), ce qui a marqué la victoire d'une certaine cohérence politique d'ensemble. En majorité, ceux qui étaient encore hostiles à la prise de position de leur parti en matière de défense appartenaient aux courants désormais minoritaires.

ANV. - Quel est donc, pour un socialiste, le statut juridique de la Convention de 1978 ? Comment a-t-il été possible, après les décisions de cette convention, de faire apparaître, dans le programme socialiste puis dans la campagne présidentielle de Mitterrand, des positions entièrement différentes, qui n'avaient jamais été rediscutées dans le parti ? Le ralliement de 1978 était un ralliement « faute de mieux » et non le ralliement enthousiaste qui soutient la décision sur le septième sous-marin nucléaire par exemple...

P.-L. S. - Encore une fois, je ne vois pas que le parti socialiste ait changé de position entre sa convention sur la Défense et le projet socialiste ou le programme du candidat socialiste aux élections présidentielles. Il a seulement plus clairement affirmé son propos.

Quant à la décision du candidat élu de construire un septième sous-marin nucléaire, il ne s'agit ni d'un « ralliement enthousiaste », ni d'une démarche honteuse mais seulement du respect de l'engagement pris, il y a maintenant trois ans, de maintenir la force de dissuasion « en état ».

Je souhaite un débat national

Vous me faites cependant justement remarquer qu'il n'est plus question de lancer un « débat national » sur cette question. Vous avez raison. Et — c'est une opinion personnelle — je ne vois pas en quoi l'actuel gouvernement aurait à craindre un tel débat. Je suis convaincu que, dans leur immense majorité, les Français ratifieraient le choix qui a été fait. Mais, précisément, ce débat permettrait aux citoyens d'appréhender cette force de dissuasion autrement que comme une sorte de ligne Maginot derrière laquelle ils peuvent tranquillement vaquer à leurs petites affaires dans le plus total désintérêt pour ce qui se passe à l'extérieur de leurs frontières. Et chacun sait, d'expérience, ce qu'il advient des lignes Maginot lorsque vient à faire défaut, chez un peuple, la volonté d'être, de se garder libre, de ne pas renoncer et d'inventer son destin ! Un tel débat permettrait que l'ensemble de la nation assume et porte un choix stratégique d'ensemble avec tous ses aspects : force de dissuasion, certes ; mais aussi mobilisation populaire ; mais encore politique audacieuse et active en faveur du désarmement.

J'ajoute qu'il permettrait sans doute de prévenir certains glissements que je vois poindre à l'horizon : ainsi en va-t-il de l'éventuelle fabrication de la bombe à neutrons dont Charles Hernu reconnaissait lui-même, dernièrement, dans un entretien accordé au **Figaro Magazine**, qu'elle engendrerait une modification de l'actuelle conception stratégique. Ainsi en va-t-il encore du retour prudent mais de plus en plus insistant de l'idée d'une défense européenne, prolongement de la défense atlantique avec, pour seul adversaire potentiel, l'URSS.

Ne nous racontons pas d'histoires...

ANV. - Les arguments que vous donnez sont à peu près ceux du rapport Kanapa de mai 1977 : si la force de frappe n'existe pas, nous ne la construirions pas ; mais puisqu'elle est là et que nous n'avons rien d'autre, nous ne pouvons nous en débarrasser.

P.-L. S. - C'est plutôt le discours qu'a tenu, il y a quelques mois, le président Mitterrand à Copenhague.

ANV. - C'est l'argument du fait accompli.

P.-L. S. - C'est ce qui nous permet aujourd'hui de garantir notre indépendance. Ecoutez, il ne faut pas se raconter d'histoires. De belles histoires. Je n'ai aucune sympathie pour un moyen militaire qui fonde notre sécurité sur la peur qu'ont nos assaillants potentiels de voir leurs cités et leurs populations anéanties ; anéantissement, faut-il le rappeler, qui signifierait le nôtre. Et je crois que tout doit être fait pour qu'un jour l'indépendance et la sécurité de notre pays soient garanties d'autre manière. Seulement, je regarde ce qui est aujourd'hui. La gauche est au pouvoir. Elle a un projet ambitieux, difficile et long à mettre en œuvre. Un projet qui, à l'évidence, bouscule l'ordre occidental établi, politique et économique. Serait-il conséquent pour notre pays, au moment où il en a le plus besoin, de renoncer à l'indépendance de décision que lui donne l'arme nucléaire ? Je dis bien évidemment non.

Mais, dans le même temps, en raison de l'ambitieux projet nourri, en raison aussi de l'autonomie de décision que possède la France, je dis que, dès maintenant, précisément parce que c'est une œuvre de longue haleine, tout devrait être mis en œuvre pour modifier un contexte international qui nous oblige, là où l'histoire et la géographie nous ont placés, à maintenir en état cette force de dissuasion. Cela va de l'action diplomatique et de la mobilisation des esprits en faveur du désarmement à la progressive conversion des industries d'armements.

La recherche d'alternatives

ANV. - C'est précisément là où nous discernons une infidélité, y compris du CERES. La recherche d'alternatives au sens large (défense populaire non-violente, force de mobilisation populaire, défense territoriale, milices populaires, défense en profondeur) n'apparaît nulle part et le CERES, dans le gouvernement, ne pose pas non plus ce problème...

P.-L. S. - Bien des idées du CERES ont fait leur chemin et sont désormais le patrimoine commun du parti socialiste et du gouvernement dirigé par les socialistes. Ce courant de pensée peut s'en honorer. Ce qui ne signifie pas pour autant, bien que l'un de ses fondateurs soit au gouvernement, que « la » pensée du CERES anime le pouvoir. S'il en était ainsi, le choix eût-il été fait d'appuyer la décision prise par l'OTAN d'installer chez nos voisins européens, à partir de 1983, des batteries de fusées Pershing et de missiles de croisière ? Qu'il me suffise de vous rappeler ce qu'écrivait en décembre 1978 Jean-Pierre Chevènement :

« On voit bien où est l'intérêt des Etats-Unis dans l'affaire des Pershing : à la fois moyen de contrôle sur l'Europe et sur l'URSS. On voit bien aussi l'intérêt des milieux de droite, qui n'entonnent le grand air de la menace soviétique que pour rendre plus désirable la protection américaine.

Mais on n'y voit pas l'intérêt de la France et pas davantage celui du socialisme, inséparable aussi bien de la détente que d'une véritable autonomie de l'Europe. Qui ne voit au surplus que la démocratisation de la société soviétique ne progressera qu'avec la détente et que, inversement, toute nouvelle croisade contre l'URSS ne saurait que resserrer l'étau du stalinisme ? Modernisation de la dissuasion française, effort inlassable pour réduire le niveau des armements en Europe, tels sont les deux axes d'une grande politique nationale ».

ANV. - Jean-Pierre Chevènement aurait-il mis en place un programme de recherche sur des alternatives à la défense nucléaire, par exemple ?



« A bas toutes les armées ! », de Cabu

P.-L. S. - Prenons un exemple en effet. Il est aujourd'hui ministre de la Recherche et de l'Industrie. Il s'est battu pour la mise en œuvre d'un programme nucléaire civil qui permette à notre pays une plus grande indépendance énergétique. Mais, dans le même temps, il a mis en chantier tout un programme d'étude sur les énergies nouvelles, solaire, biomasse, etc., qui, un jour, à la condition que l'on s'y prenne dès maintenant, pourront jouer un rôle déterminant. On peut imaginer le même type d'attitude au plan de la défense : un souci de l'indépendance à la fois servi par le réalisme et l'imagination.

ANV. - On peut en effet l'imaginer et espérer que cela vienne. Mais le problème ne dépasse-t-il pas l'analyse des rapports politiques au sein du parti ou du gouvernement. Les mitterrandistes, Hervé par exemple, parlaient eux aussi de Force de mobilisation populaire...

Ne pensez-vous pas que le sujet de la défense étant si délicat, des propositions alternatives ont peu de chances de voir le jour, parce qu'elles risquent de heurter les sensibilités ?

P.-L. S. - Si mes informations sont bonnes, des crédits ont été alloués à Alain Joxe, par exemple, pour développer une recherche sérieuse dans le sens que vous indiquez.

J'ai renvoyé mes papiers militaires

ANV. - Avez-vous été, vous personnellement, opposé à la bombe ?

P.-L. S. - Oui. C'est exact. J'ai même, en 1967, renvoyé au ministre des Armées de l'époque, Pierre Messmer, mes papiers militaires en signe de protestation. Et je demeure convaincu que tout doit être fait pour créer, tant au plan national qu'au plan international, des conditions telles qu'un jour la France puisse renoncer à cette arme sans que soient altérées sa sécurité et son indépendance. J'essaie, pour ma petite part, d'y contribuer par les engagements que vous connaissez. Mais j'ai évolué, moi aussi ! Paradoxalement ce sont les préoccupations mêmes qui me conduisaient à rejeter cette option stratégique qui m'ont fait plus tard la ratifier : le souci de voir notre pays s'affranchir de la tutelle des blocs, trouver la force de construire une société plus juste et contribuer à la recherche d'un ordre économique mondial plus équitable. Il m'est peu à peu apparu que, les choses étant ce qu'elles étaient, la force de dissuasion que j'avais condamnée était l'un des instruments qui pouvait donner à ce pays la marge de manœuvre nécessaire pour être entendu, et pour être, un jour, la voix d'un socialisme original.

En 1975-1976, je participais avec quelques-uns à l'élaboration du document qui allait servir de base au X^e colloque du CERES « Le compromis géographique ». La volonté de tracer, de manière cohérente, ce que pourrait être la place et le rôle au plan international d'une France engagée sur la voie du socialisme eut raison de mes dernières hésitations.

ANV. - Il y a pourtant des arguments techniques à considérer aussi : la France dépend technologiquement de l'OTAN pour ses systèmes de détection et, dans quelque temps, nos sous-marins risquent d'être vulnérables...

P.-L. S. - On peut, en effet, craindre qu'un jour ces sous-marins soient détectables. Raison de plus pour, dès aujourd'hui, tout faire pour que la spirale du surarmement, qui se solde toujours par un équilibre recherché vers le haut, soit brisée par une négociation qui impliquerait ceux qui, aujourd'hui, sont largement en tête de cette course aux armements : l'URSS et les Etats-Unis. En 1977, François Mitterrand avait formulé des propositions allant dans ce sens. La France, écrivait-il alors, pourrait, dans un premier temps, renoncer unilatéralement à certaines armes nucléaires tels les Mirages porteurs de bombes nucléaires. Ce geste, tout en ne mettant pas en cause la crédibilité de notre dissuasion, manifesteraient notre volonté de nous engager sur la voie du désarmement. Et, dans la mesure où la négociation internationale sur le désarmement avancerait et serait suivie de décisions concrètes chez nos partenaires, nous pourrions alors poursuivre dans cette direction.

On ne pouvait mieux illustrer la signification d'un choix stratégique qui n'a de sens que si la France, refusant de se laisser entraîner dans le fatal engrenage de la peur entretenue par les deux grands, sait faire entendre, pendant qu'il est encore temps, la voix de la paix. Garder la force de dissuasion n'a de sens que si notre pays joue ce rôle.

ANV. - Et s'il ne le joue pas, a-t-elle un sens ?

P.-L. S. - Il faut conserver une saine lucidité critique. Il ne faut pas non plus cultiver le pessimisme. La gauche est au pouvoir depuis un an et

demi. C'est peu. Rien n'interdit de penser qu'un certain nombre d'engagements pris seront tenus au moment opportun. Il faut aussi compter sur la force des contradictions pour réveiller les mémoires et aviver les esprits. Lorsque l'on constate que les gages donnés ostensiblement aux Etats-Unis — telle cette approbation des décisions de l'OTAN — pour obtenir leurs bonnes grâces, l'ont été en pure perte, on peut penser qu'il sera tiré quelque enseignement de l'expérience ! Quand on voit le parti social-démocrate allemand désormais dans l'opposition, on peut imaginer que l'événement ne sera pas sans répercussion sur ses voisins européens, à l'Est comme à l'Ouest.

Enfin, il ne faut pas négliger les aspects positifs : le document rédigé par le parti socialiste et intitulé « paix, sécurité et désarmement » ou encore les propositions faites par le chef de l'Etat lui-même, d'une grande conférence sur le désarmement.

Si l'impatience est fondée, je ne crois pas que le pessimisme le serait.

Propos recueillis par Christian Mellon
et Jacques Sémelin.



documents...

Extrait de « Changer de cap »,
programme du Parti Communiste en 1971.

Actuellement, la participation de la France à « l'équilibre de la terreur » nucléaire, quelle que puisse être la puissance destructrice de la force de frappe française, est des plus dangereuses étant donné, notamment, l'exiguïté relative du territoire national et la densité de la population. (...) La renonciation de la France à la stratégie nucléaire dans le cadre d'une action résolue en faveur du désarmement nucléaire à l'échelle mondiale est un impératif de défense nationale authentique. Un gouvernement démocratique renoncera à la force de frappe nucléaire et aux armements atomiques tactiques ; il arrêtera immédiatement la fabrication et les essais, puis réalisera une série de mesures pour aboutir, dans le plus bref délai possible, à la suppression ou à la reconversion à des fins pacifiques des matériels, des usines et des bases militaires nucléaires...

Changer de cap, éditions sociales, p. 231-232.

documents... documents... documents... documents...

Extrait de « Changer la vie », programme du Parti Socialiste en 1972.

... Le parti socialiste se refuse à prendre acte du « fait nucléaire français ». Dès son accession au pouvoir, le gouvernement de gauche devra prendre la décision d'interrompre la construction de la force de frappe. Cela se traduira immédiatement par l'arrêt des expériences nucléaires et l'adhésion de la France aux traités d'interdiction des explosions nucléaires et de non-dissémination des armements nucléaires.

Changer la vie, éditions Flammarion, p. 206.

Extrait du « Programme commun de gouvernement » signé en juin 1972 par les partis communiste et socialiste.

Le désarmement général, universel et contrôlé sera l'objectif principal du gouvernement. Celui-ci fondera pour la durée de la législature sa politique de Défense nationale et de désarmement sur les principes suivants :

a) Renonciation à la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit ; arrêt immédiat de la fabrication de la force de frappe française ; recon-

version, selon un échéancier précis, de l'industrie nucléaire militaire en industrie atomique pacifique avec le souci de préserver les intérêts des travailleurs concernés. En aucun cas, les problèmes posés par cette reconversion ne serviront de prétexte au maintien de l'industrie nucléaire militaire.

b) Arrêt immédiat des expériences nucléaires et adhésion aux traités d'interdiction des explosions nucléaires et de non-dissémination des armements nucléaires.

Programme commun de gouvernement, Editions sociales, p. 171.

Extrait du texte

« QUESTIONS A LA GAUCHE SUR LA DEFENSE NUCLEAIRE » MAI 1977

La droite a parfaitement compris que les techniques les plus lourdes, par la concentration de puissance, la rigidité de fonctionnement et l'unité de commandement qu'elles exigent, facilitent la domination d'une « élite » sur la « masse » et de l'appareil d'Etat sur la société, mais excluent la démocratie, l'autogestion et le socialisme. Tel est en particulier le cas de la technologie nucléaire, qu'elle soit utilisée pour des réacteurs de puissance géante — qui ne sont pas ici notre sujet — ou

pour l'armement atomique. La nucléarisation de la société est un moyen de renforcement des formes les plus autoritaires du pouvoir.

L'arme atomique n'est pas socialisable

L'arme atomique est par excellence l'arme d'un pouvoir technocratique. La décision et les modalités de son emploi ne peuvent dépendre que de quelques-uns. Elle prive le peuple de l'initiative et de la responsabilité de sa défense. Pis encore : elle expose aux représailles de l'ennemi éventuel une population civile laissée sans protection. Que l'absence d'un réseau d'abris anti-atomiques fasse ou non partie intégrante de la stratégie de dissuasion nucléaire, dans les faits *le peuple français est réduit au rôle d'otage et de bouclier humain de l'appareil militaire*.

Cette conception de la défense, tout à fait cohérente dans la logique politique de la droite, est incompatible avec celle d'une démocratie socialiste. Nous pensons que le socialisme exige dès le départ une « dé-spécialisation » de la défense qui abolisse la caste des spécialistes militaires et des armements qui ne sont contrôlables que par cette caste.

Il appartient à la gauche de rendre au peuple le contrôle des finalités et des moyens techniques de sa défense. Il ne peut y avoir de socialisation des moyens de production et d'échange sans une *socialisation des moyens de défense*. L'arme atomique n'est pas socialisable.

Un faux dilemme

Une société socialiste devra avoir les moyens de se défendre. Elle ne pourra compter sur la protection ni même sur la bienveillance des grandes puissances et de leurs alliés. Mais, pour assurer l'indépendance du pays vis-à-vis des deux « Grands », il existe d'autres moyens que l'arme nucléaire. Il appartient à la gauche d'en faire la démonstration et de prouver, sur l'exemple de la France, que l'alternative « nucléarisation » ou « satellisation » est un faux dilemme. En enfermant d'autres pays non alignés dans ce dilemme, la doctrine militaire de la droite favorise ouvertement la prolifération des armements nucléaires. Il importe pour la survie de l'espèce humaine d'inverser la tendance.

Voir le texte complet dans A.N.V. n° 23.

**Extrait du rapport sur
« Défense nationale, indépendance, paix et désarmement »**
présenté par Jean KANAPA
approuvé le 11 mai 1977 par le

Comité central du Parti Communiste Français.

Parti ouvrier, nous avons toujours lutté et nous ne cesserons de lutter contre la guerre et contre la course aux armements. Nous voulons le désarmement. Nous ne renoncerons jamais à ces objectifs. Bien au contraire : nous sommes convaincus que des conditions plus favorables existent aujourd'hui pour avancer résolument sur cette voie. Nous n'en avons pas moins conscience que nous vivons dans un monde donné, que l'on ne peut considérer le présent et l'avenir de notre pays en faisant abstraction de l'environnement international dans lequel il se trouve situé. C'est la doctrine constante de notre parti qu'il faut donc à la France une défense nationale. Celle-ci implique une *politique et des moyens*.

.....

Voilà la situation de fait qu'il faut prendre en compte lorsqu'on considère les données du problème de la défense nationale de notre pays actuellement. D'un côté, une force nucléaire qui, avec ses sous-marins, ses fusées du plateau d'Albion, ses Mirages IV et ses fusées Pluton, représente un fait incontestable. De l'autre, des forces conventionnelles qui — par la faute du pouvoir et d'une politique que nous n'avons cessé de combattre — ne sont plus à même d'assurer une véritable défense du pays.

.....

Nous, communistes, nous sommes des partisans résolus du désarmement. Comment pourrait-il en être autrement ? Nous sommes le parti des travailleurs, un parti qui a un idéal humaniste élevé, un parti voué à l'action pour le bien-être, la liberté, le bonheur de notre peuple, un parti qui considère que chaque peuple doit pouvoir disposer librement de son sort dans la démocratie et dans la paix. Pour ces mêmes raisons nous sommes fondamentalement hostiles à l'armement nucléaire et *nous n'aurons de cesse que toutes les armes nucléaires dans le monde soient bannies*.

.....

L'armée de la nation doit être dotée d'un armement moderne la rendant efficace. A cet égard, un grave problème se pose. Comme nous l'avons dit, en effet, la politique du pouvoir a fait prendre un retard considérable à l'équipement de nos forces conventionnelles en artillerie, en chars, en aviation, en bateaux — retard en qualité et en quantité. Il faut voir les choses en face : il est impensable de combler ce retard rapidement. ...Et nous ne pouvons envisager de laisser notre pays sans une défense valable pendant tout ce temps.

Chacun le comprend bien : toute décision du gouvernement désigné pour appliquer le programme commun qui entraînerait un affaiblissement unilatéral de la capacité de défense de notre pays, tout geste qui priverait la France d'un des

moyens dont elle dispose pour assurer son indépendance constituerait un encouragement aux forces impérialistes qui, en Europe et dans le monde, pourraient être tentées de mettre en cause les réformes de structures démocratiques que notre peuple aura entreprises.

Toute décision, tout geste de cette nature ferait en même temps le jeu de ceux qui, en France, en Europe occidentale et aux Etats-Unis, veulent mettre notre pays en état de dépendance atlantique, le placer sous protectorat américain. Nous, nous ne voulons pas placer la France sous un bouclier étranger. Nous voulons une France indépendante...

Nous n'avons pas voulu que la France se donne un armement nucléaire. Nous avons combattu de toutes nos forces le choix, la politique qui ont conduit à la mise sur pied d'une force de frappe nucléaire. Et si notre pays ne la possédait pas, nous ne proposerions certainement pas de nous en doter. Nous ne considérons en effet absolument pas qu'un pays quel qu'il soit ne peut assurer sa défense s'il ne se dote pas d'un armement nucléaire.

(suivent les exemples de Cuba, Vietnam, Angola...).

Ces exemples sont la négation de la théorie qui identifie défense nationale et possession de l'arme

nucléaire, et qui vise en fait à justifier la prolifération de cet armement.

.....

Nous partons simplement d'une situation donnée, que nous n'avons pas voulu, mais que nous ne pouvons pas ne pas prendre en compte : *aujourd'hui, pour ce qui est de la France, cet armement nucléaire est un fait. Aujourd'hui, il représente le seul moyen de dissuasion réel dont disposera pour un temps notre pays pour faire face à une menace d'agression, pour neutraliser un éventuel chantage nucléaire de l'impérialisme.*

.....

Nous excluons catégoriquement que la France démocratique poursuive la course aux armements nucléaires toujours plus perfectionnés, plus nombreux, plus meurtriers. Nous nous prononçons strictement — dans l'état actuel de la défense nationale et étant donné l'absence d'un système de sécurité collective en Europe — pour la maintenance de l'arme nucléaire, c'est-à-dire pour le maintien de l'aptitude opérationnelle de l'arme nucléaire (ce qui implique son entretien et l'inclusion des progrès scientifiques et techniques) au niveau quantitatif défini par les seules exigences de la sécurité et de l'indépendance du pays.

Ce niveau sera donc situé au seuil minimum nécessaire, évalué en termes de portée, de puissance, de durée d'opérabilité. Le niveau

atteint actuellement, en y incluant la construction du sixième sous-marin lance-engins programmé, peut être considéré comme constituant ce seuil. Les Mirage IV ne seront pas remplacés au terme de leur vie.

Ce qui caractérisera notre politique en la matière, c'est que la France démocratique considérera le seuil minimum tel que nous venons de le définir comme un seuil maximum.

La doctrine militaire nucléaire redeviendra une stratégie de dissuasion au sens strict. Les théories aventuristes de Giscard d'Estaing et Chirac, faisant de l'arme nucléaire tactique une arme de provocation au conflit stratégique, seront abandonnées.

La stratégie nucléaire sera une stratégie tous azimuts, ne désignant pas à l'avance d'adversaire prioritaire. La détermination des cibles sera donc revue en conséquence.

L'orientation des fusées du plateau d'Albion sera adaptée à cette stratégie. Actuellement, elles sont conçues pour atteindre des objectifs à moyenne distance situés dans un angle de 180 degrés en direction de l'Est, c'est-à-dire des pays socialistes. Il leur sera donné une capacité pluri-directionnelle de 360°. Les sous-marins nucléaires, dont le rôle est primordial dans une stratégie tous azimuts, devront être dotés d'engins d'une portée augmentée.

De même sera abandonnée l'actuelle stratégie « anti-cités », qui équivaut à prendre les populations de grandes villes comme otages nucléaires.

Enfin, la décision d'emploi de l'arme nucléaire ne peut être laissée à un seul homme — le Président de la République — comme c'est le cas aujourd'hui. Une telle situation présente en toutes circonstances un risque considérable pour le pays et pour la paix du monde. La décision doit être de la responsabilité d'un organisme collectif constitué par exemple du Président de la République, du Premier Ministre et du Ministre de la Défense nationale, de ministres représentant la coalition gouvernementale et du chef d'état-major général.

**

Le rapport KANAPA cinq ans après : quelques questions.

Voilà cinq ans et demi que le parti communiste a fait sienne la doctrine du « rapport Kanapa ». Nous ne reviendrons pas ici sur la discussion des arguments présentés dans ce rapport, ni sur les raisons que nous avons, aujourd'hui comme alors, de rejeter ces arguments. Nous aimerions seulement que le parti communiste, aujourd'hui au gouvernement, réponde clairement à certaines questions que suscite inévitablement la lecture de ce texte :

1. Le « rapport Kanapa » représente-t-il toujours la doctrine officielle du Parti en matière de défense ?

2. L'unique raison invoquée par le rapport en faveur de la « maintenance » de l'arsenal nucléaire, c'est le fait qu'il est impossible de combler rapidement le retard en armes conventionnelles et qu'on ne peut laisser la France « sans une défense valable pendant tout ce temps ». Quelles sont les mesures concrètes que le P.C., depuis son entrée au gouvernement, a proposées pour rétablir l'équilibre en faveur des armements conventionnels, de manière à abréger le temps pendant lequel il estime nécessaire de garder le nucléaire ?

3. La définition du « seuil minimum » (que le rapport présente comme devant constituer pour la France démocratique également un « seuil maximum ») inclut le sixième sous-marin nucléaire. Quelles protestations le parti communiste a-t-il fait entendre contre la décision prise par le gouvernement dont il est membre, de construire un septième sous-marin ?

4. Le rapport dit : « les Mirages IV » ne seront pas remplacés au terme de leur vie ». Quelle est la position du Parti par rapport à la décision prise de les remplacer par un missile mobile ?

5. Dans quel document récent du Parti communiste est-il fait mention de la nécessité de donner aux fusées du plateau d'Albion

« une capacité pluri-dimensionnelle de 360° » ?

6. L'affirmation du rapport Kanapa, selon lequel la stratégie anticités « équivaut à prendre les populations de grandes villes comme otages nucléaires » est-elle devenue fausse depuis qu'on a fait comprendre à ses auteurs que la France n'a pas les moyens de se payer une autre stratégie ?

7. Si, après cinq ans et demi, le parti communiste est incapable de répondre aux questions ci-dessus, et qu'il continue néanmoins à soutenir la politique d'armement nucléaire, n'est-on pas en droit de supposer que toutes ces conditions incluses dans le rapport n'étaient destinées qu'à mieux faire passer auprès de ses militants un ralliement un peu dur à avaler ?

Extrait du « Projet socialiste » - début 1980.

Contre le « mondialisme » de l'actuel chef de l'Etat, alibi rhétorique du capitalisme multinational, le Parti socialiste affirme que, selon l'inspiration de Jaurès, l'amour et le respect de la patrie sont au cœur du véritable internationalisme.

Pour inspirer la politique étrangère de notre pays, le Projet socialiste appuiera les évolutions qui se font jour dans le monde vers plus d'indépendance à l'égard des deux superpuissances. Condition préalable d'une dissolution plus loin-

documents

taine des blocs militaires auxquels se substituerait un système mondial de sécurité collective, cette évolution risque d'être condamnée à la stagnation sans l'appui actif d'un pays capable de prétendre à un rayonnement mondial. Ce rôle peut être celui de la France.

Si l'engagement de la France en faveur du désarmement est irrévocable, il ne peut lui faire oublier qu'elle ne peut attendre de le voir partagé par les autres pour assurer ses propres responsabilités à l'égard de sa défense et de son système d'alliances.

... aucun gouvernement français ne peut accepter de se voir entraîné automatiquement dans un conflit où la responsabilité et les intérêts du pays ne seraient pas engagés. C'est pourquoi il est essentiel de conserver à notre défense sa pleine autonomie de décision, en particulier la maîtrise de ses forces de dissuasion. Il n'existe pas de dissuasion réelle par puissance interposée. Parce qu'elle est en mesure de faire échec à l'hypothèse d'une bataille en Europe, la dissuasion française est, désormais, un facteur de stabilité pour tout le continent. Elle constitue un élément clé dans la négociation d'un accord de sécurité collective en Europe.

La seule voie praticable reste donc celle du maintien en état

d'une force de dissuasion française indépendante, élément d'une sécurité collective conçue à l'échelle de l'Europe. Contrairement aux idées reçues, la modernisation de la force nucléaire représenterait une faible partie de notre budget militaire. D'autant qu'il ne s'agit nullement d'égaler l'arsenal des supergrands, en vertu du principe fondamental de la dissuasion dit « du faible au fort ».

Notre Projet comporte donc une modification de notre système de défense, notamment par l'aménagement d'une force de mobilisation populaire fondée sur un service national court, égal pour tous et ouvert au volontariat féminin.

Projet socialiste, Club socialiste du livre, 1980, pp. 337-351.

ASSEMBLEE NATIONALE
Rapport sur le projet de loi
de finances pour 1981.

par M.F. Icart

ANNEXE N° 56, DEFENSE

Rapporteur spécial :

M. J. CRESSARD, pp. 95-96

b) *La crédibilité très réelle
de nos forces est maintenue.*

Compte tenu des efforts conduits depuis vingt ans et des crédits demandés pour 1981, notre pays continuera d'aligner au cours de la prochaine année :

— 5 sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, porteurs de 16 missiles dotés chacun d'une tête d'une mégatonne ;

— 9 missiles S. 3 porteurs d'une tête identique ;

— 37 Mirage IV dotés de la bombe AN 22 de 60 kt.

Notre puissance de frappe atteindra en données brutes près de 80 mégatonnes dont près de 86 % sont susceptibles d'être délivrées par la composante Marine.

Il convient toutefois de moduler des données qui n'ont qu'une signification très partielle dans la mesure où elles impliquent que tous les moyens soient en ligne (or, la disposition des S.N.L.E. signifie en moyenne trois S.N.L.E. en patrouille, parfois deux) et où elles ne prennent pas en compte l'effet décroissant des charges en terme relatif.

Sans doute n'est-il pas courant de mesurer les effets démographiques de notre force de dissuasion, parce que l'étendue du pouvoir de destruction, qui tend à effrayer, s'y oppose et que cet effet dépend de la densité démographique des villes adverses, de l'état de leur construction, des mesures prises dans le domaine essentiel de la protection des populations.

Une estimation est toutefois nécessaire si nous voulons savoir où nous en sommes et où nous voulons aller.

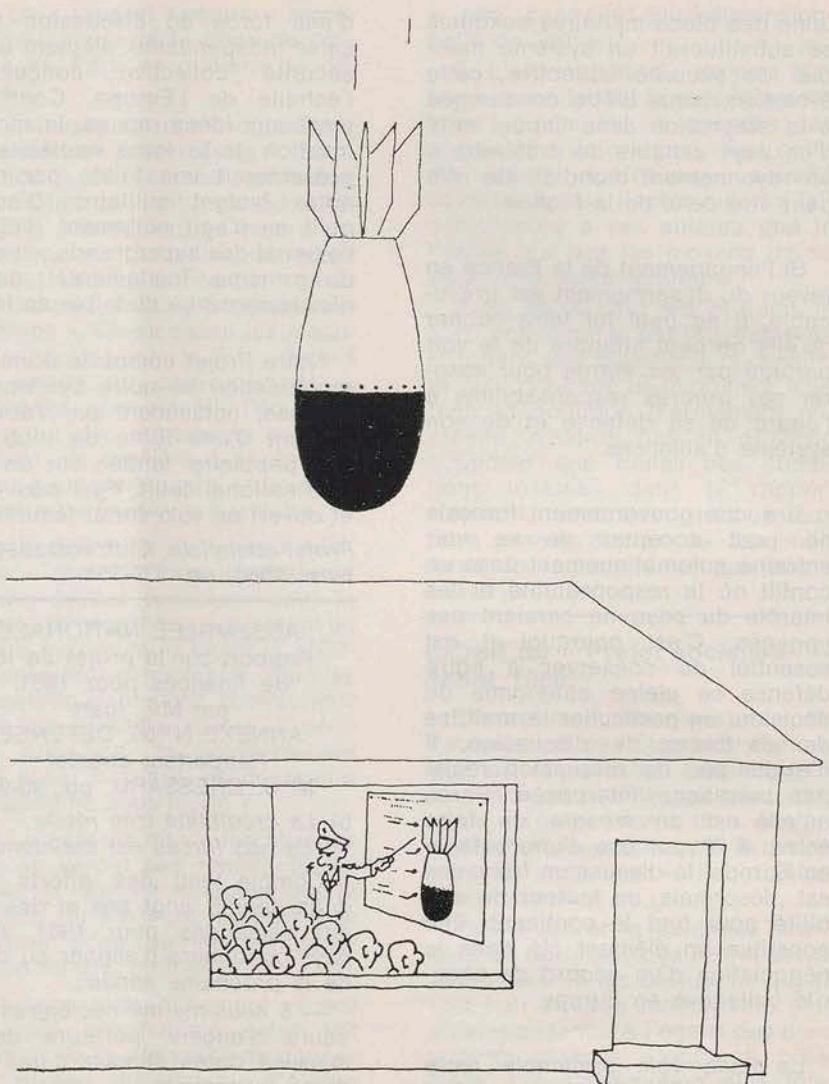
Sur la base des effets de la frappe qui s'est abattue sur la ville d'Hiroshima et des abaques rappelés dans le tableau ci-dessous, la frappe conjointe délivrée par 3 S.N.L.E., 9 missiles S. 3 et 37 Mir-

ge IV (ce qui suppose que tous nos moyens soient disponibles et que toutes nos têtes arrivent au but) serait susceptible d'entraîner le décès de 20 millions d'individus, d'en blesser un nombre équivalent auquel s'ajouteraient une désorganisation majeure des activités nationales adverses.

Au travers de ces capacités, notre force apparaît incontestablement dissuasive. Il convient de constater toutefois que l'adversaire durement touché ne serait pas totalement anéanti, le taux de dommage dont nous sommes aujourd'hui capables apparaissant comme un taux minimum qu'il convient de conforter.

A cet égard, le passage au système M. 4 devrait nous permettre d'effectuer un saut très important, notre capacité (avec 4 S.N.I.E. et 18 fusées S.3 en ligne) étant susceptible d'atteindre plus de 60 millions de tués et autant de blessés.

Le niveau d'équivalence démographique (destruction assurée d'une population égale à la population de notre pays) serait alors atteint sinon dépassé, mais cela dans dix ans alors même que les capacités de neutralisation des vecteurs et des têtes auront sans doute progressé, tant il est vrai que la poursuite incessante des recherches par les deux très grandes puissances ne peut nous permettre, comme nous l'avons cru un temps, de considérer notre capacité nucléaire comme un acquis intangible.



Dessin de KONK

J'ai dialogué avec les soldats russes

UN DOCUMENT INEDIT SUR PRAGUE 1968

Entretien avec Julius TOMIN

Les partisans d'un système de défense basé sur la résistance non armée de tout un peuple ont analysé à maintes reprises l'expérience historique de Prague 1968 (voir notamment le numéro 33 d'ANV). Tous les témoignages et documents qui nous permettent de mieux comprendre ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie du 21 au 27 août 1968 sont précieux à nos yeux, jusque dans leurs aspects anecdotiques. Ayant eu l'occasion de rencontrer et d'interviewer un témoin et un acteur direct de ces événements déjà lointains, nous avons pensé utile de publier ce document, nouvelle contribution à la recherche sur les formes non-violentes de défense.

Julius Tomin est un philosophe tchèque qui vit aujourd'hui en exil à Oxford. Il a été expulsé de son pays en 1980 pour avoir tenté d'organiser une sorte d'« université » clandestine qui donnait à domicile des cours ouverts à tous. En 1981, ayant exprimé l'espoir que « les événements de Pologne donnent de la fierté aux travailleurs tchèques », il fut privé de sa nationalité tchèque.

Au cours de l'entretien, Julius Tomin mentionna qu'il avait été emprisonné à la fin des années 1950 pour objection de conscience au service militaire. Mais c'est sur les événements d'août 1968 que son témoignage est surtout précieux.

A.N.V. - Les événements de Prague en 1968 ont été analysés dans les mouvements de paix occidentaux comme un exemple de ce qu'un peuple peut faire quand il n'a pas d'armes pour résister à l'opresseur. Peut-être pourriez-vous commencer par un aperçu de ce qui s'est réellement passé ?

Julius Tomin. - Reportons-nous environ 13 ans en arrière. Je pense avoir la scène suffisamment présente à l'esprit pour pouvoir décrire mes impressions aussi précisément que possible.

Ma femme et moi avions l'habitude de nous coucher très tard. Le matin, ma femme a été réveil-

lée par le coup de fil d'un de ses amis lui apprenant que les Russes occupaient le pays. Nous nous sommes levés et avons vu le ciel plein d'avions. Nous avons mis la radio. C'étaient des présentateurs tchèques (qui étaient devenus profondément aimés des gens, de nous tous, tout au long du Printemps de Prague). Ils annonçaient l'occupation avec force et émotion, mais en même temps dans des termes retenus. Ma première idée fut que cette nation qui était la nôtre était incapable de se rassembler pour résister à quoi que ce soit ; si nous laissions tomber ces courageux présentateurs, ils le paieraient de leur vie. Ils étaient vraiment dans une mauvaise position. Je me suis senti très mal à l'aise. Nous sommes alors descendus dans la rue : à notre grande surprise, Prague n'était pas déserte. Il est vrai que là où nous habitions se trouvait une vaste zone, occupée par de nombreux monuments, près desquels on avait coutume de voir des parades militaires (c'est d'ailleurs là que se tient le défilé du 1^{er} mai). Cette zone centrale de la ville était devenue pour ainsi dire, le terminal aérien soviétique ! De gros hélicoptères y atterrissaient et y déposaient tanks et soldats. Je savais que ce terrain était plein de ces hélicoptères et que nous ne pouvions pas y pénétrer. Il était entièrement encerclé par des soldats russes. En même temps, des camions tchèques commencèrent à parcourir les rues et une sorte de manifestation spontanée débutea. Comme les rues étaient remplies de drapeaux (nous attendions pour bientôt la visite du Président Tito) tout semblait prêt pour une grande parade.

Mon fils (qui avait alors 5 ans) et moi sommes montés dans un camion qui se dirigeait vers le terminal aérien soviétique ; mais ça devenait de plus en plus sinistre : il y avait de plus en plus de soldats soviétiques dans les rues. Puis la rumeur courut qu'il y avait des victimes devant le bâtiment du « conseil » et les camions firent demi-tour avant d'atteindre l'aéroport.

A.N.V. - Comment se comportaient les gens ? Criaient-ils ? Etaient-ils silencieux ?

J.T. - Au début, je pense que nous avons crié quelque chose comme : « Chez vous, les Russes ! ».

Quelque chose comme ça en Russe et en Tchèque. Les camions sont revenus et je me suis joint à ce convoi avec un tas d'autres gens.

J'ai raconté à mon fils comment, en 1945, quand les soldats russes sont entrés dans Prague, mon père m'avait placé sur un tank, il m'avait appris le Russe et je déclamais de la poésie russe. Mon fils m'a demandé de faire pareil : de le mettre sur un tank russe ! Tout incongru que cela me parut dans une telle situation, je dis « d'accord, pourquoi pas ? » Je l'installai donc sur un tank russe. Un officier russe s'est immédiatement rué sur nous et dit qu'il devait immédiatement en descendre. Je dis donc : « Ah oui, je vois, ce petit garçon de 5 ans a gravement endommagé votre tank, pas vrai ? Mais qui vous a invités à venir ? Que faites-vous ici ? » J'étais vraiment très en colère. Cinq minutes après environ, cet officier a donné au tank l'ordre de se retirer. Evidemment, avec une perspective historique, c'est purement dérisoire : une retraite de 30 mètres ! Mais pour moi elle était bel et bien réelle. Je trouvais fascinant le comportement de cet officier après 5 ou 10 minutes de mes paroles enflammées. Il était clair qu'il ne pouvait que se résoudre à donner l'ordre de se retirer.

Un jeune homme essayait de photographier tout ça et il a bien pris quelques photos. Les soldats russes voulaient confisquer son appareil mais des Tchèques se sont interposés. Les soldats russes ont essayé de l'attraper mais il se trouvait toujours des gens pour se mettre en travers pour le protéger : il a donc fini par s'enfuir.

A.N.V. - Tout cela s'est passé de manière spontanée ?

J.T. - Oui, absolument ; sans préparation ni quoi que ce soit. Je pense que la seule bonne préparation, la seule préparation de qualité a été le Printemps de Prague lui-même, l'ambiance qu'il avait créée dans le peuple.

L'après-midi, nous sommes retournés chez nous avec ma femme et avons confectionné des badges et des affiches en Russe. Puis nous sommes

redescendus dans la rue. Nous habitions dans le voisinage du Ministère de l'Intérieur et des habitations des députés et des hauts dignitaires. Cette zone-là était bien gardée par les Russes. Je pris donc une seule affiche en Russe : je voulais la poser sur la maison en face du Ministère. Un officier russe se précipita sur moi, m'arracha l'affiche et donna l'ordre de m'arrêter. Pas un seul soldat ne bougea. Le plus intéressant, c'est que lui-même ne fit pas un geste pour m'arrêter. Plusieurs fois il ordonna aux soldats de m'arrêter ; sans résultats. Nous nous sommes éloignés sans nous presser.

A.N.V. - Très intéressant. Comment expliquez-vous leur attitude ?

J.T. - Je n'essaie pas de l'expliquer. Pourquoi le faudrait-il ? Je pense que cette anecdote reflète bien la situation dans laquelle se trouvaient les soldats russes et leurs sentiments sur la situation. Voyez-vous, je me limite à la description de cette situation. L'important, c'est que l'officier a donné des ordres directs, que les soldats n'ont pas bougé et lui non plus. Il s'est contenté d'arracher mes affiches.

Le matin, bien sûr, il fut très difficile d'acheter à manger, parce qu'il y avait de longues queues : il me semblait que les gens, inconsciemment ou irrationnellement, attendaient quelque chose. Ils s'attendaient à des ennuis ou peut-être à la guerre. Leur première réaction était d'acheter de la nourriture.

A.N.V. - Et vous, vous attendiez-vous à la guerre ?

J.T. - Non.

A.N.V. - Vous saviez que l'armée tchèque ne se battrait pas ?

J.T. - Comment l'aurait-elle pu ? C'est absurde. Si elle l'avait fait, ça n'aurait même pas été une guerre. Il n'en était pas question : nous n'avons jamais eu d'armée indépendante. Pour pouvoir résister un tant soit peu, il faut avoir un commandement

militaire qui puisse commander. Or tout commandement d'une armée du Pacte de Varsovie est inclus dans les structures du Pacte de Varsovie ! Toute tentative pour élaborer ou mettre sur pied une stratégie de défense n'aurait fait qu'avancer la date de l'intervention soviétique. L'idée d'une guerre de résistance était donc pure aberration. Elle était impossible et je savais fort bien que l'Occident n'interviendrait absolument pas.

Le matin, vers 5 heures, je sortis acheter du lait et du pain. Les rues étaient complètement désertes. Seule, devant le Ministère de l'Intérieur, se tenait une rangée de gardes russes. En colère, je m'approchai d'eux, et demandai à chacun d'entre eux (en me tenant à chaque fois à une distance d'un ou deux pas) s'il se plaisait à Prague. Ils ne répondirent pas. Je passai donc de l'un à l'autre, et l'un me répondit : « je m'y trouve bien ». Je lui dis que nous étions tristes, lui demandai leurs raisons, etc. Puis je suis allé faire mes courses.

L'après-midi, nous avons pu confier notre fils à sa grand-mère. Seuls, nous sommes allés sur un pont où des tracts avaient été collés par la « société des amis tchéco-soviétiques ». Ils étaient écrits en Russe et expliquaient notre position. Des gens ont voulu en donner à une imposante patrouille russe qui se trouvait à une extrémité du pont. Mais les soldats répondirent qu'ils ne savaient pas lire. C'est ce qui a fait dire par la suite que les troupes russes étaient analphabètes. A mon avis, cette rumeur fut le début de la tragédie. On s'est mis à parler des Russes avec des mots tels que « Asiatiques », « Barbares », etc. avec des connotations racistes, une haine méprisante... Je pense que c'est là que prend racine notre reddition morale. Je pense que cette haine méprisante envers les Russes, qui a lentement commencé à apparaître et à se révéler dans des expressions telles que : « les soldats russes ne savent même pas lire ! » est complètement idiote. Un grand nombre de rumeurs ont pris naissance à cause de gens qui n'y comprenaient rien. A mon avis, ce fut le début de notre affaiblissement.

Il me semble qu'une résistance non-violente ne peut aboutir que si c'est la résistance issue de la force, non du mépris. La base même de la force

non-violente, c'est de voir les choses avec lucidité et non pas de se créer des clichés puérils. Les sentiments de mépris ou de haine peuvent apparaître comme des bases solides pour une résistance mais, en réalité, ils sont une faiblesse.

Donc, quand nous avons vu ça, ma femme et moi, nous avons dit : « d'accord, vous ne savez pas lire, nous allons donc vous le lire ». Aussi avons-nous lu le tract à haute voix. Un officier a ordonné aux soldats de mettre la baïonnette au canon et de nous refouler à cinquante pas. Nous sommes restés sur place, immobiles ; les soldats russes se sont approchés avec leurs baïonnettes et comme ma femme se trouvait dix centimètres devant nous, ils se sont arrêtés, leur baïonnette sur son ventre et n'ont plus bougé. Nous non plus. Nous avons donc continué à leur parler pendant une trentaine de minutes, puis nous sommes partis.

Puis ma femme fut requise par ses fonctions : elle était interprète du premier adjoint. J'étais donc seul dans la rue. Un tank russe arriva. Ce fut la seule occasion où j'ai vu rire et chanter des soldats russes. Je leur lançai donc : « De quel droit chantez-vous, criez-vous et riez-vous ici à Prague ? ». Le soldat qui se trouvait dans la tourelle pointa la mitrailleuse sur moi. Je sautai dans un coin. Ils se mirent à rire. Cela me rendit furieux et je me mis à les invectiver, à leur demander ce qu'ils faisaient... et tout le reste. Ils s'arrêtèrent de rire immédiatement. (Ce fut la première et dernière fois que je vis rire des soldats russes).

L'ordre de ne pas parler aux Russes fut une erreur.

Vers le 4^e ou 5^e jour, la radio commença à dire aux gens qu'ils ne devaient pas parler aux soldats russes, que c'était dangereux, que les Russes en étaient indignes et que les discussions n'aboutissaient à rien. Je ne comprenais pas pourquoi. Cela a été, me semble-t-il, une très grave erreur. Cet ordre de ne pas parler aux soldats russes fut le point de départ visible de notre retraite, un grave défaut dans l'analyse de la situation. Je me rappelle être allé à l'une des places de Prague où un tank russe était entouré de Tchèques. Ce n'était pas nouveau ; on

voyait ça un peu partout mais, là, la situation était différente : les soldats russes avaient des tracts expliquant qu'ils étaient venus pour aider à combattre la contre-révolution. Ils se trouvaient là au nom de la solidarité internationale ! Evidemment, les gens ne voulaient pas prendre les tracts. Je me suis avancé et leur ai demandé pourquoi. J'ai pris un tract et me suis mis à lire la première phrase qui parlait de contre-révolution. Je demandai au soldat qui me l'avait donné : « As-tu vu une contre-révolution en Tchécoslovaquie ? Tu as traversé beaucoup de villages dans ton tank, n'est-ce pas ? Où as-tu vu une contre-révolution ? » Il répondit : « Oui, des gens ont jeté des pierres sur nos tanks ». « Ah oui ? dis-je, ça a dû être terrible : ton tank, un tank russe attaqué à coup de pierres par des enfants, oui, ça a dû vraiment être terrible ! Et c'était une raison pour venir ? Vraiment ? Est-ce que nous vous lancions des pierres quand vous nous trouviez hors de Tchécoslovaquie ? Pourquoi êtes-vous entrés ? Sais-tu ce qu'est une contre-révolution ? As-tu jamais appris ce que veut dire ce mot ? Tu aurais vu des Tchèques se battre contre des Tchèques. As-tu vu des Tchèques lancer des pierres sur d'autres Tchèques ? Quand les gens ont lancé des pierres sur vos tanks, c'était leur droit le plus fondamental ! C'était une défense symbolique et non une contre-révolution. »

A ce moment-là, l'officier russe commandant cette compagnie commença à « sentir » qu'il se passait quelque chose de pas très favorable et il donna l'ordre d'arrêter la discussion et de regagner les tanks. Mais les soldats ne l'écouterent pas : ils voulaient continuer de parler avec nous. Au même moment, j'entendis des Tchèques derrière moi qui avaient entendu à la radio le conseil de ne pas parler aux Russes. Ils commençaient à me tirer par le manteau et à me dire : « Arrête de parler avec eux, ce sont des Asiatiques ». Ils ne comprenaient pas l'utilité de parler à un soldat russe. Mais vous voyez la situation dans laquelle se trouvait le soldat qui me parlait : il risquait probablement sa vie ! Il fut peut-être de ceux qui ne sont jamais retournés chez eux et qui ont fini dans un camp en Sibérie. Ce soldat russe risquait tout, uniquement pour écouter une explication de la situation en Tchécos-



Photo extraite de « A mains nues », éd. Stock.

lovaquie, pour entendre toutes les critiques cinglantes que j'exprimais et en même temps, les Tchèques qui m'entouraient me conseillaient de m'arrêter parce que ces gens ne valaient rien! A mon avis, cette situation marque exactement le début de notre échec.

A.N.V. - Une autre interprétation de l'ordre de ne pas parler aux Russes était que des photos montrant ensemble des Tchèques et des soldats

russes servaient à la propagande de Moscou affirmant que les soldats russes étaient bien accueillis à Prague.

J.T. - Les gens qui donnaient ces explications étaient vraiment aveugles! Les Russes pouvaient de toutes façons (je ne sais pas cependant s'ils l'ont fait) habiller des soldats russes avec des vêtements civils et les faire passer pour des Tchèques sur une photo de propagande. Mais regardez n'importe

quelle photo réelle et essayez d'y lire une rencontre « fraternelle » : c'est complètement impossible. On voit très bien sur les visages que c'est d'un affrontement non-violent qu'il s'agit.

A.N.V. - *Pensez-vous que, si les chefs de la résistance tchèque avaient eu auparavant quelque connaissance de la non-violence, ils auraient évité une si grave erreur ?*

J.T. - Je ne pense pas... je ne sais pas.

A.N.V. - *S'ils avaient étudié les campagnes de Gandhi ?*

J.T. - Eh bien, si la non-violence avait été profondément enracinée en mes compatriotes, je veux dire une non-violence appuyée sur des bases spirituelles, alors bien sûr, ils n'auraient pas commis cette erreur. Mais je ne sais pas s'il y a un entraînement particulier à la non-violence. J'estime qu'on doit la vivre non pas comme quelque chose qui s'apprend (comme un métier ou un apprentissage) ; il me semble qu'on doit y pénétrer comme dans sa propre vie.

Quand j'ai posé mon affiche devant les tanks...

A.N.V. - *Pourriez-vous nous citer d'autres exemples de contacts avec les Russes ?*

J.T. - Quand on regarde les photos de cette époque-là, on voit que Prague était recouverte de toutes sortes d'affiches exprimant la résistance par des écrits. Ces affiches étaient toujours arrachées par des soldats russes pendant la nuit, mais au matin elles étaient remplacées par de nouvelles. Dans l'une des rues principales de Prague, il y avait une sorte de magasin, organisé spontanément par les étudiants, où les gens pouvaient se procurer du papier et tout ce qu'il faut pour confectionner des affiches. Un jour, j'ai pris un papier et j'ai écrit un texte que j'ai traduit en Russe et mis en vers ; le contenu en était le suivant : « Soldats de l'armée d'occupation, essayez un peu de comprendre pourquoi nous avons accueilli vos pères avec des fleurs, avec amour, et pourquoi aujourd'hui vous ne trouvez

pas un seul Tchèque qui veuille s'approcher de vous amicalement ; pire encore, vous ne trouveriez personne pour vous donner un morceau de pain ou un verre d'eau ». Je pris cette affiche et me rendis sur la place de la vieille ville. En son milieu, se dresse le monument de Jean Huss. Des blindés russes l'entouraient et il y avait là plusieurs milliers de soldats et d'officiers russes. Ce monument fait face au vieil Hôtel de Ville et je voulais placarder cette affiche au mur du vieil Hôtel de Ville face aux blindés. Pendant que je tentais de la poser, je fus immédiatement entouré par des Tchèques formant un mur humain pour me cacher des Russes. Après l'avoir mise, j'apris qu'un soldat russe avait voulu venir voir ce qui se passait mais avait été rappelé par un officier. Cela me mit en colère et je commençai à lire le texte de l'affiche à haute voix pour être entendu de toute la place. A la fin je me retournai et vis qu'il ne restait plus aucun Tchèque ! En une seconde, je fus encerclé par des soldats russes qui m'emmenèrent à l'intérieur du cercle de tanks et me tabassèrent ; ils me cassèrent mes lunettes. Puis ils me placèrent, le visage contre un tank, un soldat derrière moi avec un fusil. Arriva alors un officier russe qui demanda ce qui se passait. Je lui dis qu'on m'avait tabassé et qu'on ne voulait même pas me laisser m'asseoir. A ce moment, l'officier qui avait supervisé le passage à tabac cria à l'officier qui venait d'arriver qu'il ne devrait pas oser me parler, que personne ne devrait me parler, qu'il fallait me remettre aux mains de la police secrète russe. Mais ce nouvel officier lui demanda sèchement s'il était l'officier de service. Sur sa réponse négative, il rétorqua : « alors, ferme-là et fiche le camp » et il me fit asseoir. Je m'assis donc et il me demanda d'expliquer la situation.

Cet officier, je ne sais pas s'il a survécu...

Je n'arrivais pas très bien à m'exprimer parce que je dois dire que j'avais la gorge complètement sèche. Il ordonna donc à un soldat de m'apporter de l'eau. Je refusai de la boire. Il pensa probablement que je la croyais empoisonnée. Aussi donna-t-il au soldat l'ordre d'en boire. Je lui dis alors que je ne craignais pas qu'elle fût empoisonnée mais que

je ne voulais tout simplement pas parler avec lui dans les conditions de conflit qu'il avait créées, et que je ne recevais d'ordres d'aucune sorte. Il me présenta ses excuses pour mon passage à tabac, puis, d'une voix amicale, me demanda d'expliquer ce qui s'était passé. Je lui rapportai donc l'histoire du texte que j'avais lu et pourquoi je l'avais fait. « Quand vous m'entendez parler russe, vous devez vous rendre compte que je n'ai pas appris votre langue simplement à l'école. J'ai appris le Russe parce que je l'aimais. J'ai commencé à l'apprendre quand je n'étais qu'un petit garçon, pendant les quatre ans de l'occupation nazie. Pourtant mon père savait très bien que si cela se savait, il serait lui-même en grand danger. Je suis donc très profondément attaché à la langue russe. Et voilà que vous annihilez pratiquement, à chaque minute où vous restez ici, tout mon attachement à la culture russe. Je sais simplement que je n'ai qu'une façon de conserver cet attachement: c'est de m'opposer à votre présence ici par tous les moyens possibles. »

A ce moment-là, un soldat russe commença à me demander en criant comment je pouvais dire des choses pareilles. Je me contentai de le regarder et de lui dire: « Comment oses-tu parler sans la permission de ton officier ? » L'officier lui cria de se taire. C'était pour ainsi dire un pas vers la liberté. Je leur parlai alors pendant longtemps; je ne me rappelle que quelques bribes de notre conversation. Un moment important fut quand j'expliquais comment ma femme et moi, pour notre premier voyage en territoire étranger, nous nous étions rendus en RDA en 1964, en auto-stop. A Dresde, nous avions vu des soldats allemands (alors que tout était encore en ruines) et nous nous étions sentis profondément accablés. Puis nous avions vu un groupe de soldats russes en train de rire sur une place et en avions été profondément soulagés. Cela nous avait surpris de constater quelle force avait pour nous ce symbole: des soldats russes en Allemagne. Mais je lui dis qu'après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les Russes, je ne pourrai jamais plus regarder un soldat russe en uniforme avec des sentiments de soulagement et de plaisir. L'officier tenta de défendre les Russes et de nous attaquer. Il me demanda si, à mon avis, c'était bien que

des jeunes gens et des jeunes filles arrivent avec de la bière et des victuailles et s'asseyent autour des soldats pour manger, boire et s'embrasser, tout ça pour provoquer les soldats qui n'avaient pratiquement rien à manger, sans parler de la bière... Je convins que c'était là une cruelle façon de les taquiner, mais je lui demandai de réaliser que ce n'était rien à côté de ce qu'eux, Russes, étaient en train de faire: chaque minute qu'ils passaient en Tchécoslovaquie constituait un crime. Il me dit alors que les maisons autour de la place étaient le centre de la contre-révolution et qu'il s'y trouvait des armes cachées. Il voulait que j'aille avec lui pour voir de mes propres yeux; mais je savais que moins j'en voyais et moins j'en savais, mieux ça serait: je refusai donc. Aussi donna-t-il l'ordre à ses soldats d'aller me chercher deux mines comme « preuve » de la contre-révolution. Je lui rétorquai qu'il pouvait peut-être persuader ses soldats comme ça, mais il devait bien savoir qu'il ne pourrait jamais me persuader de cette façon.

Il y avait une douzaine de soldats présents pendant toute la conversation. Ils étaient absolument fascinés par la situation. Un soldat, qui était de garde debout, l'arme au poing, s'endormit et son fusil tomba. Vous pouvez imaginer dans quel état d'exténuation il devait se trouver pour s'endormir dans de telles circonstances. L'officier se contenta de l'engueuler, sans le punir. Si vous avez quelques notions de discipline militaire, vous devez reconnaître qu'ils devaient être terriblement éprouvés pour qu'une pareille chose se produise.

Vers la fin, je lui ai suggéré d'essayer de juger la situation d'un point de vue purement militaire: ayant lui-même certainement fait la Deuxième Guerre mondiale en tant que soldat, il devait bien se rendre compte que jamais des soldats russes n'avaient eu le moral aussi bas qu'en ce moment. Et il devait savoir que pour un militaire, mettre une armée dans un tel état moral, c'était une faute grave. Savait-il comment et pourquoi c'était arrivé? Simplement parce que les soldats s'attendaient à une situation complètement différente; s'il y réfléchissait bien, il verrait que ses supérieurs avaient reçu une information complètement erronée sur la situation en

Tchécoslovaquie; et que, quand il retournerait en Russie, il lui faudrait démasquer les informateurs trompeurs. Il dit que, de retour en Russie, il aurait envie de saisir les informateurs à la gorge et de les étrangler! Evidemment, rien de cela n'arriverait jamais. D'ailleurs, cet officier n'a peut-être pas survécu longtemps. Mais à ce moment là, il était clair qu'il ne parlait pas en son nom propre, mais qu'il exprimait quelque chose que ressentaient beaucoup de soldats et d'officiers.

J'ai alors senti qu'il était temps de rentrer chez moi: je lui dis donc que ma femme allait se faire du souci, se demander où j'étais et qu'il fallait absolument que je rentre. Il me demanda simplement ma carte d'identité pour relever mon nom et me dit de ne pas chercher à m'enfuir; si j'essayais de m'enfuir, la police secrète russe me retrouverait n'importe où au monde. Puis il me laissa partir.

Ils étaient vraiment démoralisés

A.N.V. - Vous avez dit que l'officier n'avait peut-être pas survécu. Que pensez-vous qu'il lui soit arrivé?

J.T. - Vous connaissez les blagues qui circulent: « Kolya rentre de Tchécoslovaquie, il se fait accueillir en héros: « Alors, Kolya, tu as vu la contre-révolution à Prague? » — « Bien sûr que j'ai vu la contre-révolution, répond-il, nous l'avons combattue, c'était une contre-révolution terrible. » Puis on lui demande où se trouve Mitsya (un autre du village): « Mitsya? répond-il, je ne sais pas, il n'est pas revenu. » On lui demande alors: « Que lui est-il arrivé, pourquoi n'est-il pas revenu? » Et lui de répondre: « Sans doute qu'il n'a pas vu la contre-révolution. »

A.N.V. - Pensez-vous qu'un grand nombre d'officiers et de soldats ont été envoyés en Sibérie?

J.T. Je ne sais vraiment pas: on ne peut que faire des suppositions. Toutes sortes de rumeurs se répandent. Dans quelle mesure sont-elles fondées? Je n'en sais rien.

A.N.V. - L'information a circulé selon laquelle certaines unités avaient été retirées après deux jours seulement parce qu'elles étaient entièrement démoralisées.

J.T. - Je ne peux pas dire si c'est vrai ou non; mais j'ai vu en effet qu'ils étaient entièrement démoralisés.

A.N.V. - Si les Tchèques avaient continué à parler avec les Russes au lieu de suivre l'ordre de ne pas leur parler, la situation aurait-elle pu évoluer différemment?

J.T. - C'est difficile à dire. A cette époque-là, j'avais la ferme conviction que nous pouvions chasser l'armée russe.

A.N.V. - Juste en parlant avec les soldats?

J.T. - Non, pas uniquement. Mais il était évident que les soldats russes n'auraient pas pu y résister longtemps. Aucun être humain n'aurait pu. On avait le sentiment qu'on les détruisait, tout en restant en sécurité. J'ai parlé par exemple avec un soldat russe qui essayait de m'expliquer qu'ils étaient juste venus pour « aider » ... je lui ai dit qu'on leur avait mis ça en tête mais que ça n'était pas vrai; si un officier russe disait à un soldat russe que là, en haut de l'arbre, il y avait un chien contre-révolutionnaire, le soldat serait du même avis; mais qu'avec moi, ça ne marcherait pas: nous avons appris à ne croire aucune propagande. Il répondit qu'il avait avalé cette propagande avec le lait maternel.

Nous leur avons donné l'occasion d'oublier leur uniforme

C'était sidérant de voir comme les Russes étaient fascinés: ils se trouvaient prêts à risquer leur vie rien que pour pouvoir mener une discussion, même si elle devait leur être fatale! Je suis donc absolument sûr que si nous avions persisté, les Russes auraient dû prendre des mesures pour éviter tout contact à leurs soldats. Ils ont d'ailleurs essayé mais c'était impossible. Comme je l'ai déjà souligné,

les soldats ont souvent reçu des ordres directs auxquels ils n'ont pas obéi, même devant leurs supérieurs et non pas en cachette. En dernier ressort, les Russes auraient dû retirer les soldats des rues, des villes, et finalement opérer une retraite. J'estime que ça aurait été vraiment l'idéal. Ça n'aurait pas changé la situation globale, mais ça aurait aidé. Nos dirigeants, revenant de Moscou complètement « ligotés », auraient trouvé une situation différente. Je crois que si l'on avait appris — et c'était tout à fait possible — à estimer les qualités humaines de ces soldats russes auxquels nous nous oppositions, une résistance très vive aurait pu se développer. C'était visible : pour moi, tout cela aurait pu s'intégrer à une résistance non-violente. Mais ce fut gâché dès l'instant où l'on a cessé de considérer les Russes comme des êtres humains ; dès l'instant où cette considération a été remplacée par toutes les bêtises du style « des Asiatiques », « des barbares », « ça ne sert à rien de discuter », « ils ne savent pas lire », etc.

Je pense très sérieusement que la résistance non-violente peut être et peut devenir dans l'avenir un moyen très efficace. Par exemple, j'ai eu la ferme conviction, à cette époque-là, que les Russes ne pourraient pas se permettre de rester indéfiniment en Tchécoslovaquie, de même qu'ils ne pourraient pas, un jour, se permettre de prendre l'Europe de l'Ouest. L'Europe de l'Ouest résisterait au moins aussi bien que nous et le pouvoir soviétique n'y survivrait pas. Je suis tout à fait convaincu qu'il n'y a absolument aucun danger que les Russes aient jamais l'idée d'occuper l'Europe de l'Ouest. Ils pourraient occuper le Pakistan, peut-être la Chine mais pas l'Europe de l'Ouest. Ils savent que cela les détruirait de l'intérieur.

Il me semble que la véritable non-violence doit reposer sur des bases spirituelles ; elle requiert une disposition d'esprit qui nous pousse à connaître, à apprendre, à garder les yeux ouverts sans être aveuglés par aucun cliché d'aucune sorte. Le fondement même de la non-violence est de voir dans l'adversaire un être humain et de jouer là-dessus. A cette époque, on sentait vraiment que, si l'on avait le culot de faire un travail non-violent, on

pouvait presque littéralement dépouiller les soldats russes de leur uniforme et les changer en êtres humains, à leur grande surprise. C'est pourquoi ils étaient si fascinés par ça, parce que quelque chose leur arrivait : nous leur avons fourni une chance réelle de vivre le miracle des mots humains et des rencontres humaines qui l'emportaient sur les tanks, les uniformes et la discipline militaire. Nous leur avons donné l'occasion d'être humains et de transcender tout le fatras militaire, ce qu'aucun soldat ni officier russe n'aurait jamais cru possible : « oublier son uniforme » et violer toute discipline militaire en étant tout simplement humain.

La non-violence pourrait être une force extraordinaire

A.N.V. - Au cours de cette résistance non-violente, étiez-vous conscient qu'il existait un lien entre ce que vous faisiez et l'intérêt que vous aviez porté à Tolstoï et Gandhi dans votre jeunesse ?

J.T. - Je ne pense pas avoir essayé le moins du monde de faire étalage de non-violence... Je n'ai jamais cherché à me demander ce que la non-violence devait me faire faire ; mais je suis tout à fait certain que je n'aurais pas agi comme je l'ai fait si je n'avais vécu si intensément la non-violence dix ou douze ans auparavant. Elle fait tellement partie de mon existence que je pourrais agir grâce à elle sans aucun mobile. L'expérience non-violente, pour ainsi dire, me poussait de l'arrière sans que j'aie à me demander ce que la non-violence commande dans telle ou telle situation.

A.N.V. - Quand vous étiez objecteur de conscience à la fin des années 50, étiez-vous seul ou y en avait-il d'autres comme vous ?

J.T. - J'étais absolument seul. Je ne sais pas s'il y en avait d'autres, mais je suis resté délibérément isolé parce que, selon mes principes, je devais d'abord en faire l'expérience moi-même avant de pouvoir demander à d'autres de se joindre à moi. Puis en prison, j'ai commencé à étudier le marxisme.

Je me posais la question essentielle : « Oui ou non, pouvais-je aller rejoindre les travailleurs qui vivaient dans des endroits sordides, dans des conditions répugnantes, tout imbu que j'étais des idées de Tolstoï et de Gandhi, et prétendre améliorer leur situation par la non-violence ? » Je me dis que non. Pourtant en prison, j'ai vécu bien des situations où ma non-violence accomplissait des miracles incroyables pour de petites choses. Mais j'ai renoncé à croire que la non-violence était la panacée pour chaque situation. Cette attitude m'est restée, me semble-t-il. En fait, dans toute situation concrète, bon gré mal gré, je puise dans les ressources que m'a sûrement apportées la théorie non-violente et j'essaye de la mettre en pratique. Mais je ne considère jamais la non-violence comme le miracle absolu pour tout.

A.N.V. - Avez-vous eu connaissance d'autres objecteurs de conscience dans les années 60 ou 70 ?

J.T. - Il y avait bien des témoins de Jéhovah mais ce n'est pas de la non-violence... Non, je ne connais personne qui pratiquerait la non-violence en s'appuyant sur sa théorie telle qu'elle a été développée par Tolstoï, Gandhi, etc. Je ne connais pas d'autre cas.

A.N.V. - Savez-vous qu'en Occident, certains mouvements non-violents relient les techniques qu'employait Gandhi en Inde à ce que vous avez fait en Tchécoslovaquie en 68 ?

J.T. - Oui, mais chez nous, c'était très spontané, sans arrière fond théorique.

A.N.V. - Ça pourrait ouvrir des perspectives pour le futur, peut-être si quelque chose de plus réfléchi était élaboré, reliant les techniques gandhiennes à l'expérience historique de votre peuple.

J.T. - Oui, mais je pense qu'il y a une condition préalable : on ne peut pas s'entraîner à devenir non-violent en vue, disons, d'une attaque militaire quelconque. Je n'y crois pas. Cependant, à cause de ce que signifie aujourd'hui une confrontation militaire, je suis profondément persuadé qu'une résistance non-violente présente de bien plus grandes possibilités que n'importe quelle résistance armée. J'estime que l'on peut se préparer à une résistance non-violente seulement si l'on considère la non-violence comme une force qui tente de faire face aux problèmes de la société dans son ensemble : il faudrait à la fois faire face au problème du chômage, par exemple, et susciter une sorte de mouvement spirituel. Avec l'extension du chômage, en particulier pour les jeunes, il est indispensable de trouver une voie dans laquelle ces derniers pourront découvrir un sens à leur vie. C'est là un problème crucial à résoudre : si l'on s'y attaquait tout en développant la compréhension de la non-violence, on aurait une force et un potentiel extraordinaires.

Propos recueillis par Christian Mellon,
le 23 juin 1981, à Londres.

Traduction A. et G. VESSE.

Sortir de la violence

par Jacques Sémelin

« *SORTIR DE LA VIOLENCE* », c'est le titre du livre de Jacques Sémelin que les Editions Ouvrières vont publier au cours du premier trimestre 1983. Dans cet essai de 250 pages, après avoir fait un examen critique des principales théories de l'agressivité et de la violence, J. Sémelin s'efforce de dégager la non-violence des

catégories morales et religieuses pour expliciter son fonctionnement à travers le regard des sciences humaines. Ainsi, il s'appuie notamment sur les travaux de Bruno Bettelheim, Hannah Arendt, Franco Fornari et René Girard. Il tente parallèlement de différencier les dynamiques de l'action non-violente selon que

celle-ci se développe au sein d'un régime démocratique ou au sein d'un régime totalitaire. Nous présentons ici les premières pages du troisième chapitre dans lesquelles Jacques Sémelin introduit l'analyse des fondements du combat non-violent.

Nous sommes responsables de la violence nucléaire ; et pourtant nous croyons que nous n'y sommes pour rien. Nous n'éprouvons aucune culpabilité particulière. Nous continuons notre petit bonhomme de chemin comme si de rien n'était. Certes, l'angoisse nous surprend parfois : nous sentons bien que nous vivons une situation démentielle ; la télévision est quand même là pour nous alerter sur les tensions qui agitent le monde. Mais nous préférons nous en remettre aux Grands ; eux savent, eux font ce qu'ils peuvent, eux s'efforcent d'éviter le pire. Nous croyons qu'il faut faire confiance à la maturité des chefs d'Etat. Mais si, un jour, l'un d'eux

venait à perdre la tête pour appuyer sur le bouton... Et s'il y avait un accident, si des missiles partaient tout seuls puisque cela a déjà failli arriver... Nous n'osons pas y penser. De toute façon, nous estimons que le problème nous dépasse, que nous ne pouvons rien y faire, alors que le danger nous menace personnellement. Car après tout, notre vie et notre mort sont en question, en suspens. Mais non, nous préférons nous taire. Nous restons silencieux comme la bombe dans ses silos, un peu comme ces citoyens allemands qui vivaient à côté des camps de la honte sans les voir. Marcherions-nous vers la mort nucléaire comme ces colonnes de dé-

portés résignés vers les chambres à gaz ? Si l holocauste nucléaire éclate, personne ne pourra dire : « Je ne savais pas ». Nous savions et nous n aurons rien fait.

Peut-être est-il déjà trop tard, peut-être pas. En vérité, qui peut le dire ? Pour écarter le péril, comme le souligne Fornari, il n'y a pas d'autres solutions que de commencer par **se sentir personnellement responsable du caractère dramatique de la situation présente, c'est-à-dire de la violence nucléaire**. Nous devons nous sentir coupables du crime nucléaire contre des millions d'individus vivant paisiblement à des milliers de kilomètres de distance. Dans un rapport présenté à l'Assemblée Nationale sur le budget des armées pour l'année 1981, il est explicitement écrit que les forces nucléaires de la France « seraient susceptibles de causer le décès de vingt millions d'individus » et que notre capacité meurtrière atteindra (bientôt) soixante millions de tués et autant de blessés (1). Vous, lecteur, en toute sincérité, acceptez-vous que votre sécurité personnelle repose sur la menace de mort de soixante millions d'hommes et de femmes ? Moi, franchement, je ne peux m'y résoudre. Je me sens coupable de soutenir la préparation d'un crime contre l'humanité. Le fait que d'autres en fassent autant ne change rien à l'affaire.

Nous ne voyons aucune raison d'assassiner le premier venu dans la rue ; mais envisager l'assassinat de soixante millions d'innocents ne nous empêche pas de dormir. Nous nous sentirions coupables de commettre un meurtre mais nous ne nous sentons pas coupables de préparer un génocide. « La culpabilité qui met en cause le crime individuel doit amener à mettre en cause le crime collectif », observe Fornari (2).

En fait c'est à une véritable **mutation de la conscience** que nous appelle le psychanalyste italien, à un « retour au sujet » confronté au problème

(1) Rapport de la Commission des Finances pour le budget 1981 des armées, Document n° 1976, annexe n° 56.

(2) F. Fornari, **Psychanalyse de la situation atomique**, op. cit., p. 223.

de la guerre. Car après avoir accusé l'Etat moderne, il conclut : « J'avoue n'avoir trouvé aucun destinataire à qui faire parvenir cette dénonciation si ce n'est à ma propre conscience et à mon propre inconscient, et ceux de chaque individu personnellement concerné » (3).

Il importe donc que le citoyen prenne possession d'un terrain qui lui a toujours été interdit : **celui de la défense**. La défense ne peut plus être le domaine réservé des princes de la politique et des professionnels de la guerre. Les problèmes de défense doivent devenir les problèmes de tout le monde. Il faut **déspecialiser** la défense (4). Cette invite s'adresse tout autant aux hommes qu'aux femmes, elles qui ont toujours été exclues de la chose militaire sauf pour servir de chairs à plaisir pour le « repos du guerrier » ou de main-d'œuvre bon marché pour faire tourner les usines à canons. La pensée militaire a toujours été une pensée masculine. La guerre est majoritairement une activité d'hommes, décidée par les hommes, faite par les hommes. Comment ne pas penser que le jour où les femmes se décideront à « envahir » le terrain militaire, la conception de la défense en sera profondément bouleversée ?

Les conditions historiques d'une telle révolution de la conscience populaire sur l'importance actuelle des problèmes de défense sont peut-être en train de naître sous nos yeux. Au-delà des procès politiques que l'on a pu faire aux récents mouvements de paix en Allemagne, Hollande, Italie, Angleterre et Belgique, comment ne pas reconnaître que leur démarche est fondamentalement **saine** lorsqu'ils dénoncent l'absurdité d'une course aux armements suicidaire ? Comment ne pas voir que les peuples manifestent ici, spontanément, un réflexe de survie collectif face à la folie des Etats ? Les mouvements d'opinion hostiles au surarmement nucléaire en Europe peuvent être salutaires pour enrayer l'engre-

(3) Ibid, p. 223-224.

(4) C'est l'objectif que poursuit le service de formation et de documentation, **Défense et Paix**, récemment créé à Paris : **Défense et Paix**, 23, rue Notre-Dame de Lorette, 75009 PARIS.

nage fatal et ainsi écarter les affres d'un génocide qui, cette fois-ci, viendrait frapper la plupart des populations du vieux continent. Ils sont la preuve d'une conscience nouvelle du citoyen face aux dangers d'une troisième guerre mondiale. Il faut espérer qu'ils ne soient pas des feux de paille. Leur force dépendra de leur capacité à combiner leur action forcément limitée avec la dénonciation de la violence d'où qu'elle vienne. Car, c'est bien le jeu réciproque et paranoïde des superpuissances qui nous entraîne aujourd'hui au bord du gouffre. La violence n'a pas de patrie ; elle n'est pas belle à l'Est qu'à l'Ouest. Son dessein est toujours le même : la mort. Et la mort est toujours la mort, qu'on la drape de l'étendard communiste ou de l'emblème capitaliste.

Le slogan « Plutôt rouges que morts », a tenté très maladroitement de traduire cette réalité. Mais son expression malheureuse a engendré bien des malentendus. En fait, il ne sous-entend aucune complaisance pour la servitude. Il exprime plutôt ce qu'affirme Akos Puskas, un homme peu suspect de pro-soviétisme : « Une humanité asservie peut encore se libérer, une humanité morte ne peut revivre » (5). Cela dit, pour sortir de ce dilemme, il s'agit de savoir si une alternative à la défense nucléaire est concevable ; une alternative qui soit précisément le moyen de mettre un terme à la course aux armements, et en même temps, une défense efficace contre une éventuelle agression, totalitaire ou non. C'est pourquoi la lutte contre la course aux armements ne doit pas être dissociée de la lutte contre le totalitarisme. A vrai dire, l'enjeu est encore plus global. L'avenir de l'humanité dépend de la réponse à cette question : est-il possible aujourd'hui de mettre en œuvre une **force de résistance au pouvoir exterminateur de l'homme**, qu'il soit engendré par la terrible logique du totalitarisme ou par l'effroyable perspective du péril nucléaire ?

(5) *Esprit*, juin 1981, p. 31-32.

VIOLENCE DU PERSECUTEUR ET COOPERATION DES VICTIMES.

Le problème de la persécution des Juifs.

Sur un tout autre plan, lorsque Fornari démontre que les citoyens sont responsables de la violence de l'Etat, il entend bien faire comprendre que l'Etat n'est pas **le seul fautif**, qu'il ne détient son pouvoir que de la coopération silencieuse du plus grand nombre à sa politique belliciste. On n'a peut-être pas mesuré toute la portée et toutes les conséquences d'une telle approche. Car la majorité des analyses politiques de la violence, et plus généralement du pouvoir, partent d'un point de vue radicalement inverse. Celles-ci mettent en avant, au contraire, que les dominés ne subissent la domination que par la seule volonté des dominants. En d'autres termes, on admet habituellement que la victime est toujours **passive** dans les mains du bourreau. Prétendre que les opprimés jouent un rôle **actif** dans leur sujétion, voilà qui n'est pas commun. Wilheim Reich l'avait déjà dit dans sa **Psychologie de masse du fascisme** ou dans **Ecoute, petit homme** (6) à la suite de Freud. Mais ce genre d'analyse demeure sacrilège et n'est pas rentré dans les esprits. Il semble toujours inadmissible que les hommes puissent participer à leur propre aliénation, voire même à leur propre destruction.

Ainsi Hannah Arendt a-t-elle fait jaillir un torrent d'indignation lorsqu'elle a prétendu que les Juifs avaient en quelque sorte participé à leur propre persécution pendant la seconde guerre mondiale. Dans son livre sur Eichmann, elle rapporte le trouble significatif qui s'empara du Tribunal quand on demanda aux juges pourquoi certains ouvrages historiques n'avaient pas été versés au procès, tel celui de H.G. Adler (7). « Le Procureur, assez gêné, reconnut que c'était là un ouvrage "authentique basé sur des sources irréfutables" ». Pourquoi alors

(6) W. Reich, **Psychologie de masse du fascisme**, Ed. Payot, **Ecoute petit homme**, Ed. Payot.

(7) H.G. Adler, **Theresienstadt 1941-1945**, Tubingen, 1955.

cette omission ? H. Arendt fait le commentaire suivant : « Ce livre explique en détail comment les « listes de transport », objets de tant de crainte, étaient rédigées par le Conseil juif de Theresienstadt suivant les directives générales des S.S. qui, eux, stipulaient combien devaient être transportés, leur âge, leur sexe, leur profession, leur pays d'origine. Or, le procureur se serait trouvé en mauvaise posture s'il avait dû avouer que les noms des individus qu'on envoyait à la mort, étaient, à quelques exceptions près, choisis par l'administration juive » (8). Faisant donc le travail que le tribunal de Jérusalem n'a pas osé mener à bien, H. Arendt, qui est juive elle-même, rend compte, preuves à l'appui, de l'importance qu'accordaient les nazis à entretenir de bons rapports avec les autorités juives des pays occupés. C'était même une pierre angulaire de leur politique d'extermination, comme le reconnut Eichmann à plusieurs reprises au cours de ses interrogatoires. « Nous étions constamment en contact avec les responsables juifs. Il fallait, bien sûr, mettre les gants avec eux. On ne leur donnait pas d'ordres. On ne leur disait pas : 'vous devez, vous êtes obligés de... etc' pour la simple raison que cela n'aurait pas avancé les choses. Si l'intéressé n'aime pas ce qu'il a à faire, alors son travail en souffre... Nous avons fait de notre mieux pour rendre les choses... appétissantes en quelque sorte » (9). Et au grand étonnement des nazis, la « solution finale » de leur politique juive se mit en place avec une déconcertante facilité. « Il n'y a aucun doute, écrit R. Pendorf ; sans la coopération des victimes, ces quelque milliers de personnes, dont la plupart travaillaient dans les bureaux, n'auraient jamais pu liquider des centaines de milliers d'autres personnes » (10).

De fait, les responsables juifs n'ont généralement pas cherché à s'opposer aux directives de l'occupant. « Partout où il y avait des juifs, conclut H. Arendt, il y avait des responsables juifs, reconnus comme tels, et ces responsables, à de très

rares exceptions près, collaborèrent, d'une façon ou d'une autre, avec les nazis. Toute la vérité, c'est que, si le peuple juif avait été désorganisé et sans chefs, le chaos aurait régné, et beaucoup de misère aussi, mais le nombre des victimes n'aurait pas atteint quatre à six millions (selon les calculs de Freudiger, cinquante pour cent des Juifs auraient pu se sauver s'ils n'avaient pas suivi les instructions des Conseils juifs. Ce chiffre est évidemment approximatif) » (11).

Il serait évidemment absurde et scandaleux de prétendre que le peuple juif est l'artisan de son propre génocide. Quand un persécuteur veut se disculper de sa propre violence, il dit toujours que c'est la « faute » de ses victimes. Les nazis sont les premiers responsables de l'holocauste juif qu'ils ont pensé, planifié, organisé. Cependant, la non-résistance à leur politique juive tient aussi à la passivité des populations européennes non-juives qui se sont tués ou qui ont cautionné la propagande allemande, le marasme économique de l'Allemagne d'après sa défaite de 1918 a favorisé l'émergence et la propagation d'une idéologie xénophobe et délinante tendant à faire des Juifs les boucs-émissaires de la crise dont Hitler se fit l'ardent propagandiste. C'est un ensemble de facteurs qui explique la montée de la violence anti-juive. Mais l'un d'entre eux, à en croire Hannah Arendt, est aussi l'attitude généralement complice des autorités juives incitant la masse de leurs membres à adopter une conduite équivoque sinon soumise.

Comment l'expliquer ? Celle-ci résulte tout d'abord d'un stratagème machiavélique élaboré par les nazis : faire participer les victimes à leur propre autodestruction. Partout en Europe, les nazis se sont efforcés de créer des « organisations de bienfaisance » animées par des notables juifs qui, sous couvert de porter assistance aux Juifs, permettaient en réalité de mieux les contrôler pour, ensuite, les arrêter. Ce fut le Judenrat (Conseil Juif) de Varsovie, dont le premier président Adam Czerniakow

(8) H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, op. cit., p. 136.

(9) Ibid., p. 140.

(10) Cité par H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, op. cit., p. 133.

(11) H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, op. cit., p. 141.

se suicida le 23 juillet 1942 lorsqu'il comprit que ce Conseil était un instrument de la machine exterminatrice ; ce fut le Joodshe Raad de Hollande et l'Association des Juifs de Belgique. En France, après de longues négociations où intervinrent aussi bien les dirigeants juifs que les nazis, ce fut l'Union Générale des Israélites de France (UGIF), créée en 1941, et à laquelle Maurice Rajsfsus a consacré un livre. M. Rajsfsus, dont les parents sont morts à Auschwitz, ne suspecte pas la bonne foi des notables juifs français. Il ne les accuse pas d'intention destructrice : il leur reproche d'avoir cru qu'il était possible, en face d'un régime totalitaire, de jouer la politique du moindre mal. « Pratiquement, rien des événements tragiques qui vont se dérouler n'est ignoré des dirigeants de l'UGIF, écrit-il, mais ils jouent le jeu, estimant à chaque étape qu'il reste quelque chose à sauver et que leur présence peut éviter le pire » (12). En fait, plus ou moins à leur insu, croyant que leur sécurité personnelle dépendait de leur respect des lois promulguées par Vichy, ils mettaient le doigt dans un engrenage qui n'avait pas de fin, sinon dans la mort puisque la plupart des dirigeants de l'UGIF furent arrêtés à leur tour puis déportés. Sans doute une part de l'explication est là : les nazis ont très habilement réussi à faire croire à certains responsables des communautés juives européennes qu'il était possible de négocier avec eux. C'est le propre du totalitarisme d'allier aussi savamment le cynisme et la duperie.

Mais l'interprétation la plus profonde est probablement ailleurs. Il faut en effet se replacer dans le climat de l'époque qui est celui de tout régime totalitaire. Dans ce genre de circonstances où un peuple est soumis en permanence à la violence de son persécuteur, il tend à se développer au sein de la population un **sentiment d'abattement et de résignation proches d'une non-résistance complice**. Ce n'est pas là un état d'esprit propre au peuple juif qui s'est montré tout autant capable de se défendre que les autres, y compris par les armes.

(12) Maurice Rajsfsus, *Des Juifs dans la collaboration, L'UGIF 1941-1944*. Préface de Pierre-Vidal Naquet, EDI 1980.

Cette analyse n'entend pas faire le jeu d'une propagande antisémite renaissante pas plus qu'elle ne cherche à conforter le mythe de la passivité juive. Le phénomène vaut pour tout groupe humain en situation de sujétion, qu'il soit juif, chrétien ou musulman, qu'il soit rouge, jaune, noir ou blanc. D'ailleurs, cette question dépasse de loin le seul problème de la coopération de certains responsables juifs avec les nazis. Trente à quarante ans après la fin de la deuxième guerre mondiale, on commence à avoir une idée plus exacte de ce qui s'est réellement passé dans cette sombre période de l'histoire européenne. Des ouvrages ou des films mettent en lumière l'importance de la **collaboration** des populations avec l'occupant allemand (13).

Il ne s'agit pas de minimiser la responsabilité du persécuteur mais de prendre aussi conscience de la responsabilité des victimes. La violence du persécuteur et la coopération, active ou passive, volontaire ou forcée, des victimes sont les deux composantes irréductibles d'une situation de domination. Ne voir que l'une et pas l'autre, c'est réduire les rapports enchevêtrés et complexes qui unissent persécuteur et victimes à des schémas simplistes et mystificateurs à partir desquels il est trop facile de jeter l'anathème.

Au reste, l'analyse n'est pas vraiment nouvelle. Etienne de La Boétie, l'ami de Montaigne, écrivait, déjà en son temps, dans son **Discours de la servitude volontaire** : « Je voudrais entendre comment il se peut faire que tant d'hommes, tant de bourgs, tant de villes, tant de nations endurent quelquefois un tyran qui n'a puissance que celle qu'ils lui donnent » (14).

Au XIX^e siècle, le philosophe américain Henry-David Thoreau dénonçait lui aussi la passivité de ses concitoyens face à la guerre et à l'esclavage :

(13) Pour la France, on citera en particulier le livre de H. Amouroux, *Les Français sous l'occupation* (Livre de poche) et le film de Harris et Sérouy, *Le chagrin et la pitié*.

(14) Etienne de la Boétie, *Le Discours de la servitude volontaire*, commentaires de P. Clastres et Cl. Lefort, Payot, 1978.

« Ce n'est pas à des ennemis lointains que je cherche querelle, mais à ceux qui, tout proches, coopèrent avec eux, et exécutent leurs ordres, et sans qui ces ennemis seraient inoffensifs (...). Il y a des milliers de gens qui, par principe, sont opposés à la guerre et à l'esclavage, mais qui en fait ne font rien pour y mettre un terme » (15).

Mais de telles analyses du pouvoir et de la violence ne font généralement pas recette. Notre esprit se satisfait plus commodément d'une idéologie manichéenne, héritée de notre petite enfance, qui veut que le bourreau soit toujours noir et la victime toujours blanche. Nous aimons bien partager le monde entre le bien et le mal. D'un côté, il y aurait les loups qui peuvent tout se permettre, de l'autre, les agneaux sans défense. L'univers enfantin est pleinement habité par ces affrontements ludiques entre les gentils et les méchants. Mais, une fois adultes, nous montrons-nous vraiment capables de nous départir de ces clichés, de penser autrement les situations de violence ? La réalité des rapports de force entre les hommes n'est malheureusement pas si simple. Nous nous faisons une fausse idée de la violence et des moyens de lui résister parce que nous véhiculons une fausse image des rapports entre le tyran et ses sujets. Il faut en finir avec ce manichéisme fallacieux et fataliste de l'impuissance de la victime et de la toute puissance de son maître.

Les aventures totalitaires du XX^e siècle aident ceux qui veulent les comprendre en profondeur, à se faire une idée plus juste de l'homme. Ainsi le dissident soviétique Vladimir Boukovsky écrit : « Nous avons compris une grande vérité, à savoir que ce n'est pas le fusil, ce ne sont pas les chars, ce n'est pas la bombe atomique qui engendrent le pouvoir, et le pouvoir ne repose pas sur eux. Le pouvoir naît de la docilité de l'homme du fait qu'il accepte d'obéir » (16). De même, dans la vaste

(15) Henri-David Thoreau, *La désobéissance civile*, Carité-Fou-
gère Editeurs, 1980.

(16) V. Boukovsky, *Et le vent reprend ses tours...*, Laffont, 1978,
p. 35.

fresque qu'il brosse de la vie de son peuple sous le stalinisme, Soljénitsyne décrit avec moult détails l'épopée d'une **non-résistance** aux camps, ainsi que le remarque André Glucksmann : « L'histoire de l'Archipel du Goulag, c'est (...) l'histoire d'une non-résistance qui lui a permis de subsister et de s'étendre. Lisant ce document capital sur la société soviétique, nous découvrons aussi une géographie cachée de l'Occident : l'Archipel appartient à sa carte (...). Les frontières de l'Archipel passent en nous » (17).

Donnant raison à H. Arendt, Bettelheim, pour sa part, rapporte : « Ma propre expérience des camps me permet d'en témoigner : l'Etat S.S. n'aurait jamais pu fonctionner sans la coopération des victimes. Plus spécifiquement, les S.S. auraient été incapables de tenir les camps sans la collaboration de nombreux prisonniers, en général involontaire, dans certains cas accordée avec répugnance, mais beaucoup trop souvent empressée » (18). Mais l'interné de Dachau ajoute cette remarque capitale : « Rétrospectivement, il apparaît très clairement que seul un refus total de collaboration de la part des juifs aurait pu offrir une petite chance de contraindre Hitler à une solution différente » (19).

Et en effet, si la soumission des hommes ne dépend pas uniquement de la violence qu'ils subissent mais de l'obéissance qu'ils consentent, alors une stratégie de résistance est possible : **celle qui consiste à refuser d'obéir, de collaborer**. On peut pressentir l'efficacité potentielle de la non-collaboration si on mesure l'efficacité réelle de la collaboration. Ainsi pointa une lueur d'espérance. Espoir que vient conforter l'Histoire, mais une histoire méconnue.

(17) A. Glucksmann, *La cuisinière et le mangeur d'hommes*, Seuil, 1975, p. 25 et 18.

(18) B. Bettelheim, *Survivre*, R. Laffont, 1980, p. 322.

(19) Ibid., p. 322-323.

La résistance civile contre le nazisme

Il se trouve effectivement plusieurs cas historiques qui non seulement tendent à vérifier cette analyse mais aussi suggèrent les possibilités d'une telle stratégie. Un exemple parmi d'autres : celui de la résistance du peuple danois à la déportation des juifs. Car l'Europe, emportée par la tourmente nazie, ne s'est pas unanimement enfoncée dans la collaboration. Les peuples scandinaves notamment ont relevé le défi de l'occupation, à commencer par le Danemark (...) De tels exemples de résistances civiles victorieuses ne sont pas isolés si l'on pense encore à celles des médecins hollandais ou des professeurs norvégiens.

Mais ces récits n'ont pas trouvé place dans l'histoire officielle de la seconde guerre mondiale. On ne sait guère que certaines populations européennes ont pu s'opposer efficacement au nazisme sans faire usage de la violence. Cette réalité historique disparaît au profit de la résistance violente. Serait-elle donc si dérangeante, si étonnante que les manuels d'histoire omettent d'y faire allusion ? Le cinéma nous a habitués à célébrer, et même à mythifier, les coups de main violents des groupes commandos de la résistance armée. Nous avons tous en tête les actions héroïques propres à cette forme de lutte contre le nazisme. Mais nous ignorons qu'il puisse en exister une autre. Pourtant, en 1943, était-il plus beau et valeureux de tuer un Allemand que de sauver un Juif ? Et qu'aurait été la lutte armée contre les nazis sans le soutien d'une partie de la population civile ? Dans les derniers mois de l'occupation, le combat des FFI n'a été que la partie visible d'une opposition civile, moins spectaculaire mais beaucoup plus vaste, s'exprimant par la presse clandestine, le travail sans collaboration, le détournement des ordres, la recherche du renseignement, les réseaux de soutien aux partisans, etc.

En fait, la lutte d'un peuple pour sa liberté n'a jamais été faite de la seule force des armes. A côté de celle-ci, en appui ou en combinaison avec elle, se développe une résistance civile, faite d'actions quotidiennes ou de manifestations de plus ou moins grande envergure. Mais après coup, on ne retient que la révolte violente, non parce que celle-ci est plus héroïque, mais parce qu'elle est plus spectaculaire et qu'elle se prête mieux à la sacralisation de ses victimes. Il faudrait relire toute l'histoire de France à travers le regard de la résistance civile.

Notre mémoire est sélective. Elle se dégrade avec le temps ne restituant du passé que ce qui conforte nos schémas de pensée. Comment ne pas faire le rapprochement entre « l'oubli » du fait que certains membres de la communauté juive ont coopéré avec l'occupant allemand et de ce second fait que d'autres ont pu s'y opposer par la non-coopération ? Dans les deux cas, l'omission provient de la **surestimation du poids de la violence** dans l'histoire. Le premier revient à attribuer à la violence plus qu'elle ne peut en faire toute seule ; le second laisse croire que seule la violence peut venir à bout de l'oppression. Nous estimons vraiment un peu trop vite que le maître tient complètement l'esclave sous sa coupe et que l'esclave ne peut rien faire sous le contrôle absolu du maître, sinon se donner un jour les moyens de la violence. Il ne nous viendrait pas à l'idée que l'esclave participe à sa propre aliénation et que le maître n'a de pouvoir sur l'esclave que dans la latitude que ce dernier veut bien lui laisser. Ce second schéma est beaucoup moins sécurisant mais il est plus proche de la vérité des faits. Il est effectivement plus complexe et répond en cela au souci d'Edgar Morin qui entend appeler à sortir précisément d'une « vision manichéenne de l'action politique » pour « penser complexe » comme il aime à le répéter (20). Il est à la base de l'action dite non-violente.

**

(20) Edgar Morin, *Pour sortir du vingtième siècle*, Nathan, 1981.

DEFENSE ET PAIX

Cycles de formation :

● LES DEFENSES NON-NUCLEAIRES

Renoncer aux armes nucléaires, est-ce renoncer à se défendre ? N'est-ce pas plutôt, dans le monde qui est le nôtre, chercher les moyens de se défendre sans se détruire ?

On passera en revue les avantages et les inconvénients des différentes solutions possibles : défense conventionnelle, défense territoriale, résistance civile non-armée...

5 SOIREEs animées par C. MELLON de 20 à 22 h
les 14 février / 7 mars / 11 avril / 9 mai / 6 juin

● LES CHEMINS DE LA VIOLENCE

La violence s'impose-t-elle comme une fatalité collective ? Nous la découvrons aussi dans nos propres désirs. Par une approche des mécanismes de la **révolte**, du **suicide**, de l'**orgie** et du **sacrifice**, on comprendra un peu mieux la contagion de la passion, ses harmonies avec la violence.

4 SOIREEs animées par P. GIROS de 20 à 22 h
les 24 mars / 15 avril / 5 mai / 2 juin

● LE MOUVEMENT OUVRIER FACE A LA GUERRE

Un aller et retour passé-présent sur les espoirs et les désillusions ouvrières face à :

- la première guerre mondiale des nations européennes.
- l'affrontement anti-fasciste de la seconde.
- la difficile solidarité avec les luttes des peuples colonisés.
- la politique des blocs - issue du partage en zones d'influence de deux hégémonismes à la fois rivaux et complices - menace d'un troisième conflit planétaire nucléaire ?

4 SOIREEs animées par J. PEAUD, syndicaliste et
J. BERTHELET
de 20 à 22 h les : 10 mars / 7 avril / 5 mai / 2 juin

● PROLIFERATION DES ARMES NUCLEAIRES A PARTIR DU NUCLEAIRE CIVIL

4 SOIREEs animées par G. GUYOT, syndicaliste,
ingénieur EDF
de 20 à 22 h les 19 janvier / 23 février /
(les 2 autres dates seront fixées lors de la première séance)

Journées d'initiation

COMPRENDRE LES DEBATS SUR LA DEFENSE

Lisez-vous facilement les articles sur la défense, les politiques militaires, les rapports de force internationaux ? N'êtes-vous pas arrêté par le jargon des spécialistes : « armes tactiques », « bataille de l'avant », « capacité de seconde frappe »... ?

En une demi-journée, vous pourrez vous familiariser avec ce vocabulaire spécialisé, et vous initier aux principaux problèmes de défense aujourd'hui.

Samedi 19 mars 15 h - 22 h
animé par C. MELLON

HISTOIRE DE LA RESISTANCE CIVILE

Il existe une histoire de la résistance sans arme, une histoire dont les manuels scolaires ne parlent jamais. L'étude de quelques exemples historiques (Norvège, Pologne, Danemark, Tchécoslovaquie, ...) permettra de dégager quelques enseignements pour la mise en œuvre aujourd'hui d'une autre défense.

Samedi 15 janvier, 15 h - 22 h
animé par J. SEMELIN

DESOBEDISSANCE CIVILE ET OBJECTION DE CONSCIENCE

Comment la force des lois et des régimes injustes repose sur une obéissance volontaire ou résignée des citoyens. La désobéissance civile, sa justification éthique, son efficacité politique.

Comment l'objection de conscience permet aux citoyens de ne pas collaborer à la militarisation de la société civile et de commencer à mettre en œuvre une politique de défense reposant sur la stratégie de l'action non-violente.

Samedi 19 février, 15 h - 22 h
animé par J.M. MULLER

EDUCATION A LA PAIX EN MILIEU SCOLAIRE

Samedi 29 janvier, 15 h - 22 h
animé par N. FRAISSE-BERNARD
institutrice

Inscriptions et Renseignements :

DEFENSE ET PAIX

Tél. 281.48.94

23, rue N.-D.-de-Lorette
75009 PARIS

les mercredis de 14 à 20 h
les vendredis de 14 à 18 h.

ECONOMIE ET HUMANISME

N° 267

SEPTEMBRE - OCTOBRE 1982

L'AGRO-ALIMENTAIRE EN QUESTION

M. MARLOTE. — Inverser le modèle d'intégration internationale.

G. BRAUN. — L'alimentation des nourrissons. Un code à respecter.

J.P. BERLAN. - Semences : extension de la propriété privée et tendance à la monopolisation.

J.L. POGET. - La bataille des protéines végétales texturées.

J. ROCHER. — Consommateurs... solidaires du Tiers Monde.

HUYNH'CAO TRI. — Du « lettré » traditionnel à l'intellectuel moderne.

J.M. SERVET. - Les taux d'intérêt? Boucs émissaires de la crise.

D. GALLIANO. — Politique industrielle et sous-traitance : le cas de l'aéronautique midi-pyrénéenne.

Faits et Tendances - Chronique bibliographique - Les livres.

Commandes à ECONOMIE ET HUMANISME, 14, rue Antoine-Dumont 69372 LYON CEDEX 08
Tél. : (7) 861-32-23

C.C.P. Lyon 1529 - 16 L

Prix du numéro : 35 F T.T.C.

LE CUN

SESSIONS :

26 décembre - 2 janvier : Le Tiers-Monde ici et maintenant.

26 décembre - 2 janvier (à Paris) : La non-violence contre le viol ?

10-16 avril : les femmes contre la guerre.

SESSIONS-CHANTIERS :

4-11 février, 12-19 février, 20-27 février : objection de conscience et défense populaire non-violente.

WEEK-ENDS :

22-23 janvier : Santé : comment renforcer les mécanismes de défense de l'organisme ?

12-13 mars : prendre en main son alimentation.

30 avril - 1^{er} mai : désobéissance civile.

INSCRIPTIONS ET RENSEIGNEMENTS : Le Cun du Larzac, Saint-Martin, 12100 MILLAU.

A propos de LA BOMBE A NEUTRONS

Le texte d'un débat réunissant Patrick Viveret, Bernard Boudouresques, Jean Klein et David Roussel a été publié sous forme de plaquette, par la F.A.R.E.P. (Fédération des Associations de Recherche et d'Education sur la Paix) qui regroupe Défense et Paix, Le Cun et le Centre de la Forge. A commander pour 10 F (port compris) à : La Forge, 10, rue de Paris, Longpont, 91310 MONTLERY.

REFUS DE L'IMPÔT : une nouvelle campagne de désobéissance civile contre le 7^e sous-marin nucléaire.

La campagne 3 % Larzac ayant cessé avec la victoire des paysans, un nouvel objectif est proposé à ceux qui désirent s'opposer par la désobéissance civile à la politique nucléaire du gouvernement. Tous les renseignements nécessaires sont rassemblés dans un texte que l'on peut commander au MAN, 20, rue du Dévidet, 45200 MONTARGIS.

MUD 31
EDITION 252

croissance
des jeunes nations

le mensuel du tiers-monde

IMPRO

163 bd Malesherbes 75859 Paris Cedex 17

Le n° : 12,50 F
Abonnement : un an : 130 F.

échanges
NOTRE COMBAT

CUBA 82
N° 167

Impressions de voyage. Une expérience de pouvoir populaire. La tyrannie du sucre. La santé : une réussite exemplaire. Où en est l'enseignement ? Les chrétiens et les Eglises. Lettre de La Havane. Et les rubriques habituelles.

En vente : 49, faubourg Poissonnière
750009 PARIS
et par abonnement.

NOM : Prénom :

Adresse :

- souscrit un abonnement d'un an
à Echanges Notre Combat
- envoie la somme de 120 F (étranger :
160 F) par C.B. , C.C.P. (5023 99 S
Paris) ou Mandat postal .

DISARMAMENT CAMPAIGNS

En Anglais, chaque mois, sous une forme très synthétique, des informations sur les mouvements de paix du monde entier. Pour savoir ce qui se passe en Australie comme aux USA, au Brésil comme au Japon, c'est un outil très précieux.

Abonnement : 30 florins hollandais à Disarmament Campaigns, Postbus 18747, 2502 ES's-Gravenhage - HOLLANDE - post giro n° 52.75.785.

Un groupe de Formation et de Recherche sur la Paix vient de se créer dans la région Ouest. Ce groupe peut fournir, à la demande, des intervenants pour des weekends ou des débats publics. Contacter Dominique DOUCET, 8, Grande-Rue, 35400 SAINT-MALO. T. (99) 40.80.15.

FORMATION A LYON

Pax-Christi-Lyon et la Chronique Sociale proposent un cycle de formation sur « Paix et Sécurité » un samedi par mois. Ecrire à Pax Christi, 3, rue Sala, 69002 LYON.

SE DEFENDRE SANS SE DETRUIRE

Le M.A.N. vient de publier une courte présentation, en 50 pages, de la Défense populaire non-violente. Excellent outil qui répond à un besoin largement ressenti. A commander au MAN pour 15 F.

RECTIFICATIF

Dans notre dernier numéro, consacré aux terroristes, l'article de Klaus Hansen sur la RFA a été publié sans les indications d'origine. Voici donc ces indications : cet article est extrait de la revue Frankfurter Hefte, numéro de janvier 1979.



Abonnez-vous,
Abonnez vos amis

**BULLETIN
D'ABONNEMENT**

à renvoyer à :

A.N.V.
CRAINTILLEUX
42210 MONTROND

Nom : **Prénom :**

Adresse :

Je souscris un abonnement d'un an (4 numéros),
à partir du n°

Je commande tracts de présentation
de la revue (gratuits).

TARIF minimum : 70 F (dont TVA 2,70 F)
étranger : 85 F (dont TVA 3,30 F)
soutien : 100 F ou davantage.

Je commande les numéros suivants :
.....
.....
.....

Je verse donc la somme de F
par chèque à l'ordre de

A N V
CCP 2915-21 U LYON

Date : Signature :

Voici les noms et adresse de personnes qui seraient intéressées par A.N.V. :
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Voici l'adresse d'une Librairie qui accepterait peut-être de vendre régulièrement A.N.V. :
.....
.....
.....
.....



Numéros disponibles



(rappel : le numéro 33 est épuisé)

N° 34 / DESOBEISSANCE CIVILE (15 F)

Désobéir à la Loi : légitime ? efficace ? Dans quelles conditions ? Des avocats, magistrats, renvoyeurs de papiers militaires en discutent. Un exemple concret : la lutte pour le Larzac. En annexe : une réflexion de fond sur la grève de la faim — un entretien avec Johan GALTUNG.

N° 35 / LA POLITIQUE DE LA PEUR (10 F)

Comment l'Etat moderne gère la peur pour mieux administrer sa sécurité - Entretien avec Jean DELUMEAU sur « la peur en Occident ».

N° 36 / CHRISTIANISME ET VIOLENCES DOSSIER RENE GIRARD (15 F)

La doctrine de la guerre juste - Positions chrétiennes face à la violence. Table Ronde avec René GIRARD : le Christianisme est-il seulement refus de la violence ou bien invite-t-il positivement à la non-violence ?

**N° 37 / SURARMEMENT ET SOUS-
DEVELOPPEMENT (15 F)**

Comment la course aux armements aggrave-t-elle le sort des peuples du Tiers-Monde ? Le commerce des armes. Etude de la notion de « violence structurelle ».

N° 38 / VIOLENCES BANALES (15 F)

La guerre commence-t-elle à la fessée ? Violences de la rue, de l'usine, de l'habitat... Comment ritualiser notre agressivité ? Un dialogue entre Michel BOSQUET et Serge JULY.

**N° 39 / LA DEFENSE CIVILE EN QUESTION
(15 F)**

Défense civile : protéger les populations en cas de guerre ? Ou bien rendre aux civils le soin de leur défense ?
Un dossier essentiel sur la grève de la faim en BOLIVIE.

N° 40 / FEMMES ET VIOLENCES (15 F)

Les violences que les femmes subissent ou celles qu'elles exercent : les femmes et la guerre, les femmes et le pouvoir, une approche historique de l'oppression des femmes.

**N° 41 / TRAVAILLEURS FACE A
L'ARMEMENT (15 F)**

Désarmer, est-ce se condamner au chômage ? Des économistes disent non. Exemples de plans de reconversion. Table Ronde entre Syndicats et mouvements de paix (MAN, MDPL, Mouvement de la Paix).

N° 42 / GREVES DE LA FAIM (15 F)

Avril 1981 : trois hommes, à LYON, obtiennent par une grève de la faim l'arrêt des expulsions de jeunes immigrés. Au même moment des Irlandais commencent une grève de la faim qui échouera tragiquement : pourquoi le succès dans un cas, l'échec dans l'autre ? Des analyses, des témoignages. Un dossier irremplaçable sur un sujet où la passion l'emporte trop souvent sur l'analyse.

**N° 43 / LE NOUVEAU MOUVEMENT
DE PAIX (15 F)**

Hollande, Angleterre, Norvège, Belgique : pourquoi ces foules dans les rues ? Est-ce l'émergence d'un nouveau mouvement historique ? Le dossier des « euromissiles » : que va faire la France ? Petit dictionnaire pour comprendre tous ces débats.

**N° 44 / LES VOIES DU DESARMEMENT
(15 F)**

L'ONU invite le monde à désarmer pour survivre. Mais que peut-on espérer des différentes voies proposées : les négociations, les marchandages Est-Ouest, les initiatives régionales, les mouvements de paix ? Pour les juger, il faut connaître ces voies : ce numéro vous les présente en détail.

N° 45 / TERRORISMES (18 F)

Il faut « démythifier le terrorisme ». Non pour l'excuser, mais pour pouvoir l'analyser dans toutes ses ramifications et montrer ses impasses. A partir des exemples italien, allemand, irlandais et basque, ce dossier illustre la diversité du fait terroriste.

alternatives non violentes

Craintilleux
42210 MONTROND

COMITE D'ORIENTATION

Jacques-Yves BELLAY
Guy BOUBAULT
Michel de CERTEAU
Yves-Bruno CIVEL
Pierre FABRE
Roger GARAUDY
Patrick GIROS
Jean-Marie MULLER
Hervé OTT
Laurent SAMUEL
Marlène TUININGA
Jean VAN LIERDE
Anne-Marie de VILAINE
Paul VIRILIO
Patrick VIVERET

COMITE DE REDACTION

Pierre ARcq
Béatrice ARNOULD
Lydie BONNET
Robert DEDOUAI
Christian DELORME

Directeur de Publication :

Christian DELORME

Rédacteurs en chef :

Jacques SEMELIN
15, rue du Commerce, 75015 PARIS

Christian MELLON
15, rue R.-Marcheron - 92170 VANVES

sommaire

LA GAUCHE NUCLEAIRE

Editorial	1
NAISSANCE D'UNE OPPOSITION : 1945-1965	5
par Bernard Boudouresques	
HISTOIRE DU RALLIEMENT : 1972-1981	14
par Christian Mellon	
COMMENT NOUS AVONS RESISTE	24
le témoignage de Patrick Viveret	
DU COTE DU PARTI COMMUNISTE	33
Yvonne Quilès se souvient.	
DEFENDRE LE SOCIALISME FRANÇAIS	37
le plaidoyer de Pierre-Luc Séguillon	
DOCUMENTS	44

J'AI DIALOGUE AVEC LES SOLDATS RUSSES	51
entretien avec Julius Tomin	
SORTIR DE LA VIOLENCE	61
par Jacques Sémelin	

numéro 46
Décembre 82